

# CAHIERS DU CENTENAIRE de l'Algérie

---

- I. L'Algérie jusqu'à la pénétration Saharienne.
- II. La pacification du Sahara et la pénétration Saharienne.
- III. L'évolution de l'Algérie de 1830 à 1930.
- IV. Les Grands Soldats de l'Algérie.
- V. Le Gouvernement de l'Algérie.
- VI. L'art antique et l'art musulman en Algérie.
- VII. L'Algérie touristique.
- VIII. Les liaisons maritimes, aériennes et terrestres de l'Algérie.
- IX. Les productions algériennes.
- X. La vie et les mœurs en Algérie.
- XI. La France et les œuvres indigènes en Algérie.
- XII. Cartes et Index.

IMP. A. PIGELET & C<sup>O</sup> ORLÉANS

# CAHIERS DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE

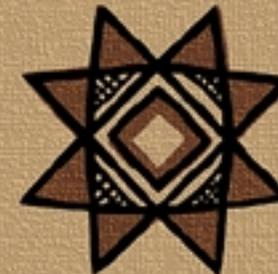
## IV

---

# LES GRANDS SOLDATS de l'Algérie

PAR

M. le général Paul AZAN



PUBLICATIONS DU COMITÉ NATIONAL MÉTROPOLITAIN  
DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE

**LES GRANDS SOLDATS**  
**de l'Algérie**

**CAHIERS DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE**

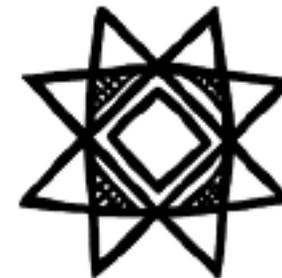
**IV**

---

**LES GRANDS SOLDATS**  
**de l'Algérie**

PAR

**M. le général Paul AZAN**



**PUBLICATIONS DU COMITÉ NATIONAL MÉTROPOLITAIN**  
**DU CENTENAIRE DE L'ALGÉRIE**

## AVANT-PROPOS

---

La civilisation, avec toutes les disciplines qu'elle comporte, n'a jamais pu être imposée à des pays retardataires autrement que par la force. Aussi est-ce seulement grâce à ses armées que la France qui, parmi, les nations apparaît si particulièrement pénétrée de sentiments d'humanité et de générosité, a pu faire régner la paix en Algérie, en Tunisie et au Maroc.

Les généraux qui ont dirigé ces armées ne se sont pas bornés, en occupant le pays, à faire cesser la piraterie à l'extérieur et le brigandage à l'intérieur ; ils ont organisé l'administration des populations, établi la justice, créé des routes, des chemins de fer, apporté la pratique de l'hygiène et des soins médicaux, institué des écoles, répandu des méthodes de culture agricole et des procédés industriels, développé la colonisation.

Chacun d'eux a eu une part plus ou moins grande dans la conquête, la colonisation et l'organisation de la région où il se trouvait ; il a pu appliquer ses idées personnelles dans l'une ou l'autre de ces tâches, et il a laissé une trace dans l'histoire du pays.

Des indigènes algériens ont leur place marquée dans cette glorieuse phalange, tels Mustapha-ben Ismaël et Yusuf ; l'émir Abd el Kader lui-même, adversaire acharné pendant 15 ans de la pacification française, mérite de figurer dans ce livre d'or, pour avoir compris et proclamé, pendant toute la deuxième partie de sa vie, la grandeur et la générosité de la France.

Ces grands soldats se distinguent entre eux par des traits caractéristiques qui viennent de leur nature propre ou des procédés par lesquels ils ont appliqué leurs idées ; ils ont laissé des enseignements qui portent l'empreinte de leurs réflexions et de leurs efforts.

Il ne peut être question de les dépeindre dans une série de biographies relatant, à la manière d'un article de dictionnaire historique, leur existence depuis leur naissance jusqu'à leur mort. Il serait non moins inopportun d'écrire une sorte d'histoire militaire de l'Algérie énumérant chronologiquement les hauts faits de l'armée d'Afrique auxquels ils ont pris part.

La méthode employée pour les faire connaître tient à la fois de la biographie et de la chronologie. Elle consiste à grouper, autour de chacun des hommes dignes d'être particulièrement signalés, les événements principaux de sa carrière algérienne, et les personnages secondaires qui y ont pris part.

La succession des tableaux ainsi dessinés autour d'un sujet principal amène forcément à retrouver parfois les mêmes événements sous des aspects différents ; mais le fait même de décrire ces événements uniquement par rapport au personnage représenté, évite l'inconvénient de la répétition. Les chevauchements chronologiques qui se produisent n'empêchent pas de conserver une présentation générale exposant à larges traits dans le temps toute la période de la conquête et de la pacification algérienne, depuis la prise d'Alger en 1830 jusqu'à l'occupation définitive de la Kabylie en 1857.

Les grands soldats de la période héroïque doivent être connus de tous. Ils ont droit à la reconnaissance de tous les Français, au nombre desquels les Indigènes ont été admis par le sénatus-consulte de 1865 ; car ce sont eux qui ont amorcé le magnifique développement de l'Algérie qui se poursuit chaque jour.

## CHAPITRE PREMIER

---

### LES CONQUÉRANTS D'ALGER

---

#### **Le général de Bourmont, le vice-amiral Duperré, le commandant Boutin**

Charles X, dont le règne a été assez incolore, a un mérite qui ne doit pas être oublié. C'est lui, qui a donné l'Algérie à la France. Quels que soient les motifs qui l'aient décidé à l'expédition d'Alger, et même s'il a voulu, comme ses adversaires politiques l'ont prétendu, chercher une diversion à une situation intérieure troublée et redonner quelque solidité à son trône chancelant, il n'en a pas moins, aidé par son ministre Polignac, montré une fermeté et une obstination remarquables.

Sa fermeté ne peut être mieux symbolisée que par sa réponse à l'Angleterre, lorsque cette puissance lui demandait en juillet 1830 des explications sur la prise d'Alger qui venait d'avoir lieu et sur ses intentions futures à l'égard de cette conquête : « Pour prendre Alger, répliqua-t-il, je n'ai considéré que la dignité de la France ; pour le garder ou le rendre, je ne consulterai que son intérêt ».

\*  
\* \*

#### **Le général de Bourmont et le vice-amiral Duperré**

Le général de Bourmont, que Charles X avait choisi comme ministre de la Guerre, et à qui il confia le commandement de l'expédition, de préférence à Marmont, Clauzel, Gérard, Gouvion Saint-Cyr et Molitor avait montré des qualités pendant les guerres de l'Empire et la campagne

de 1823 en Espagne ; il était brave et prévoyant. Mais il fut désigné pour des raisons politiques : l'avant-veille de Waterloo, le 15 juin 1815, il avait abandonné la division qu'il commandait, pour rejoindre Louis XVIII à Gand, et il avait ensuite contribué à la condamnation à mort du maréchal Ney ; il était, pour ces raisons, peu populaire auprès de ses soldats.

Le vice-amiral Duperré fut choisi pour commander la flotte, quoique connu pour ses opinions libérales, en raison de la renommée que ses brillants services lui avaient valu dans la marine. Il était d'aspect un peu rude, autoritaire, peu loquace, tandis que Bourmont était séduisant, affable et brillant causeur. Pour éviter tout différend entre deux chefs peu faits pour s'entendre, tant en raison de leurs opinions politiques que de leur caractère, Charles X décida que, si Bourmont estimait que les circonstances l'exigeaient, il pourrait imposer sa volonté à Duperré.

Le corps expéditionnaire, fort de plus de 37.000 hommes, avec 4.000 chevaux, de l'artillerie lourde et légère, et un matériel considérable, s'embarqua à Toulon, sur 645 bâtiments, la plus grande partie affrétés. Cette énorme flotte, de composition peu homogène, mit à la voile le 25 mai ; elle dut aller s'abriter quelques jours aux îles Baléares, à Palma, contre le mauvais temps, et, grâce à l'habileté et à la prudence de Duperré, arriva sans encombre le 13 juin dans la baie de Sidi Ferruch.

Le débarquement des troupes commença le 14 juin avant le jour. Bourmont constitua aussitôt dans la presqu'île de Sidi Ferruch une base bien approvisionnée ; de là, il marcha sur Alger. Il mena fort bien ses opérations, ne laissant rien au hasard, avançant d'une façon relativement lente, mais absolument sûre ; il arriva au but en vingt jours, forçant la ville à capituler le 4 juillet, avec le minimum de pertes pour les vainqueurs comme pour les vaincus. Il mérite d'être loué de ce résultat beaucoup plus que les historiens ne l'ont fait, car il avait rempli entièrement sa mission, sans éprouver aucun échec partiel capable d'émouvoir l'opinion.

Bourmont fit d'ailleurs constamment preuve de sentiments élevés. Dans sa proclamation du 10 mai à ses troupes, avant leur embarquement, il leur disait : *La cause de la France est celle de l'humanité. Montrez-vous dignes de votre belle mission. Qu'aucun excès ne ternisse l'éclat de vos exploits ; terribles dans le combat, soyez justes et humains après la victoire... Rendant la guerre moins longue*

## LE COMTE DE BOURMONT



Lithographie de Delpech, d'après Maurin  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

Louis-Auguste-Victor DE CHAISNE, Comte DE BOURMONT

Né le 2 septembre 1773, à Freigné (M.-et-L.)

Pair de France le 9 octobre 1823

Grand croix de la Légion d'honneur le 23 mai 1825

Ministre secrétaire d'Etat de la Guerre, le 8 août 1829

Commandant en chef de l'armée d'expédition en Afrique  
du 11 avril 1830 au 12 août 1830

Maréchal de France le 14 juillet 1830

Décédé le 27 octobre 1846, au château de Bourmont  
commune de Freigné (M.-et-L.)

*et moins sanglante, Vous remplirez les vœux d'un souverain aussi avare du sang de ses sujets que jaloux de l'honneur de la France. »*

La convention qu'il conclut au moment de la capitulation d'Alger, ne dénote pas moins de modération et de bonté à l'égard des vaincus, dans toutes ses clauses. La principale disait : « *L'exercice de la religion mahométane restera libre ; la liberté des habitants de toutes classes, leur religion, leurs propriétés, leur commerce, leur industrie, ne recevront aucune atteinte ; leurs femmes seront respectées. Le général en chef en prend l'engagement sur l'honneur (1).* »

Si Bourmont n'eut pas d'autre politique à l'égard des Turcs que l'expulsion, et s'il commit des fautes dans l'administration des Indigènes algériens, c'est que, autant l'expédition était bien préparée au point de vue militaire, autant elle l'était peu au point de vue de ses conséquences.

On connaissait les Turcs et les Juifs d'une manière bien imparfaite. On ignorait à peu près complètement les différences si importantes entre les tribus de l'Afrique du Nord, d'une part, les tribus arabes, peu nombreuses, issues des envahisseurs musulmans venus d'Orient, et les tribus berbères arabisées ; d'autre part, les tribus berbères constituant le fonds de la population, descendant des agglomérations locales, ayant une langue et une organisation à elles, et encore mal islamisées.

On n'avait pas assez réfléchi aux moyens d'administration à employer vis à vis de cette masse disparate de tribus, qui constituait la Régence d'Alger, si on la découronnait soudainement des Turcs qui la commandaient.

Bourmont n'eut pas le temps d'expérimenter une solution, puisque la Révolution de 1830 vint lui enlever son commandement, et qu'il apprit, dès le 20 août, son remplacement par le général Clauzel. Il eût, peut-être, pratiqué une sage politique vis-à-vis des Indigènes, comme le prouvent les dernières instructions qu'il donna, car il comprenait la nécessité d'une administration adaptée aux mœurs, aux habitudes et à la religion de populations très différentes des populations européennes.

La dignité de maréchal a récompensé à juste titre Bourmont de sa conquête. La France lui conserve de la gratitude pour cette glorieuse et fructueuse expédition, dans

---

(1) Voir L'expédition d'Alger, par le général Paul Azan, librairie Plon. Paris. 1930. pour les détails de cette expédition.

laquelle il eût la douleur de voir mourir de sa blessure un de ses quatre fils, qui combattaient sous ses ordres ; mais elle ne peut pas le classer au rang des soldats illustres, parce que tout Français sent bien qu'un général ne doit pas, en présence de l'ennemi, même pour des raisons politiques, abandonner le drapeau qu'il a accepté de servir et les hommes qu'il a l'honneur de commander.

\*  
\* \*

### **Le commandant Boutin**

C'est à un modeste officier supérieur, qui eut le mérite de faire sous le Premier Empire la reconnaissance d'Alger, qu'ira plutôt l'hommage de la nation. Le chef de bataillon Boutin, envoyé en mission par Napoléon qui pensait alors à une expédition, était resté à Alger du 24 mai au 17 juillet 1808 ; il avait non seulement dressé le plan de la ville, de ses fortifications et des environs ; mais il avait conçu le programme de l'expédition tel qu'il fut réalisé, avec Sidi Ferruch comme point de débarquement pour l'armée et le Fort l'Empereur, dominant toutes les fortifications d'Alger, comme objectif à enlever.

Tous ceux qui eurent connaissance de ce rapport, en particulier le marquis de Clermont-Tonnerre, ministre de la Guerre de 1827, se rallièrent à ses conclusions et les reproduisirent dans leurs projets. Il ne faut donc pas oublier le serviteur dévoué dont le nom est resté trop peu connu, parce que même ceux qui utilisaient ses travaux ne le citaient pas.

Boutin est le type de ces héros modestes qui, sans ostentation et sans bruit, exécutent les travaux qui décident du succès et qui valent à d'autres gloire et honneurs. C'est d'après ses renseignements et suivant sa conception qu'a été réalisée la prise d'Alger. Il a bien le droit, à ce titre, de figurer dans le livre d'or de l'Algérie.

## CHAPITRE II

---

### LE MARÉCHAL CLAUZEL

La Révolution de juillet 1830, en substituant, la monarchie constitutionnelle à la monarchie absolue, modifia la composition de l'armée d'Afrique. Non seulement Bourmont, peu soucieux de s'exposer en France à des rancunes politiques, s'embarqua à Alger directement pour l'Espagne sur un bateau marchand ; mais de nombreux officiers légitimistes quittèrent l'armée. Par contre, les anciens soldats de l'Empire qui étaient restés au service sous le drapeau blanc virent avec joie réapparaître le drapeau tricolore, et beaucoup de leurs camarades qui étaient dans leurs foyers, parmi lesquels Bugeaud, rentrèrent dans les rangs de l'armée.

Le général Clauzel avait pris parti pour Napoléon pendant les Cent jours, quoique ayant été nommé inspecteur général de l'infanterie par Louis XVIII ; il avait de ce fait été traqué au retour des Bourbons, avait dû émigrer aux Etats-Unis, n'était revenu en France qu'en juillet 1820, et avait été nommé en 1827 député de Rethel. Il était qualifié par ses campagnes antérieures pour le commandement de l'armée d'Afrique : général de brigade en 1799 à 26 ans, il avait acquis une expérience particulière en 1804 à Saint-Domingue, en 1809 en Illyrie ; et surtout de 1810 à 1813 dans les guerres d'Espagne où il avait joué un grand rôle ; il n'avait encore que 58 ans.

Le gouvernement de Louis-Philippe était inquiet de la situation morale de l'armée d'Afrique et incertain sur la politique à suivre dans la colonie. Clauzel, qui était plein d'ardeur, d'idées et de courage, calma ses inquiétudes et se mit à la besogne avec la volonté d'aboutir à un résultat pratique. Il reprit l'œuvre commencée par Bourmont,

réalisa la création des zouaves, occupa Blida, poussa jusqu'à Médéa, et envoya le général de Damrémont réoccuper Mers-el-Kebir et Oran.

Comme le Gouvernement français ne voulait consacrer à l'Algérie ni des effectifs ni des capitaux suffisants pour en faire la conquête, Clauzel imagina un moyen de dominer le pays sans envois de troupes ni dépenses de fonds. Il offrit au bey de Tunis, au cours de négociations menées par M. de Lesseps, consul de France à Tunis, de nommer beys d'Oran et de Constantine deux princes de sa Maison, moyennant des contributions annuelles à verser à la France. C'était en somme établir le protectorat français sur toute l'ancienne Régence d'Alger par l'intermédiaire de Tunisiens, musulmans.

Clauzel passa rapidement à l'exécution de ce projet, puisque, dès le 4 février 1831, il nomma bey d'Oran le prince Achmet, moyennant une contribution de un million, et que 200 hommes de troupes tunisiennes vinrent à Oran amorcer la relève des troupes françaises ; il décida la destitution du bey de Constantine, pour faire place à un bey tunisien. En même temps, il continua à améliorer l'administration dont Bourmont avait jeté les bases, en réglant les impôts, la justice, la propriété, la police, les douanes.

Son initiative et son activité impressionnèrent le Gouvernement, qui prêta peut-être aussi l'oreille à une odieuse campagne de dénigrement, allant jusqu'à insinuer qu'il avait reçu de l'argent pour traiter avec Tunis. Malgré son dévouement désintéressé à la tâche qu'il avait entreprise, Clauzel fut remplacé par Berthezène ; il reçut du moins, quelque temps après cette mesure imméritée, la dignité de maréchal de France.

Les généraux qui se succédèrent pendant quelques années à Alger n'eurent ni personnalité bien accusée, ni programme bien défini. D'ailleurs, que pouvaient-ils entreprendre, alors que le Gouvernement désirait avant tout ne pas être entraîné trop loin dans l'occupation du pays, et par suite dans l'augmentation des effectifs, et que l'abandon d'Alger était même discuté à la Chambre et dans la presse ?

Le lieutenant-général Berthezène, choisi pour remplacer Clauzel, avait été un très bon commandant de division, aussi bien à la vieille Garde impériale que dans l'expédition d'Alger ; il fut un médiocre commandant en chef, pendant l'année qu'il exerça ses fonctions.

Le lieutenant-général Savary, duc de Rovigo, ancien

## LE MARÉCHAL CLAUZEL



Lithographie de Delpech, d'après Belliard  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

Bertrand, comte CLAUZEL

Né à Mirepoix (Ariège) le 12 décembre 1772

Grand croix de la Légion d'honneur le 14 février 1815

Pair de France le 2 juin 1815

Député de l'Ardèche du 26 juin 1829 au 21 avril 1842

Commandant en chef l'armée expéditionnaire d'Afrique

du 12 août 1830 au 21 février 1831

Maréchal de France le 27 juillet 1831

Gouverneur général des possessions françaises dans le nord de l'Afrique

du 8 juillet 1835 au 12 janvier 1837

Décédé à Secourieu (Haute-Garonne) le 21 avril 1842

ministre de la police impériale, qui lui succéda, employa avec les Indigènes une dureté maladroitement qui, au lieu de développer l'influence française, la fit reculer ; il comprit du moins l'importance des routes et en fit exécuter ; il avait acquis dans la guerre d'Espagne une expérience qui eût pu lui être utile, mais il dut rentrer en France pour maladie.

Le lieutenant-général Voirol exerça le commandement par intérim d'avril 1833 à septembre 1834, et montra plus d'équité envers les populations ; il put imposer un caïd aux Hadjoutes, qui troublaient la banlieue d'Alger, et faire occuper Bougie par Trézel. Mais, dans la province d'Oran, le général Desmichels, abusé par Abd el Kader dont la puissance commençait à grandir, signa avec lui le traité du 26 février 1834, qui mettait en quelque sorte le « Commandeur des Croyants » sur un pied d'égalité avec le Roi des Français ! Voirol repoussa du moins avec une courtoise fermeté les avancés du jeune marabout, grisé par ce succès.

Cependant la Commission d'enquête, envoyée en Algérie en 1833, ayant conclu au maintien de l'occupation, l'ordonnance du 22 juillet 1834 institua un gouverneur général des possessions françaises de l'Afrique du Nord. Le général Drouët d'Erlon, qui vint prendre le poste en septembre, était trop vieux pour exercer ces fonctions : après avoir montré quelque fermeté vis-à-vis de l'émir Abd el Kader, il évolua si bien sous diverses influences, qu'il finit par le traiter avec des égards prudents. Le général Trézel, qui avait remplacé Desmichels à Oran, s'étant fait battre à la Macta par Abd el Kader, fut disgracié. Quant à d'Erlon, qui restait humble et inactif vis-à-vis de l'Emir victorieux, tergiversant, et hésitant dans l'espoir d'arrangements avec lui, il fut remplacé par le maréchal Clauzel.

Le Gouvernement français n'avait pas l'intention, en nommant Clauzel gouverneur, d'ouvrir une ère de luttes : il lui avait même formellement prescrit de ne pas entreprendre, contre les tribus, d'expéditions comme il y en avait eu quelques-unes, sans motifs et sans résultats. Mais l'opinion publique française entendait que l'affront de La Macta fût vengé, et amena le Gouvernement à décider une expédition contre Mascara, capitale d'Abd el Kader.

Clauzel, arrivé à Alger le 10 août 1835, en pleine épidémie de choléra, crut bon de retarder l'expédition et de faire venir des renforts indispensables. La colonne de 10.000 hommes sous ses ordres, que le duc d'Orléans était venu rejoindre, quitta le camp du Tlélat le 29 novembre ;

elle comprenait dans son effectif 600 cavaliers indigènes, 300 fantassins turcs, quatre compagnies de zouaves de La Moricière, et 800 chameaux destinés à remplacer éventuellement les voitures pour le transport des vivres et des blessés, éléments qui constituaient une innovation. Clauzel entra le 6 décembre dans Mascara, pillée et dévastée par les Indigènes ; mais il la quitta dès le 9 décembre, pour rentrer à Mostaganem et Oran, abandonnant ainsi le bénéfice de l'expédition.

Comme Mustapha ben Ismaël, allié des Français, était assiégé dans Tlemcen avec les Koulouglis par des partisans d'Abd el Kader, Clauzel résolut d'aller les délivrer. Parti d'Oran le 8 janvier 1836 avec 7.500 hommes, il arriva devant Tlemcen en 5 jours et demi, sans tirer un coup de fusil, Abd el Kader ayant refusé le combat. Le 15 janvier, il envoya le général Perrégaux cerner le camp de l'Emir ; Abd el Kader, personnellement poursuivi dans une course effrénée par le commandant Yusuf et des cavaliers indigènes de la colonne française, faillit être pris, et n'échappa que grâce à la qualité de son cheval. Tlemcen ne fut pas abandonnée comme Mascara ; Clauzel y laissa avec les Koulouglis 500 hommes commandés par le capitaine Cavaignac, et regagna Oran. Mais n'ayant pas de fonds pour payer les frais de son occupation, il fut obligé de lever, sur ses alliés de Tlemcen eux-mêmes, un impôt dont la perception produisit le plus déplorable effet.

Des tournées de pacification effectuées par le général Perrégaux dans la vallée du Chélif et par Clauzel à Médéa restèrent sans résultats pratiques, parce qu'aucune garnison ne fut laissée, faute d'effectifs, dans les régions traversées. Le malheureux bey pompeusement installé à Médéa fut pris par les partisans d'Abd el Kader, envoyé au Maroc, où, après six mois de tortures et d'exposition publique, il fut pendu comme ami des Chrétiens.

Dans la province d'Oran, Clauzel n'avait pas réussi, lors de son occupation de Tlemcen, à relier cette ville avec le petit îlot de Rachgoun, à l'embouchure de la Tafna, par où il espérait ravitailler cette ville. Il chargea le général d'Arlandes, commandant à Oran, d'atteindre Rachgoun par terre avec 3.500 hommes ; d'Arlandes arriva au mois d'avril 1836 à l'embouchure de la Tafna, mais y fut cerné. C'est alors que le ministre de la Guerre envoya de France Bugeaud, avec trois régiments, débloquer le camp. Bugeaud débarqua à la Tafna avec les renforts, rétablit les communications avec Tlemcen et Oran et battit complètement

à la Sikkak Abd el Kader, le mettant pour quelque temps hors de cause.

Le maréchal Clauzel avait l'intention d'occuper toutes les villes importantes du Tell et de les relier à la mer, puis de créer dans chaque province un camp central, d'où les colonnes mobiles rayonneraient pour pacifier le pays. Il estimait le moment venu de prendre Constantine. Le Gouvernement envisageant plutôt des réductions d'effectifs que des augmentations. Clauzel décida néanmoins, avec sa confiance habituelle, de tenter l'opération.

Poussé par le commandant Yusuf, qui, nommé par lui bey de Constantine, avait hâte de prendre ses fonctions, il entreprit l'expédition sans préparation suffisante, avec des moyens trop faibles et surtout à une époque trop tardive. La colonne, forte de 8.000 hommes environ, fit route sous une pluie incessante, arriva le 20 novembre devant Constantine, y établit ses bivouacs dans la boue, sans feu, et échoua dans ses assauts, faute d'une préparation d'artillerie suffisante. A bout de munitions, elle dut se replier sur Bône dans des conditions lamentables, poursuivie par les Indigènes que le commandant Changarnier contenait héroïquement avec son bataillon à l'arrière-garde. Elle rentra le 1er décembre à Bône, où plusieurs milliers d'hommes tombèrent malades des fatigues subies, beaucoup pour ne plus se relever.

Cet échec, dû surtout à l'imprévoyance, fit en France un déplorable effet, et amena le remplacement de Clauzel par le lieutenant-général de Damrémont, le 12 février 1837.

Si le maréchal Clauzel n'a pas obtenu, en Algérie, la réussite qu'il méritait, c'est beaucoup en raison des hésitations et des craintes du Gouvernement. Il a exprimé presque toutes les grandes idées qui ont triomphé par la suite, formulé presque tous les projets qui ont été réalisés ; mais il n'a pas eu les moyens de mener à bien ce qu'il avait conçu.

La création des zouaves, première ébauche de notre armée indigène nord-africaine, lui parut un moyen de pouvoir rendre à la France des effectifs métropolitains, mais aussi un moyen d'arriver à un résultat d'ordre plus général, le rapprochement des Français et des Indigènes.

La colonisation le préoccupa dès son arrivée. Il voulait commencer par la Mitidja, qu'il considérait comme « un point central, à proximité du Gouvernement, des magasins et du port, où tout peut être reçu, chargé, vendu ou expédié ».

Il pensait surtout aux moyens d'établir des Européens

dans le pays : « Cela dépend entièrement du Gouvernement, écrivait-il. S'il prend de bonnes dispositions, il inspirera confiance, et l'on verra les hommes et les capitaux qui se portent annuellement en Amérique, aller chercher à Alger des établissements moins éloignés de l'Europe, sur ce sol fertile et bien protégé. S'il adopte des mesures équivoques, empreintes d'indécision ou de timidité, l'émigration européenne continuera son mouvement vers le Nouveau-Monde, et la France dépensera beaucoup d'argent sans autre résultat que la vaine gloire d'avoir une province d'Afrique ».

Il avait formulé, bien avant son gouvernement de 1835, un projet de colonisation militaire : « Nos armées, écrivait-il en 1833, comptent beaucoup plus de prolétaires que de propriétaires ; et il est permis de croire que, sur 3.000 hommes qui reviennent d'Afrique chaque année, les soldats prolétaires préféreraient pour la plupart rester avec la perspective d'acquérir une petite propriété, que de retourner en France pour n'y rien posséder. On verrait ainsi la colonie s'augmenter, tous les ans, d'un certain nombre de colons militaires, auxquels on n'aurait à donner que de la terre (environ 6 arpens par homme), quelques instruments pour la travailler, et six mois de vivres. Le Trésor serait bientôt couvert de cette faible dépense par l'élévation du produit des droits de tout genre qui résulterait de l'augmentation du nombre des colons ».

Il définissait les divers moyens de fournir de la terre aux colons, soit en leur accordant « une concession gratuite », comme il l'avait vu faire en Amérique, soit en achetant des propriétés aux Indigènes : « Ainsi la difficulté de se procurer des colons, des capitaux ; elle vient tout entière du silence que le Gouvernement s'obstine à garder sur ce grave sujet, et du peu de cas qu'il a paru faire de la colonie. Elle renferme cependant un immense avenir pour la France, sous le triple rapport de l'utilité, la puissance politique et de la richesse commerciale. »

On s'aperçoit, en lisant ces lignes, combien est grande l'injustice qui n'a retenu du commandement de Clauzel en Algérie, que l'échec de Constantine. Il est vrai que, dès cette époque, la terre d'Afrique a fait naître, contre ceux qui y servaient la France, des inimitiés, et même des haines que leur éloignement ne pouvait pas toujours leur permettre de combattre. Clauzel a été le premier des grands soldats qui ont été desservis et calomniés à Paris, tandis

qu'ils s'employaient tout entiers à leur patriotique besogne. Avec un gouvernement lui faisant confiance et lui accordant les moyens suffisants, quels résultats n'eût-il pas obtenus ?

S'il avait voulu occuper Constantine, après avoir occupé Tlemcen, c'est parce qu'il comprenait l'importance primordiale de ces deux bastions : « Tlemcen, écrivait-il, est la porte par laquelle le Maroc vous enverra tous les ambitieux qui voudront troubler votre possession ; Constantine est celle par où passeront toutes les tentatives de Tunis suscitées par nos rivaux. Si vous n'occupez pas ces deux Gibraltar de la Régence d'Alger, vous n'en serez jamais les maîtres. » En ce qui concerne l'expédition de Constantine, il s'élevait contre l'accusation d'avoir « perdu son armée » ; car, disait-il, une perte de 454 hommes sur 7.000, c'est-à-dire un peu moins d'un quinzième, « à travers les pluies, les gelées et des nuées d'Arabes », c'était une proportion inférieure à celle de bien des escarmouches.

Ses campagnes à travers l'Europe, son émigration en Amérique, avaient élargi ses vues au delà de celles de la plupart de ses contemporains, de ceux surtout qui préconisaient l'abandon de l'Algérie, et auxquels il s'adressait en ces termes : « Posséder en face de notre littoral européen un littoral africain non moins étendu ; être postés sur les deux flancs de cette mer, de manière à la contenir dans notre obéissance ; pouvoir protéger notre commerce du nord et du midi de cette vaste route où voyagent tant de richesses ; avoir, en cas de guerre, des ports et des arsenaux qui se regardent et se secourent ; être les maîtres de porter le combat à droite ou à gauche ; avoir, en cas de revers, des asiles devant et derrière ; c'était une position qui me semblait si belle, si forte, si supérieure, que prévoir qu'on voudrait l'abandonner m'eût semblé une injure au bon sens le plus grossier. »

Il fut, à son retour en France, en butte à d'odieuses attaques, malgré ses 44 ans de glorieux services. Dans la brochure qu'il publia pour se défendre, il s'exprimait en ces termes : « Comprendre qu'une vie irréprochable ne me valait pas mieux qu'une vie de trahison, qu'une pauvreté patente me comptait moins que ne l'eût fait une fortune volée,... à été pour moi une épouvantable désolation... On a laissé une carrière de victoires trébucher sur un revers sans vouloir lui laisser prendre un dernier laurier ; on a pensé sans doute que j'étais assez tombé pour m'empêcher de me relever. Non, non, je me relève, moi. Je me relève pour rentrer la tête haute dans mes foyers !

je me relève ! et sur le seuil de cette maison paternelle ou je retourne, je poserai entre moi et la calomnie ma vieille épée de combat. Regardez-la bien ; elle n'a ni or ni diamants à sa monture ; elle n'a que du sang sur la lame : c'est le sang des ennemis de la France. »

La malechance de Clauzel a été de venir trop tôt. de former des plans que les hommes au pouvoir ne pouvaient pas encore comprendre, pour l'exécution desquels ils ne lui fournirent pas d'aide efficace, et qui lui suscitèrent nombre d'ennemis et de détracteurs. Il voulait établir du premier coup l'autorité française sur l'Algérie, en occupant les principaux centres, et en favorisant par tous les moyens la colonisation ; il avait entrevu la merveilleuse destinée réservée à ce pays, et voulait en, hâter la réalisation. Guizot donnait la vraie raison de sa disgrâce à la séance de la Chambre du 22 avril 1837 : « Le maréchal Clauzel, disait-il, a été rappelé non parce qu'il a été malheureux, mais parce qu'il était en Afrique le représentant du système d'occupation universelle et guerroyante ; occupation militairement organisée sur tous les points importants de la Régence. »

L'histoire rendra du moins justice à la hauteur de vues et à la clairvoyance d'un des plus grands soldats de l'Algérie.

---

## CHAPITRE III

---

### LES FILS DE LOUIS-PHILIPPE

---

#### **Le duc d'Orléans, le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc d'Aumale**

Louis-Philippe, qui réalisa presque entièrement sous son règne, de 1830 à 1848, la conquête militaire de l'Algérie, envoya ses fils à maintes reprises participer aux expéditions ; il tenait à ce qu'ils fissent l'apprentissage du métier des armes ; il voulait aussi montrer à l'armée et au pays qu'ils savaient partager les dangers et les peines des enfants du peuple.

\*  
\* \*

#### **Le duc d'Orléans**

L'aîné d'entre eux, le duc d'Orléans, héritier de la couronne, reçut en 1835 un commandement sous les ordres du maréchal Clauzel, dans le corps expéditionnaire chargé de s'emparer de Mascara. Ce prince, populaire à cause de sa simplicité et de sa bonté, eut comme premier soin de visiter les hôpitaux. Pendant l'expédition, il voulut, pour l'exemple, vivre comme le soldat, manger le même pain, boire la même eau ; mais il tomba malade et dut, dès son retour à Mostaganem, être rapatrié en France.

Il revint en Algérie en 1839, sous le gouvernement du maréchal Valée, pour commander une division dans l'expédition des Portes de Fer. La colonne passa sans encombre par le fameux défilé qui tient la grande route de communication de Constantine à Alger. Elle n'eut de difficultés qu'au retour vers Alger ; le prince, toujours à l'avant-garde, put à ce moment montrer sa

bravoure. « Tant que dura l'engagement, dit un de ses historiens, il se tint au milieu des tirailleurs, affrontant les balles des Arabes, auxquels son képi rouge, le seul de l'armée qui fût découvert, l'écarlate de sa selle et sa plaque de la Légion d'honneur, servaient naturellement de point de mire. » Une telle attitude, très appréciée à cette époque, le faisait aimer des troupiers ; mais elle a coûté par la suite, en raison des progrès de l'armement, trop d'officiers à l'armée pour n'être pas considérée aujourd'hui comme une imprudence inutile.

Lorsque la colonne arriva près d'Alger, à hauteur de Maison-Carrée, le duc d'Orléans réunit les officiers, et, dans une allocution pleine de modestie et d'affection, il leur promit de faire connaître en France la tâche accomplie par l'armée d'Afrique : « Je dirai toutes les grandes choses que l'armée a faites en Afrique, toutes les épreuves qu'elle subit, avec un dévouement d'autant plus admirable qu'il est souvent ignoré et quelquefois méconnu. » Il ajouta : « je ne me suis pas cru, éloigné, de ma famille, car j'en en ai trouvé une au milieu de vous et parmi les soldats dont j'ai admiré la persévérance dans les fatigues, la résignation dans les souffrances, le courage dans le combat. »

A Alger, où un accueil enthousiaste lui fut fait par les Français et les Indigènes, il répondit aux compliments des représentants de la population : « je m'enorgueillis de rentrer par la bonne porte, par la porte de terre, dans la capitale de cette nouvelle France que l'armée a conquise, sillonnée de routes, couverte de beaux et d'utiles travaux, et que vous sautez tous féconder, peupler et rendre digne de la mère-patrie... J'espère que les résultats obtenus feront des Algériens de tant d'hommes qui, jusqu'à présent, n'ont pas eu foi dans l'Afrique, et je regarde comme un grand honneur et un grand bonheur pour moi d'avoir pu concourir à un des plus grands événements de ce siècle, à la conversion en province française et civilisée de cette terre jusqu'à présent barbare et hostile. »

Au banquet offert par la colonie, le duc d'Orléans déclara, dans la réponse qu'il fit au toast en son honneur : La conquête de l'Afrique est, à mes yeux, la plus grande chance qui se soit offerte depuis longtemps à la France... Tous ceux qui se consacrent à cette noble tâche ont bien mérité de la Patrie. Plus les travaux sont pénibles et les obstacles grands, et plus aussi il faut honorer leur persévérance ; car, dans une société dont le travail est la loi

## LE DUC D'ORLÉANS



Gravure de Delannoy, d'après Lansac  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

Ferdinand-Philippe-Louis-Charles-Henri, duc D'ORLEANS  
Né à Palerme le 3 septembre 1810  
Grand croix de la Légion d'honneur le 3 août 1830  
Général de division le 1<sup>er</sup> janvier 1834  
Décédé le 13 juillet 1842 à Neuilly-sur-Seine

fondamentale, chacun doit être classé selon la part pour laquelle il contribue au bien général. »

Le Prince Royal invita le lendemain à un banquet sur la place Bab-el-Oued toute la division qu'il avait commandée pendant l'expédition, officiers, sous-officiers et soldats, soit 3.242 convives. Vers la fin du repas, montant sur une table, il porta un toast à l'armée qui résumait bien, l'œuvre accomplie par elle :

« A cette armée, s'écria-t-il, qui a conquis à la France un vaste et bel empire, ouvert un champ illimité à la civilisation, dont elle est l'avant-garde ! A la colonisation, dont elle est la première garantie !

« A cette armée qui, maniant tour à tour la pioche et le fusil, combattant alternativement les Arabes et la fièvre, a su affronter avec une résignation stoïque la mort sans gloire de l'hôpital, et dont la brillante valeur conserve dans notre jeune armée les traditions de nos légions les plus célèbres !

« A cette armée, compagne d'élite de la grande armée française, qui, sur le seul champ de bataille réservé à nos armes, doit devenir la pépinière des chefs futurs de l'armée française, et qui s'enorgueillit justement de ceux qui ont déjà percé à travers ses rangs !

« A cette armée qui, loin de la patrie, a le bonheur de ne connaître les discordes intestines de la France que pour les maudire, et qui, servant d'asile à ceux qui les fuient, ne leur donne à combattre, pour les intérêts généraux de la France, que contre la nature, les Arabes et le climat ! »

Après le repas, le prince fit le tour des tables, parlant aux soldats avec sa simplicité et son affabilité coutumières, trouvant pour chaque unité ou même pour chaque homme le mot qui convenait. C'est par cette attitude familière, comme, par son endurance et son courage, qu'il savait conquérir les cœurs.

L'expédition des Portes de Fer ayant été l'occasion d'une reprise des hostilités par Abd el Kader, le duc d'Orléans vint de France en 1840 pour la troisième fois. participer à la tâche de l'armée d'Afrique. Dans l'expédition ayant pour but d'occuper Médéa et Miliana, il reçut le commandement d'une division : c'est lui qui enleva le 12 mai le col (ténia) de Mouzaïa avec trois colonnes que commandaient Duvivier, la Moricière et d'Houdetot.

Revenu en France, le prince s'occupait avec ardeur de l'organisation et de l'instruction de l'armée, lorsqu'il

mourut d'un accident de voiture le 13 juillet 1842, à Neuilly. Il fut unanimement regretté, et particulièrement dans l'armée ; du moins son nom fut-il donné aux chasseurs à pied qui s'appelèrent, jusqu'à la Révolution de 1848, les « chasseurs d'Orléans », du nom de leur créateur, et qui s'illustrèrent en Afrique dans maints glorieux combats, tels que l'Isly et Sidi Brahim.

\*  
\*\*

## **Le duc de Nemours et le prince de Joinville**

Louis-Philippe ne voulait pas que le duc de Nemours, le second de ses fils, fût plus ménagé que son aîné. Alors que le maréchal Clauzel préparait en 1836 la première expédition de Constantine, le ministre de la Guerre lui écrivait le 22 octobre : « L'intention de Sa Majesté est que Mgr le duc de Nemours assiste à l'expédition de Constantine, comme Mgr le prince royal a assisté à celle de Mascara. » Clauzel, en annonçant cette nouvelle aux troupes, dans son ordre du 2 novembre, ajoutait : « Chacun verra dans cette circonstance une preuve de plus de l'affection que le Roi porte à l'armée et, selon les expressions de Sa Majesté, du désir qu'éprouvent ses enfants de s'identifier partout à sa fortune et à sa gloire. »

Le duc de Nemours accompagna Clauzel dans cette pénible expédition ; il endura stoïquement les souffrances causées par le froid, la pluie, la neige, le bivouac dans la boue, et s'avança au moment de l'attaque de la ville, jusqu'à la première ligne des tirailleurs, au mépris de tout danger. Pendant la pénible retraite, il témoigna sa bonté envers les soldats, abandonnant ses bagages pour donner un mulet de plus à l'ambulance. Il repartit dès le 10 décembre d'Alger pour la France.

Lorsque la deuxième expédition de Constantine fut décidée en 1837, trois fils du Roi briguerent à la fois l'honneur d'en faire partie : le duc d'Orléans, le duc de Nemours, et le prince de Joinville. Mais le duc de Nemours, qui avait assisté à l'échec, sembla avoir un droit spécial à participer au succès espéré et fut nommé à la tête d'une brigade, celle dans laquelle servait le lieutenant-colonel de la Moricière.

Devant Constantine, où la colonne arriva le 6 octobre, il fut chargé du commandement du siège : le 12, lorsque le gouverneur général, le général de Damrémont, fut tué

par un boulet turc, et le général Perrégaux mortellement blessé par une balle, il était à leurs côtés et eut sa capote trouée par les balles ; ce fut lui qui, commandant du siège, lança le lendemain les trois colonnes d'assaut commandées par La Moricière, Combe et Corbin, qui s'emparèrent de la ville.

Alors que, le 16 octobre, il passait une revue, arriva le prince de Joinville, qui avait touché à Bône, et avait demandé au commandant de l'*Hercule* l'autorisation de se joindre à une colonne de secours en marche vers Constantine. Il arrivait trop tard pour assister à l'assaut ; mais il revint du moins avec la colonne, où Nemours commandait l'arrière-garde, et où tous deux montrèrent la plus touchante sollicitude pour les malheureux qui tombaient, atteints du choléra. Le duc de Nemours fit le 3 novembre ses adieux à sa brigade, après avoir fait citer à l'ordre, parmi d'autres, quatre officiers qui devaient devenir maréchaux de France : Canrobert, Mac-Mahon, Saint-Arnaud et Niel. Il fut lui-même nommé lieutenant-général.

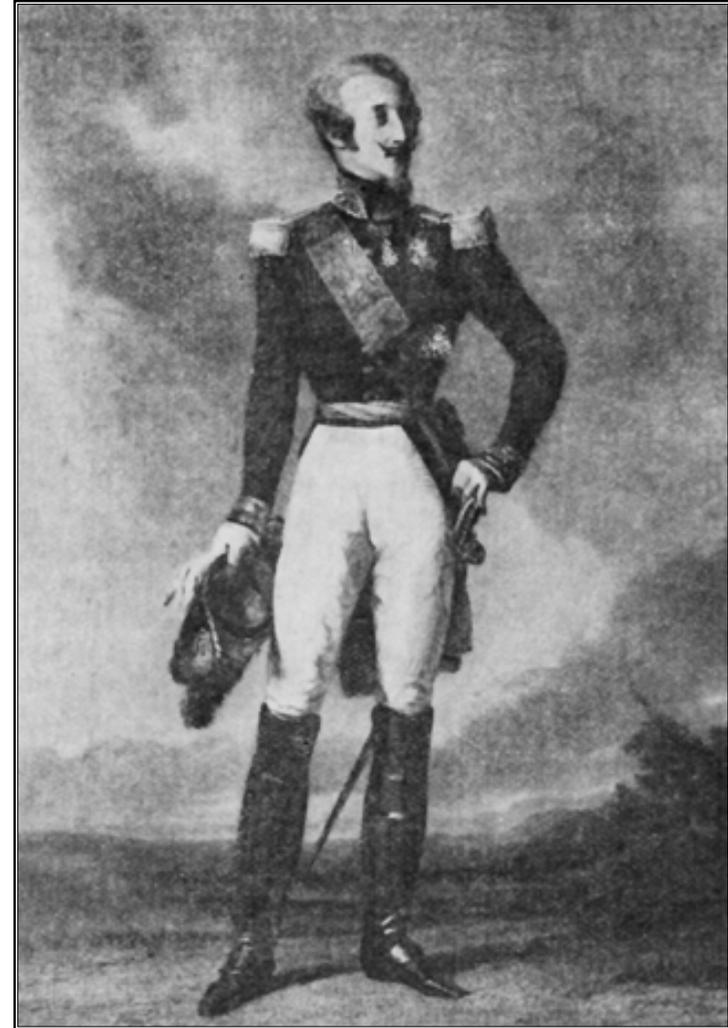
Tandis qu'il rentrait en France, Joinville voguait vers le Brésil. C'est lui qui devait quelques années plus tard, en 1844, au moment où Bugeaud attaquait le Maroc par terre et remportait la victoire de l'Isly, aller avec une escadre bombarder les batteries de Tanger le 6 août et le port de Mogador le 15 août.

Lorsque Bugeaud eût été nommé gouverneur de l'Algérie en février 1841, le duc de Nemours vint pour la troisième fois en Algérie, afin de participer aux opérations contre Abd el Kader.

Débarqué à Alger au début d'avril, il mena d'abord, avec Bugeaud, des convois de ravitaillement à Médéa et Miliana, et mérita cette citation : « En toute circonstance, pourrait servir d'exemple à l'armée pour la discipline comme pour le courage ; a chargé, le 3 mai, à la tête de deux bataillons et a bien vite mis en fuite les Kabyles qui se trouvaient devant lui »

Il accompagna ensuite Bugeaud dans la province d'Oran, et y prit, sous ses ordres, le commandement d'une division, dans la colonne qui alla détruire Tagdempt, place d'approvisionnement d'Abd el Kader, et occuper Mascara, son ancienne capitale. Lorsqu'il se embarqua pour la France le 3 juin, il fut salué par un ordre de la colonne expéditionnaire dans lequel Bugeaud s'exprimait ainsi : « L'armée a déjà appris à connaître

## LE DUC DE NEMOURS



Gravure de Pannier, d'après Winterhalter  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

Louis-Charles-Philippe-Raphaël duc DE NEMOURS  
Né le 25 octobre 1814 à Paris  
Grand croix de la Légion d'honneur le 3 août 1830  
Général de division le 11 novembre 1837  
Décédé à Versailles le 26 juin 1896

le prince à Constantine ; son nouveau séjour dans ses rangs n'a pu que resserrer les liens qui l'unissent à elle. Son souvenir vivra dans les trois provinces, car il a fait la guerre avec les trois grandes divisions de cette armée... L'armée vivra aussi dans son coeur ; il dira au Roi combien elle a mérité et peut mériter encore l'estime de la patrie qui est le mobile de ses actions. »

\*  
\*\*

### Le duc d'Aumale

Le duc d'Aumale devait marcher glorieusement sur les traces de ses frères en Algérie. C'est comme officier d'ordonnance du duc d'Orléans qu'il y fit ses premières armes en 1840. Il n'avait alors que 18 ans et comptait au 4<sup>e</sup> léger comme chef de bataillon. Le 27 avril 1840, à l'Oued Djer, il reçut le baptême du feu en chargeant, bravement avec un escadron ; le 12 mai, il prit part à l'attaque du col de Mouzaïa.

Lorsque Bugeaud entreprit de soumettre Abd el Kader, le duc d'Aumale, lieutenant-colonel au 24<sup>e</sup> de ligne, fut autorisé à faire campagne sous ses ordres. Il écrivit le 25 février 1841 au nouveau gouverneur : « je vous prierai, mon général, de ne m'épargner ni fatigues, quoi que ce soit. Je suis jeune et robuste et, en vrai cadet de Gascogne, il faut que je gagne mes éperons. Je ne vous demande qu'une chose, c'est de ne pas oublier le régiment du duc d'Aumale, quand il y aura des coups à recevoir et à donner. » Il reçut de Bugeaud cette réponse : « Vous ne voulez pas être ménagé, mon prince, je n'en eus jamais la pensée. Je vous ferai votre juste part de fatigues et de dangers ; vous saurez faire vous-même votre part de gloire. » Le prince se distingua, en effet, avec le 24<sup>e</sup>, aux expéditions auxquelles prit part le régiment au printemps de 1841.

Fatigué par le climat, le duc d'Aumale fut chargé en juillet, avec le grade de colonel, de ramener à Paris le 17<sup>e</sup> léger, et ne revint en Algérie qu'à la fin de 1842, comme maréchal de camp. Ce jeune général de 20 ans prit part à la tête d'une colonne à une expédition conduite par Bugeaud dans l'Ouarensenis, puis reçut le commandement de la province de Titteri, avec résidence à Médéa. De là, il rayonna avec succès dans diverses directions.

En mai 1843, il entreprit à la tête de 1.300 zouaves et fan-

tassins, de 600 cavaliers, spahis, chasseurs et gendarmes d'une section d'artillerie et d'un convoi de 800 chevaux et mulets, son expédition contre la smala d'Abd el Kader. Cette smala, gardée par des réguliers, comprenait une population s'élevant à 60.000 âmes, ainsi que la famille et les trésors de l'Emir.

Le duc d'Aumale la surprit le 16 mai dans le Sahara à Taguin ; il avait, pour la rejoindre, laissé son infanterie en arrière, et n'avait avec lui que ses cavaliers ! Il n'avait pas été aperçu, et, comme sa colonne était divisée en trois tronçons très éloignés l'un de l'autre, il n'avait qu'une chance de salut : charger ! Il courut cette chance sans hésitation. Les chasseurs d'Afrique du lieutenant-colonel Morris et les spahis du colonel Yusuf s'élançèrent, et mirent le désarroi dans cette multitude. Le nombre des prisonniers fut considérable et le butin fut immense.

Cette journée fut certainement la plus extraordinaire qui eut lieu au cours des guerres d'Afrique ; il fallait l'ardeur et l'insouciance d'un général de 21 ans pour la risquer et la gagner. Un des prisonniers indigènes disait ensuite :

« Quand nous pûmes reconnaître la faiblesse numérique du vainqueur, le rouge de la honte couvrit nos visages ; car si chaque homme de la Smala avait, voulu combattre, ne fût-ce qu'avec un bâton, les vainqueurs eussent été les vaincus ; mais les décrets de Dieu ont dû s'accomplir. »

Le duc d'Aumale alla passer quelques mois en France, et revint, à la fin de novembre 1843, prendre comme lieutenant-général le commandement de la province de Constantine. Au banquet que lui offrit à son arrivée la population d'Alger, déclara : « Le Roi nous a envoyés ici, nous ses fils, pour y payer à la Patrie notre dette de citoyens et de soldats, et pour montrer, que notre titre de princes était celui de premiers serviteurs de la France. »

Installé à Constantine, il alla d'abord, en février 1844, occuper Biskra, accompagné par son jeune frère le duc de Montpensier ; il s'occupa ensuite d'amener à la soumission, quelques tribus récalcitrantes.

Cette pacification réalisée, il chercha à améliorer l'administration, des Indigènes. Il recevait avec bonté ceux qui avaient à lui présenter des réclamations, essayant de faire en tout régner la justice. Il régularisa la perception des impôts et empêcha les chefs locaux de pressurer leurs administrés ; il fit améliorer l'organisation des marchés, par lesquels il tenait les nomades obligés de s'y approvisionner et il les fit surveiller comme lieux de réunions politiques ; il s'occupa de la constitution de la propriété,

autant pour protéger les Indigènes contre les spéculateurs européens que pour fournir des terres aux colons ; il fit de même dans les villes : c'est ainsi que par son ordonnance du 9 juin 1844, il divisa Constantine en deux quartiers, l'un européen, accessible à tous, l'autre indigène, dans lequel locations ou transactions ne pouvaient être faites, qu'entre Musulmans. La réputation de sa bienveillante administration s'établit si bien que des tribus tunisiennes lui demandèrent l'autorisation d'émigrer sur son territoire ; il ne put d'ailleurs la leur accorder.

Les qualités qu'il déploya dans cette sage administration lui valurent plus tard, de la part d'un député de l'opposition, Ferdinand Barrot, cet éloge à la tribune de la Chambre : « Dans la province de Constantine, on a entrepris le gouvernement des races indigènes comme une œuvre de patience et de paix. Aussi, dans cette province, la soumission est-elle plus intelligente et peut-être plus certaine. Il faut le dire, car il est bon de rendre justice à tout le monde, même aux princes. »

Lorsque Bugeaud, en désaccord avec la Chambre sur son système de colonisation militaire, décida de résigner ses fonctions de gouverneur général, il en informa le duc d'Aumale en critiquant âprement le système des grands concessionnaires qui avait des partisans : « On veut suivre en Afrique, lui écrivait-il le 23 avril 1847, des systèmes qui ne sont pas les miens : j'en fais ma question de cabinet et je m'en vais... Je ne veux pas immobiliser successivement toute l'armée en la mettant en faction pour garder infructueusement les barons en gants jaunes, mais sans casque, sans cuirasse et sans lance, qui veulent se partager le sol de l'Algérie. »

Bugeaud rentra en France le 5 juin 1847. A ce moment, Changarnier commandait la province d'Alger. La Moricière la province d'Oran, et Bedeau la province de Constantine ; il eût été difficile de choisir le plus méritant, et il était d'ailleurs préférable, pour donner satisfaction à la Chambre et à l'opinion, de ne pas désigner un militaire strictement professionnel. Le duc d'Aumale, qui s'était montré aussi bon administrateur que brillant soldat, fut nommé gouverneur général le 11 septembre 1847. Son premier soin fut de demander modestement des conseils au maréchal Bugeaud, qui se montra très touché de cette démarche et lui répondit le 12 octobre de Dordogne : « J'étais bien sûr que votre qualité de prince de la dynastie régnante, vous sentiriez plus qu'un simple général la nécessité de vous conformer aux institutions de votre

## LE DUC DE D'AUMALE



Lithographie d'Auguste Bry, d'après Maurin  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

Henri-Eugène-Philippe-Louis d'ORLÉANS, duc d'AUMALE  
Né le 16 janvier 1822 à Paris  
Grand croix de la Légion d'honneur le 28 avril 1842  
Général de division le 3 juillet 1843  
Gouverneur-général de l'Afrique du 11 septembre 1847 au 25 février 1848  
Député de l'Oise du 8 février 1871 à décembre 1875  
Décédé à Zucco (Sicile) en 1897

pays. Ne vous ai-je pas vu le plus discipliné, le plus ponctuel de mes lieutenants. »

Les conseils que le vieux maréchal lui donnait ensuite n'étaient d'ailleurs pas ceux d'une aveugle discipline, puisqu'il lui écrivait : « Il est des circonstances tellement impérieuses que, dans l'intérêt du pays, il faut savoir dépasser les ordres du ministre de la Guerre. Vous auriez comme moi livré la bataille d'Isly sur le territoire marocain, malgré l'ordre de ne pas dépasser la frontière qu'apporta la veille le colonel Foy. Vous auriez ainsi continué la campagne de la grande Kabylie si, ayant lancé le général Bedeau dans les montagnes et ne pouvant plus l'arrêter, vous aviez reçu à une journée de Hamza l'ordre de suspendre l'opération précédemment approuvée. » Le duc d'Aumale n'eut pas à suivre ces conseils, qui sont cependant d'une haute portée coloniale, vérifiée depuis à maintes reprises...

Accueilli avec joie par la population civile à son débarquement, le 5 octobre, le duc d'Aumale s'imposa d'autre part aux Indigènes par le prestige si important pour eux de sa naissance. La proclamation qu'il leur adressa témoignait d'une profonde connaissance de leurs sentiments politiques et religieux :

*« Vous avez compris, ô Musulmans, leur disait-il, combien le bras de la France était puissant et redoutable, et combien son gouvernement était juste et clément. Vous avez obéi à l'immuable volonté de Dieu, qui donne les empires à qui bon lui semble sur la terre. Vous avez fait votre soumission au Maréchal et vous avez éprouvé la bonté de son gouvernement. Vous vous souviendrez toujours qu'il honora les grands, qu'il protégea les faibles et qu'il fut équitable avec tous. Rien ne sera changé à ce qu'il avait fait... »*

*« Remerciez Dieu de ce qu'il vous a donné les richesses et les jouissances de la paix en échange des maux inséparables de la guerre. C'est pour vous donner un gage encore plus éclatant de ses bonnes intentions à votre égard, que le roi des Français m'a envoyé au milieu de vous comme son représentant sur cette terre qu'il aime à l'égal de la France. J'ai déjà vécu parmi vous, je connais vos lois et vos usages, et tous mes actes tendront à augmenter votre prospérité et celle du pays... »*

Une grande satisfaction était réservée au nouveau gouverneur, celle de recevoir la soumission de l'émir Abd el Kader.

L'adversaire qui depuis quinze ans combattait les Français se rendit le 23 décembre au général de La Moricière, et fut amené à Nemours dans la soirée. Le duc d'Aumale, arrivé le matin même, confirma à l'Emir la promesse donnée par La Moricière de son transport à Alexandrie ou à Saint-Jean d'Acre ; puis il reçut le lendemain sa soumission solennelle, marquée par la remise de son cheval. Ce fut un événement d'une immense portée.

Avec sa modestie habituelle, le duc d'Aumale écrivit au maréchal Bugeaud : « Lorsque ce grand fait s'est accompli, votre nom a été dans tous les cœurs ; chacun s'est rappelé avec reconnaissance que c'est vous qui avez mis fin à cette lutte ; que c'est l'excellente direction que vous avez donnée à la guerre et à toutes les affaires de l'Algérie qui a amené la ruine matérielle et morale d'Abd el Kader. » Bugeaud fut très touché par cette lettre et lui répondit le 15 janvier 1848 : « Comme tous les hommes capables de faire de grandes choses, vous ne voulez que votre juste part de gloire, et, au besoin, vous en céderiez un peu aux autres. »

Dans l'organisation qu'il entreprit comme gouverneur général, le duc d'Aumale a semé bien des idées qui ont germé, après lui.

Il décentralisa l'administration, qui dépendait jusqu'alors entièrement du ministre de la Guerre, à cet effet, il établit dans chacune des trois provinces des directeurs des affaires civiles, ayant des attributions comparables à celles des préfets de France, avec le droit de traiter certaines questions ; les principales questions seules furent dès lors envoyées au gouverneur général à Alger ou au ministre de la Guerre à Paris. Cette importante réforme permit de faire aboutir rapidement nombre d'affaires depuis longtemps en suspens.

Le duc d'Aumale fit aussi décider par le Gouvernement que les maires, adjoints et conseils municipaux d'Algérie auraient les mêmes attributions qu'en France, mais avec la restriction que la nomination des conseillers municipaux serait faite par le Roi ou par le Gouverneur général.

Il s'occupa beaucoup de la colonisation, en sauvegardant toujours les droits des Indigènes ; il chercha à dédommager d'une manière équitable ceux qui avaient été expropriés ; il détermina dans quelles conditions de nouveaux terrains pourraient être livrés aux colons, en cantonnant les Indigènes dans des zones convenablement choisies.

Il chercha à développer l'instruction et proposa dans ce

but au Ministre la création d'écoles arabes et françaises à Constantine, Bône et Tlemcen.

Il était ainsi occupé à tracer le plan d'une organisation plus logique lorsqu'éclata la Révolution de février 1848. Apprenant qu'il était remplacé dans les fonctions de gouverneur général par le général Cavaignac, il lui écrivit le 2 mars : « Fidèle à mes devoirs de citoyen et de soldat, j'étais resté à mon poste tant que j'avais pu croire ma présence utile au service du pays. Aujourd'hui elle pourrait devenir un embarras. Soumis à la volonté nationale, j'aurai quitté demain la terre française »

Le lendemain 3 mars, il disait dans son ordre, du jour à ses troupes : En me séparant d'une armée modèle d'honneur et de courage, dans les rangs de laquelle j'ai passé les plus beaux jours de ma vie, je ne puis que lui souhaiter de nouveaux succès... Du fond de l'exil, mon cœur vous suivra partout où vous appellera la volonté nationale... Tous mes vœux seront toujours pour la gloire et le bonheur de la France. »

Le duc d'Aumale s'embarqua le 5 mars avec les siens pour Gibraltar. La dignité et la simplicité avec lesquelles il accepta sa disgrâce ne peuvent qu'ajouter à l'éclat des actes militaires et administratifs qui avaient fait de lui, à 26 ans, un grand Africain.

## CHAPITRE IV

---

### LES INDIGÈNES

---

#### **Mustapha ben Ismaël, Yusuf, Abd el Kader**

Les Indigènes, pour désigner par ce nom tous les descendants d'Arabes, de Kabyles et même de renégats chrétiens, plus ou moins mélangés entre eux, ont rendu de grands services à la France, de même que les Turcs, leurs anciens maîtres et les Koulougli, fils de Turcs et de femmes indigènes. Certains d'entre eux, comme Mustapha ben Ismaël et Yusuf, sont devenus généraux dans l'armée française, tandis que d'autres ont garni les cadres inférieurs des régiments indigènes. Enfin, parmi ceux qui ont été longtemps adversaires déclarés de la France, le plus célèbre, Abd el Kader, est devenu son admirateur et son serviteur, après une défaite pleine de grandeur.

\*  
\*\*

#### **Le général Mustapha ben Ismaël**

Mustapha ben Ismaël était l'un de ces grands chefs indigènes qui, du temps de la puissance turque, commandaient les tribus Maghzen, c'est-à-dire les tribus au service du gouvernement. Les Turcs, qui ne pouvaient, en raison de leur petit nombre, dominer toute la Régence par eux-mêmes, accordaient à ces tribus des avantages spéciaux, en échange de leur participation à la levée des impôts, aux expéditions et à la police générale.

Déjà âgé d'une soixantaine d'années en 1830, Mustapha ben Ismaël était l'agha des Douairs et des Smela, qui constituaient le Maghzen d'Oran. Toute sa vie s'était passée en chevauchées et en luttes, dans lesquelles son courage, sa

vigueur physique et son ascendant sur ses cavaliers lui avaient acquis un prestige incomparable.

Lorsqu'au mois d'août 1830, les troupes françaises vinrent occuper Oran, il essaya, avec les grands du Maghzen, d'entrer en relations avec leurs chefs ; mais les Français, à cette époque, ignorant profondément l'organisation de la Régence et le rôle de ses divers organes, les repoussèrent comme ayant eu des contacts avec leurs ennemis les Turcs.

Le général Walsin-Esterhazy, qui par la suite eut l'occasion de bien connaître Mustapha ben Ismaël, et qui lui succéda à la tête du Maghzen d'Oran, a écrit plus tard :

« Que de choses n'avait-il pas à nous apprendre, si nous eussions daigné alors écouter son avis ; que de fautes n'eût-il pas épargnées à notre inexpérience, ce vieillard blanchi dans la pratique d'une guerre que nous connaissions à peine, et dans l'exercice d'un commandement qui nous était alors complètement étranger ; lui, qui avait occupé si longtemps les hautes fonctions d'agha, dans ces temps de décadence de la puissance turque, où il avait eu souvent à déployer, contre les tribus révoltées, toute l'énergie militaire que nous lui avons connue depuis ! »

Le Sultan du Maroc, profitant de la confusion qu'occasionnait dans les tribus la venue des Français, essaya de mettre la main sur l'Ouest de la province d'Oran. Mustapha ben Ismaël, ayant fini par se rallier à son représentant, fut néanmoins arrêté traîtreusement et envoyé en captivité à Fez. Le Sultan, désapprouvant pareille conduite, eut l'adresse de traiter Mustapha et ses compagnons avec beaucoup d'égards, et s'en fit ainsi un allié.

C'est alors que, en 1832, le jeune Abd el Kader fut proclamé Sultan par les tribus des environs de Mascara. Mustapha consentit à le laisser reconnaître par les Douairs et Smela, mais sans vouloir aller lui-même lui rendre hommage. Il ne pouvait y avoir que sourde hostilité entre les partisans du jeune homme pieux élevé au pouvoir au nom de la religion, et les cavaliers du vieil agha qui avait été le seigneur du pays au nom des Turcs. Aussi, après quelque temps de collaboration indirecte Mustapha décida d'émigrer au Maroc avec ses tribus ; ayant rencontré Abd el Kader et ses partisans dans les environs de Tlemcen, il fonça sur eux, et les défit si complètement qu'il s'empara des tentes, des drapeaux, de la musique, des bagages de l'Emir el Moumenin (Commandeur des Croyants), et que ce dernier faillit lui-même être pris.

Mustapha crut que l'occasion était bonne pour s'entendre avec les Français d'Oran, qui avaient jusque là accueilli ses

## LE GÉNÉRAL MUSTAPHA BEN ISMAËL



*D'après Chassériau*  
(Musée de l'Armée, salle d'Aumale)

**MUSTAPHA BEN ISMAËL**

Né à El-Amriyah (Lourmel) vers 1769

Général de brigade le 29 juillet 1837

Commandeur de la Légion d'honneur le 5 février 1842

Tué le 23 mai 1843 à El Bioda (province d'Oran)

avances avec froideur. Mais le général Desmichels, qui avait signé un traité avec Abd el Kader, mit les émissaires de l'agha en prison, et envoya à l'Emir 400 fusils et de la poudre ! Mustapha ben Ismaël constata, d'autre part, que le Sultan du Maroc, sensible au prestige religieux de l'Emir, ne manifestait plus à son égard la même sympathie. Vers qui pouvait-il dès lors se tourner ? Après un nouveau combat avec Abd el Kader, dans lequel il fut vaincu, il tenta une entrevue avec lui ; mais il ne put se résoudre à s'humilier devant ce jeune homme de sainte éducation, et déclara qu'il préférerait vivre avec les Turcs, qu'il avait toujours servis. Il alla, suivi de 50 ou 60 familles des Douairs et Smela, s'enfermer dans le Mechouar de Tlemcen avec les Koulouglis.

Abd el Kader donna aux Douairs et Smela un autre agha et leur interdit toute communication avec les Chrétiens d'Oran. Des infractions à cette interdiction, ayant été commises, Abd el Kader voulut sévir ; mais les tribus se soulevèrent contre lui, et, à l'exception d'un petit groupe, se placèrent sous la protection du général Trézel, successeur de Desmichels à Oran. Le Maghzen se trouvait en quelque sorte reconstitué au profit des Français, et participa à l'expédition du maréchal Clauzel sur Mascara par un contingent de 500 cavaliers et de 800 chameaux de transport.

Lorsque Mustapha ben Ismaël fut enfin délivré, par l'expédition de Clauzel sur Tlemcen, du siège qu'il subissait dans le Méchouar, il dit au Maréchal : « En te voyant, j'oublie mes malheurs passés, je me confie à ta réputation. Nous nous remettons à toi, moi et les miens, et tout ce que nous avons ; tu seras content de nous, » Il tint parole, car il reprit dès lors la lutte contre Abd el Kader, éclairant et couvrant les colonnes françaises à la tête de ses cavaliers Douairs et Smela.

En avril 1836, il accompagna le général d'Arlanges, qui avait reçu ordre du maréchal Clauzel d'aller d'Oran à la Tafna, et d'assurer la liaison de Rachgoun à Tlemcen ; il lui donna les conseils que lui dictait son expérience, mais il ne put l'empêcher d'aller se heurter dans les montagnes aux masses kabyles animées par Abd el Kader, et de se faire acculer à la mer au camp de la Tafna. Il se conduisit admirablement au cours de ces journées, où tombèrent nombre de ses cavaliers. Bugeaud étant arrivé avec des renforts, Mustapha prit une part brillante au combat de la Sikkak où Abd el Kader fut battu ; il y fut grièvement blessé d'une balle à la main.

En concluant l'année suivante avec Abd el Kader le traité de la Tafna, Bugeaud eut la faiblesse d'abandonner à l'Emir non seulement le Méchouar de Tlemcen, où avaient tenu si longtemps Mustapha ben Ismaël et les Koulouglis, mais le territoire même des Douairs et Smela, la plaine de Mleta ; il reconnaissait d'ailleurs formellement le pouvoir de l'ennemi de la France. Mustapha, en recevant connaissance de ce traité, n'éleva pas de protestation ; il se borna à dire : « Vous savez mieux que moi ce qui vous convient, mais j'estime que vous commettez une faute que vous ne tarderez pas à regretter. » Les événements ne devaient que trop justifier cette appréciation, puisqu'Abd el Kader, après avoir organisé ses forces, reprit les hostilités en novembre 1839.

L'attitude prise, dans la province d'Oran, contre le représentant d'Abd el Kader, Bou Hamedi, était défensive, lorsque l'arrivée du général de La Moricière dans la province, puis de Bugeaud comme gouverneur en mai 1841, modifièrent le caractère de la lutte. Le vieil agha, qui avait reçu le grade de général français, prit part dès lors, avec ses cavaliers, aux expéditions de la colonne de La Moricière, jouant en bien des circonstances un rôle important. Il accompagna cette division, à la tête d'un goum de 600 cavaliers, à l'expédition de Bugeaud en mai 1841 contre Tagdempt et Mascara.

C'est avec La Moricière aussi que, en juillet 1842, il atteignit, en poursuivant Abd el Kader vers le sud, le village de Goudjilah, vrai nid d'aigle où l'Emir avait porté les approvisionnements qu'il avait pu sauver de Tagdempt. Dans cette circonstance, le général Mustapha manifesta la joie la plus sincère : monté au point le plus élevé de la montagne, d'où il découvrait au nord le Tell, et au sud à perte de vue les plateaux mamelonnés allant vers le Sahara, il s'écria : « Fils de Mahi ed Dine (Abd el Kader), ce pays ne peut pas être destiné à appartenir à un marabout (personnage religieux) comme toi, à un homme de Zaouïa (école religieuse). Enlevé par la conquête à ceux que j'avais servis toute ma vie, c'est à la nation qui a su leur arracher qu'il revient, et non pas à toi, qui n'avais fait que le voler. J'ai aidé de toutes mes forces les Français à reprendre leur bien, parce que moi, soldat, je ne pouvais obéir qu'à des soldats. Je les ai conduits jusqu'aux portes du Sahara. Je puis maintenant mourir tranquille. Justice complète sera bientôt faite de ta ridicule ambition. »

L'année suivante, en 1843, le général Mustapha était en

colonne avec La Moricière vers Tiaret, lorsque, le 19 mai, il apprit par un nègre fugitif la prise de la Smala par le duc d'Aumale, et la présence à quelques dizaines de kilomètres d'une nombreuse émigration qui fuyait le désastre. Il monta à cheval avec son goum et la cavalerie régulière atteignit les fuyards, et s'empara de nombreux prisonniers, de troupeaux, de chameaux et de bagages.

Voulant revenir à Oran avec ses prises, le général Mustapha se sépara de La Moricière pour traverser seul avec ses cavaliers le territoire des Flitta. Attaqué par une cinquantaine de piétons, dans un défilé boisé où ses chevaux et mulets surchargés de butin encombraient le passage, il s'élança pour rétablir l'ordre ; mais il fut frappé d'une balle qui l'étendit mort, ce que voyant, ses cavaliers atterrés se débandèrent. Ses agresseurs apprirent, par la mutilation que lui avait faite à la main droite la balle reçue à la Sikkak, qu'ils avaient tué Mustapha ben Ismaël. Sa tête et sa main furent portées à Abd el Kader, qui, voulant affecter quelque générosité vis-à-vis de son ennemi disparu, fit ensevelir ces sinistres trophées au lieu de les exposer, suivant la coutume d'alors.

Mustapha ben Ismaël tombait, à près de 80 ans, laissant une impression profonde à tous ceux, Français et Indigènes, qui l'avaient connu. Cet homme d'épée, ce soldat magnifique au combat, avait su se faire apprécier aussi par son esprit d'équité, au point d'avoir mérité, sous le règne des Turcs, le surnom de Mustapha-el-Haq (Mustapha la justice).

C'était un homme d'une absolue loyauté, sur qui le général Walsin-Esterhazy écrivait : « Il avait donné sa parole à la France, et jamais, dans les circonstances qu'il eut à traverser avec nous, malgré les dégoûts dont il fut parfois abreuvé, son expérience des hommes et des choses du pays, son dévouement dans les combats, sa coopération dans les conseils, ne nous firent défaut toutes les fois qu'on voulut bien les invoquer. Les hommes de la trempe et du caractère de Mustapha ben Ismaël sont trop rares, et de semblables types, même dans les grandes luttes de notre histoire, sont trop peu communs, pour qu'il ne convienne pas de chercher à appeler l'attention sur cette grande figure de nos petits démêlés africains. Il fut regretté par toute l'armée française.

Sa mort impressionna profondément les Indigènes. Ses cavaliers n'osèrent pas, pendant plusieurs semaines, réparaître dans leurs douars, craignant la réprobation de leurs femmes pour leur conduite dans la funeste journée.

Une poésie, qui reflétait bien les sentiments indigènes, fut chantée dans toute la province d'Oran ; elle célébrait les vertus du héros disparu :

*« Lorsqu'il s'élançait à la tête des goums, sur un coursier impétueux, l'animant des rênes et de la voix, les guerriers le suivaient en foule. Pleurons le plus intrépide des hommes, celui que nous avons vu si beau sous le harnais de guerre, faisant piaffer les coursiers chamarrés d'or. Pleurons celui qui fut la gloire des cavaliers... »*

*« Souvenez-vous du jour où il fut appelé à Fez par ordre du chérif : comme il brilla parmi les grands de la cour, plus grand par ses belles actions que tous ceux qui l'entouraient. On reconnut en lui le sang de ses nobles ancêtres, et, pour le lui témoigner, le chérif le combla d'honneurs... »*

*« Qu'il était beau dans l'ivresse du triomphe lorsque, sur le noir coursier du Soudan, à la selle étincelante de dorures, il apparaissait comme le génie de la guerre sur le dragon des combats!... Dieu est témoin que Mustapha ben Ismaël fut fidèle à sa parole jusqu'à la mort, et qu'il ne cessa jamais d'être le modèle des cavaliers. »*

Le général Mustapha est le type indigène de « l'homme de poudre » le plus noble et le plus chevaleresque qu'on puisse citer, et, comme le dit le poète qui célébrait sa gloire, il fut « fidèle jusqu'à la mort à sa parole », qu'il avait donnée, à la France.

\*  
\*\*

## Le général Yusuf

Le général Yusuf a eu une existence extraordinaire, qui n'aurait pas besoin, pour intéresser le lecteur aimant les vies romanesques, d'être déformée par des aventures issues de l'imagination de l'auteur ou par des dialogues créés par sa fantaisie.

Né en 1808 à l'île d'Elbe, qui était française depuis 1802, il fut pris en 1815 par un corsaire tunisien, sur un bateau qui l'emmenait à Livourne pour y faire ses études. Ses qualités physiques et intellectuelles le firent choisir pour entrer dans la garde du Bey, et il reçut à cet effet les leçons spéciales comportant la pratique du cheval et des armes ainsi que l'étude du Coran. Il eut alors l'occasion d'être le compagnon de jeux d'une fille du bey, la princesse Kaboura, sut plaire à l'enfant, si bien que plus tard, quand elle eût grandi et qu'il fût devenu mameluk, une intrigue se noua entre eux. Comme, au début de 1830, il manifestait son enthousiasme

pour le parti français qui s'était formé à Tunis, ses ennemis dévoilèrent cette intrigue, et il eût été assassiné, s'il n'avait été prévenu par la princesse ; aidé par les fils du consul de France, de Lesseps, il put fuir sur un bateau français.

Débarqué à Sidi Ferruch le 16 juin 1830, deux jours après le gros de l'armée expéditionnaire, il fut attaché par Bourmont comme interprète à son état-major. Nommé khalifa (adjoint), de l'agha des Arabes, il vendit pour une trentaine de mille francs les pierres précieuses des armes qu'il avait apportées de Tunis, équipa avec cet argent quelques cavaliers indigènes et fit avec eux des razzias fructueuses.

Dans l'expédition de Clauzel sur Médéa, Yusuf se conduisit admirablement ; il tua un chef turc qui l'avait blessé et lui prit son cheval, et se fit remarquer dans tous les combats. Clauzel, qui venait de créer un escadron de chasseurs algériens, y fit engager Yusuf et le nomma, le 2 décembre 1830, capitaine indigène à titre provisoire, grade qui fut confirmé quelques mois plus tard.

Dès lors, dans toutes les expéditions, Yusuf se montra si plein d'audace, d'initiative et d'endurance, qu'il devint rapidement légendaire dans l'armée d'Afrique. Lorsqu'il rentra dans les camps avec ses cavaliers, « ses enfants » comme il les appelait, il était acclamé par les troupes françaises.

Sa réputation le fit désigner, au début de 1832 pour aller occuper, avec le capitaine d'Armandy, la Kasba de Bône ; il y risqua sa vie dans des conditions qui lui valurent une véritable célébrité, par son sang-froid et son énergie dans des circonstances tragiques, au point que le maréchal Soult qualifia cet exploit, dans un discours à la Chambre, de « plus beau fait d'armes du siècle ». Chargé ensuite de petites opérations autour de Bône, il y accomplit maintes prouesses qui lui valurent quatre citations à l'ordre de l'armée, la croix de la légion d'honneur et le grade de chef d'escadron du 3<sup>e</sup> Chasseurs d'Afrique.

Lorsqu'en 1835, Clauzel fit l'expédition de Mascara, il appela Yusuf à son état-major, et fut séduit aussitôt par ses qualités : « Yusuf, écrivit-il au Ministre, est un homme des plus intrépides et des plus intelligents que je connaisse. Il est venu me rejoindre près de Mascara, après avoir traversé trente-cinq lieues de pays au milieu des Arabes qui nous suivaient pour nous combattre. »

Clauzel l'emmena avec lui à l'expédition de Tlemcen, et lui donna une nouvelle occasion de s'illustrer le 15 janvier 1836, à l'attaque du camp d'Abd el Kader. Yusuf, à

## LE GÉNÉRAL YUSUF



Lithographie d'Auguste Bry  
(Bibliothèque du Musée de l'Armée)

Marie-Édouard YUSUF  
Né en 1808 à l'île d'Elbe  
Général de division le 18 mars 1856  
Grand croix de la Légion d'honneur le 19 septembre 1860  
Décédé le 16 mars 1866 à Cannes (Alpes-Maritimes)

la tête d'une cinquantaine de cavaliers Douairs et Smela, chargea les cavaliers ennemis avec une fougue incroyable. Monté sur un excellent cheval, il s'attacha à la poursuite Qu'Abd el Kader et crut à plusieurs reprises qu'il allait l'atteindre. Cette course effrénée dura 25 kilomètres ! Yusuf se trouvait seul en avant de tous les siens, grâce à la vitesse de son cheval. En vain l'Emir criait-il à ses gens : « Lâches, retournez-vous et voyez : il n'y a qu'un homme qui vous poursuive. » La frayeur l'emportait sur la voix du chef, et la fuite continuait. Le cheval d'Abd el Kader était meilleur encore que celui de Yusuf et le mit finalement hors d'atteinte.

Les succès remportés par Clauzel dans la province d'Oran lui permettant de penser à l'expédition de Constantine, c'est Yusuf qu'il considéra comme l'homme capable de l'aider puissamment dans cette tâche. A cet effet, il le nomma, dès le mois de janvier 1836, bey de Constantine, comptant sur l'habileté du jeune chef d'escadrons, qui connaissait si bien le caractère indigène, pour aplanir nombre de difficultés et lui ouvrir la voie. Yusuf avait à sa disposition les spahis réguliers et auxiliaires, était autorisé à lever un corps de 1.000 Turcs ou Arabes ; il devait, pour préparer les voies, gagner progressivement à sa cause les tribus entre Bône et Constantine. C'était une excellente méthode, qui depuis lors a fait ses preuves.

Des le mois d'avril 1836, Yusuf s'établit au camp de Dréan, recevant comme nouveau bey la soumission de nombreuses tribus, et allant châtier celles qui ne reconnaissaient pas son autorité. Il commandait en chef indigène, à la manière d'Abd el Kader, faisant trancher la tête après un jugement sommaire à son secrétaire convaincu de trahison, razziant sans pitié les agglomérations qui lui restaient hostiles. Clauzel était en France, cherchant à obtenir des renforts qui lui furent refusés ; parti trop tard en novembre, il arriva cependant sans combat devant Constantine, grâce à l'habile préparation politique de Yusuf, qui le précédait à l'avant-garde avec ses Turcs et ses Indigènes; mais il fut vaincu par le mauvais temps et l'insuffisance des munitions.

Yusuf porta en partie le poids et cet échec, et fut accusé d'ambition, de cupidité et de cruauté. Il reprit cependant ses fonctions de bey au camp de Dréan, avec la même mission, car Clauzel comptait bien renouveler l'expédition. La nomination de Damrémont comme gouverneur militaire modifia sa situation, et le fit revenir comme chef d'escadron aux spahis réguliers de Bône. Yusuf, plein d'amer-

tume, fit un voyage en France ; mais il eut vite constaté que les calomnies n'avaient en rien diminué son prestige ; fêté partout, il fut même nommé lieutenant-colonel avant de revenir en Algérie, en février 1838, prendre le commandement des spahis réguliers d'Oran.

Quoique Musulman, Yusuf « tenait à reprendre la nationalité française, dans laquelle il était né, et il reçut cette qualité en 1839, tout en restant dans les cadres de l'armée au titre indigène. Apprécié par Bugeaud comme par ses chefs précédents, il fut proposé pour colonel par cet illustre général en avril 1842, dans des termes qui le dépeignent mieux encore que ses nombreuses citations à l'ordre :

« L'éloge du lieutenant-colonel Yusuf, écrivait Bugeaud au Ministre, est dans toutes les bouches. Il n'est pas un officier, pas, un soldat de la province d'Oran qui ne l'admire ! Jamais on n'a montré plus d'élan, plus d'activité dans l'esprit et dans le corps... Yusuf est un officier de cavalerie légère comme on en trouve bien peu. Aussi désirai-je vivement qu'il soit fait colonel, commandant tous les spahis d'Algérie. Il saura donner à tous les habitudes, l'esprit et l'élan guerriers qui ont si fort distingué les escadrons de Mascara, auxquels on doit une grande partie des succès obtenus. »

Cette proposition, valut presque aussitôt à Yusuf le grade de colonel et le commandement des spahis d'Algérie. On comprend l'autorité que ce chef à la belle prestance, au passé chargé de gloire, avait sur les Indigènes, si admirateurs des qualités physiques et de la bravoure personnelle. Yusuf ne devait pas néanmoins se confiner dans la direction générale des vingt escadrons placés sous ses ordres. C'est à cheval, entraînant sa troupe à la poursuite d'Abd el Kader ou de ses partisans, que ce soldat se sentait à sa place.

Dans l'expédition du duc d'Aumale contre la Smala, Yusuf, toujours à l'avant garde avec ses spahis, éclairait la colonne ; s'apercevant que sa marche était signalée par des indigènes qui allumaient des feux, il décida de faire un exemple, parvint à en surprendre quelques-uns et les fit exécuter, sur le champ. Le procédé était cruel, mais produisit son effet ; les signaux lumineux cessèrent, ce qui permit de surprendre la Smala.

Lorsque, le 16 mai 1843, les auxiliaires indigènes aperçurent les premiers l'immense agglomération que formait la Smala, une sorte de conseil se tint autour du duc d'Aumale ; le colonel Yusuf avait avec lui, trois escadrons de

spahis et les trois escadrons de chasseurs d'Afrique du lieutenant-colonel Morris : « Eh bien ! messieurs, en avant ! », conclut le duc d'Aumale.

Bientôt les spahis au burnous rouge partirent au galop. La surprise fut telle que les femmes, les prenant pour des cavaliers réguliers de l'Emir, poussèrent des you-yous afin de célébrer leur retour. Cette joie se transforma en stupeur lorsque les premiers coups de feu éclatèrent ; un cri lugubre se propagea : « Er Roumi, er Roumi ! » Yusuf avec ses spahis se précipita sur le douar d'Abd el Kader, tandis que le duc d'Aumale avec l'intrépide Morris abordait la Smala de flanc. La panique saisit la foule indigène et pro-voqua un sauve-qui-peut général, si bien que les troupes françaises s'emparèrent de milliers de prisonniers et d'un immense butin, en n'éprouvant que fort peu de pertes.

Yusuf fit dresser pendant la nuit, devant la tente du duc d'Aumale, la tente d'Abd el Kader, et la fit entourer des drapeaux, des armes et des plus beaux trophées enlevés à l'ennemi, pour donner au jeune prince un joyeux réveil. Il fut cité, dans le rapport rédigé par le duc d'Aumale, pour « son brillant courage et son intelligence militaire. »

Le duc d'Aumale étant parti pour la France, Yusuf exécuta avec un plein succès diverses opérations contre les tribus de la province d'Alger. Mais c'est surtout en 1844, lors de la campagne contre le Maroc, qu'il trouva de nouvelles occasions de donner sa mesure.

A la bataille de l'Isly, il commanda le premier échelon de la charge de cavalerie, formé de six escadrons de spahis, et, malgré le feu de onze pièces de canon marocaines, aborda le camp du fils du Sultan, sabra les servants et s'empara des pièces. Entré dans cet immense camp, il fut arrêté un moment par des cavaliers et des fantassins lui opposant une farouche défense individuelle ; mais, grâce à l'approche de trois escadrons de chasseurs, il put repartir de l'avant ; il poursuivit les Marocains en retraite jusqu'à plusieurs kilomètres du camp. Les quatre officiers tués dans cette journée étaient quatre officiers de spahis. Yusuf mérita, à cette occasion, sa dix-septième citation !

Un événement romanesque devait encore une fois se produire dans sa vie ; étant allé en France accompagné du maréchal des logis Weyer, son secrétaire, il s'éprit de la sœur du jeune sous-officier, la demanda en mariage, renonça à la religion musulmane et l'épousa. Revenu avec sa femme en Algérie, il reçut en juillet 1845 le grade de maréchal de camp à titre indigène et le commandement d'une brigade de vingt escadrons de spahis, en trois régiments.

C'est dans la période qui s'ouvre en septembre 1845, par le fameux combat de Sidi Brahim, et qui marque l'effort suprême d'Abd el Kader, que Yusuf allait se surpasser. Chargé par Bugeaud du commandement de colonnes mobiles successives, il poursuivit, avec une inlassable activité, Abd el Kader et les tribus qui avaient pris son parti.

Il eut l'occasion à cette époque de démontrer souvent l'excellence de ses principes de guerre africaine, si différents de ceux de la guerre européenne. En décembre 1845, Abd el Kader fuyait devant lui en deux colonnes, l'une formée de ses cavaliers, l'autre de ses bagages et troupeaux ; ce fut non la première, mais la seconde qu'il poursuivit, certain d'obliger ainsi son adversaire à venir défendre son bien. Le combat eut lieu à l'oued Temda : Abd el Kader eut son cheval tué sous lui, s'échappa à grand-peine grâce au dévouement des siens, et laissa entre les mains de Yusuf ses morts, ses blessés et ses bagages.

La cavalerie de Yusuf, rentrée à Alger exténuée par trois mois de dure campagne dans des pays difficiles, repartit à la fin de février 1846, mais pour le Sud, c'est-à-dire pour des régions plus favorables à son action. Le 12 mars, Yusuf découvrit les traces d'Abd el Kader ; alors ce fut une poursuite, sans répit, qui dura pendant plus de 20 kilomètres, dans la région de Bou Saada, et qui fit tomber entre ses mains plusieurs drapeaux, des prisonniers, des tentes et un convoi de 800 mulets. Abd el Kader serré de près à plusieurs reprises avec 14 de ses cavaliers, par plusieurs officiers français qui avaient de bons chevaux, dut encore une fois son salut à la qualité supérieure de son cheval.

Si Yusuf épuisait ses chevaux, il pouvait les remplacer, tandis que l'Emir ne pouvait pas : Bugeaud écrivait le 31 mai à Léon Roches que les éclaireurs de Yusuf avaient suivi Abd el Kader en fuite vers le sud-ouest et qu'ils l'avaient vu réduit à « environ 150 cavaliers, éparpillés sur la route, les uns démontés, les autres traînant leurs chevaux par la figure, d'autres montés sur des haridelles maigres et blessées. »

Yusuf avait conquis l'estime et l'affection de Bugeaud, qui le considérait comme un magnifique cavalier, et l'appelait le « Murat de l'armée ». Après le départ pour la France de l'illustre Maréchal, il n'eut plus guère l'occasion de chevauchées, car Abd el Kader s'était réfugié au Maroc et fut bientôt amené à se rendre : l'ère glorieuse était close. Nommé inspecteur général permanent de la cavalerie indigène, il eût voulu, par-dessus tout, être admis

dans le cadre des généraux français ; malgré ses efforts et ceux de ses amis et malgré l'appui de Bugeaud lui-même, il ne pouvait y parvenir.

Le livre qu'il publia en 1851 « *De la guerre en Afrique* » témoigne du moins de son activité dans un nouveau domaine. Les principes qu'il y exposait ont servi de bases aux règlements spéciaux si nécessaires à l'armée d'Afrique. Aux conseils militaires pratiques, il ajoutait des pages d'une portée plus haute, celles par exemple où il indiquait le rôle de l'officier des bureaux arabes : « La France veut coloniser, écrivait-il ; elle appelle de ses vœux le moment où la charrue pourraient ouvrir ce nouveau sol, où les baïonnettes ne seront plus que protectrices, et où le colon n'aura plus à craindre de voir surgir un ennemi derrière chaque buisson. Dès ce jour (puisse-t-il bientôt luire), l'officier des bureaux arabes verra encore, s'agrandir sa mission : il sera, plus que jamais l'homme nécessaire, le trait d'union indispensable ; pendant de longues années, il sera appelé, sur les zones de l'intérieur, à diriger, surveiller, protéger la colonisation qui aura franchi le Sahel, et se sera aventurée presque jusqu'au désert. »

Enfin Yusuf obtint en décembre 1851 la récompense qu'il souhaitait ardemment, l'admission dans le cadre des généraux français ; le Président de la République, Louis-Napoléon, lui écrivit à ce sujet : « Il était juste que la France adoptât celui qui, depuis de longues années, la défend en Algérie avec tant de courage et, de dévouement. »

Nommé au commandement de la subdivision de Médéa, Yusuf mena en 1852 une colonne contre Laghouat ; il eut bien voulu attaquer seul, mais il n'avait que 1.500 hommes, et dut se résigner à attendre la colonne du général Pélissier, venant de la province d'Oran. Pélissier fit enlever brillamment l'oasis, mais n'oublia pas de citer Yusuf, qui fut fait grand officier de la Légion d'honneur.

Après un court séjour en 1854 en Crimée, où il organisa un corps de 3.000 « bachi-bouzouks », qui fut largement diminué par le choléra dans la Dobrudja, puis licencié, Yusuf revint en Algérie. Il fut promu général de division, et dirigea, d'après les ordres du général Randon, des colonnes qui participèrent de la façon la plus efficace, en 1856 et 1857, à la soumission définitive de la Kabylie. En 1859, à l'expédition conduite par le général de Martimprey contre la tribu marocaine des Beni-Snassen, il montra, pendant l'épidémie de choléra qui décima ses troupes, une humanité, un courage et une abnégation admi-

rables. Il fut nommé en 1860 grand-croix de la légion d'honneur par Napoléon III.

La grande expérience que Yusuf avait du Sahara et des indigènes lui permit de rendre, pendant l'insurrection de 1864, des services importants dans le Sud des provinces d'Alger et d'Oran. Cependant, le maréchal de Mac-Mahon, nommé gouverneur général de l'Algérie, lui déclara au début de 1865 qu'avec de nouveaux systèmes, il fallait des hommes nouveaux ».

Yusuf demanda la division de Montpellier, mais il tomba gravement malade et alla mourir à Cannes le 16 mars 1866. Dans son agonie, ce merveilleux soldat se revoyait au milieu de ses compagnons des charges d'autrefois, à un moment il se leva sur son séant, étendit les mains en avant comme s'il tenait les rênes de son cheval, et demanda en arabe : « Agha Sliman, qui est autour de moi ? » Dernière évocation de toute une vie héroïque au service de la France.

Yusuf est le seul chef qui ait participé de bout en bout à la conquête de l'Algérie, depuis le débarquement à Sidi Ferruch en juin 1830, jusqu'à la soumission de la Kabylie en 1857, sans parler de l'expédition du Maroc et de l'insurrection de 1864. Il a été comblé de gloire et d'honneurs. Cependant il s'est attiré de nombreuses inimitiés, dues autant à des jalousies inévitables qu'à l'incompréhension de sa mentalité.

Yusuf, quoique redevenu Français, conserva toujours le caractère et la tournure d'esprit d'un Musulman de l'Afrique du Nord. Ses jugements sommaires, après lesquels il faisait trancher des têtes, ses procédés d'administration, n'ayant souvent rien de commun avec ceux de la bureaucratie officielle, l'ont fait critiquer beaucoup plus qu'il n'eût convenu.

Pour juger un homme, Il faut se représenter les conditions et le milieu dans lequel il agit. Il vécut à l'époque héroïque de la conquête, qui ne ressembla en rien à la période suivante : superbe cavalier, habile sabreur, vigoureux entraîneur d'hommes, il était fait pour les chevauchées téméraires, les mêlées ardentes et les entreprises audacieuses. Il était adoré des troupes indigènes, et longtemps encore, dans les villages et dans les douars d'Algérie, les descendants des spahis qu'il a si brillamment commandés raconteront des épisodes du temps où leur aïeul servait avec Yusuf.

## L'émir Abd el Kader

Abd el Kader a été un grand soldat, mais c'est la France qu'il a combattue, et sa place ne paraît pas, au premier abord, marquée parmi ceux-là même dont il a été le principal adversaire.

Cependant, à l'examen de sa vie, on s'aperçoit que, s'il a lutté de toutes ses forces contre les Français de 1832 à 1847, pendant 16 ans, il a appris à les connaître et à les aimer au cours de sa captivité, de 1848 à 1852, pendant 4 ans, et qu'ensuite, depuis sa libération jusqu'à sa mort en 1883, c'est-à-dire pendant 31 ans, il a constamment pensé à rapprocher Français et Indigènes, et il a montré une fidélité dévouée à son pays d'adoption. Son évolution a été incomprise et souvent même ignorée, aussi bien par les Français que par les Indigènes, alors qu'elle est le symbole frappant de l'évolution que les Musulmans de l'Afrique du Nord subissent progressivement (1).

Si Abd el Kader a été l'ennemi de la France au début de sa vie, ce fut en raison de son éducation religieuse étroite, basée sur une interprétation erronée du Coran. L'Islam fournit pour lui, comme pour presque tous les Musulmans, l'explication des actes de sa vie. Son père, Mahi ed Dine, était un saint homme qui jouissait d'une influence considérable dans la région de Mascara ; il recevait à sa zaouïa (lieu de réunion, école) la visite d'autres marabouts et de pieux voyageurs, il discutait et enseignait le Coran. Il prêcha, dès avril 1832, la Guerre Sainte contre les Chrétiens, et attaqua en mai la ville d'Oran ; mais, plus ambitieux pour son fils que pour lui-même, il parvint en novembre à faire nommer le jeune Abd el Kader « Sultan » par les tribus de la région.

Pour étendre plus largement son autorité, Abd el Kader avait non seulement à s'opposer aux progrès des Français d'Oran, mais à combattre les Turcs de Tlemcen et de Mostaganem et ses grands rivaux indigènes, chefs de tribus. Il eut l'adresse d'amener le général Desmichels à signer avec lui, en 1834, un traité qui non seulement reconnaissait son pouvoir, mais aussi le titre qu'il s'était donné d'*Emir el Moumenin* (Commandeur des Croyants) ; il put ainsi étendre son influence jusqu'à Médéa et Miliana dans la

(1) Voir : *L'émir Abd el Kader*, par le colonel Paul Azan, Paris, librairie Hachette, 1925, pour les détails de cette évolution du grand héros indigène.

## L'ÉMIR ABD EL KADER



Lithographie d'Auguste Bry  
(Bibliothèque du Musée de l'Armée)

EL HADJ ABD EL KADER BEN MAHI ED DINE  
Né près de Mascara en 1808  
Grand croix de la Légion d'honneur le 5 août 1860  
Mort à Damas le 26 mai 1883

province d'Alger ; puis, lorsque Desmichels eût été rappelé, et que Trézel voulut s'opposer à ses empiètements, il lui infligea en juin 1835 une défaite à la Macta.

Les expéditions de Clauzel contre Mascara et Tlemcen infligèrent à l'Émir deux grands échecs ; mais Abd el Kader, même abandonné de tous, ne se décourageait pas ; il lançait ses appels à la lutte contre les Infidèles, rappelant aux Musulmans les deux seules belles destinées à souhaiter pour eux : la victoire ou le martyr. Il bloqua la colonne du général d'Arlanges au camp de la Tafna ; mais il subit, lorsque Bugeaud intervint avec des renforts, une défaite complète à la Sikkak, en juillet 1836.

L'Émir, comme toujours, restaura son prestige rapidement, et parvint à gêner considérablement le ravitaillement des troupes françaises par les tribus. Le Gouvernement de Louis-Philippe, qui voulait la paix dans l'Ouest algérien pour pouvoir faire l'expédition de Constantine, envoya de nouveau Bugeaud sur place, mais cette fois pour négocier. Le résultat de cette négociation fut déplorable : par le traité de la Tafna, l'Émir obtenait la reconnaissance de son autorité sur d'immenses territoires, y compris Tlemcen, défendue six ans par les Koulouglis, et la plaine de Mleta, propriété des Douairs ; il triomphait davantage que s'il avait remporté d'éclatantes victoires.

Ainsi affermi et grandi par la France, Abd el Kader put châtier les tribus qui refusaient de le reconnaître et organiser son Sultanat, Il créa des divisions administratives, réglementa les impôts, la justice, l'instruction, le commerce, constitua une armée régulière et tenta de nouer des relations à l'extérieur. Sa grande erreur fut d'essayer de créer en Algérie une nationalité musulmane qui était impossible à réaliser : le seul lien capable d'unir les agglomérations si disparates arabes ou kabyles était celui de la Guerre Sainte ; ce lien rompu, le « Sultanat » devait fatalement se dissocier !

Ce fut Abd el Kader qui recommença les hostilités en novembre 1839, en prenant comme prétexte le passage de la colonne du duc d'Orléans par le défilé des Portes de Fer. Quoiqu'il ne disposât pas de tous les moyens qu'il eût souhaités, il n'avait rien à gagner en attendant : « J'ai voulu la guerre, a-t-il déclaré plus tard, parce qu'aux préparatifs faits par les Français, aux établissements créés par eux de tous côtés, j'avais parfaitement compris que la paix conclue n'était pas leur dernier mot. »

Tandis que le maréchal Valée, quoique ayant occupé

Médéa et Miliana en mai et juin 1840, resta en fait sur la défensive, Bugeaud, qui le remplaça en 1841, prit une vigoureuse offensive avec ses colonnes mobiles, il détruisit la nouvelle capitale de l'Émir, Tagdempt, et occupa l'ancienne, Mascara. En 1842, ce fut un véritable « jeu de barres » entre les lieutenants de Bugeaud et ceux d'Abd el Kader. Bugeaud, pour mieux enserrer son adversaire, fonda des postes constituant un véritable réseau entre les mailles duquel il devenait difficile de passer.

Ce fut d'un des nouveaux postes créés, Boghar, que le duc d'Aumale s'élança avec Yusuf sur les traces de la Smala, et l'atteignit le 16 mai 1843, portant un rude coup à la puissance et au prestige de son adversaire. Néanmoins l'Émir continua à circuler en zigzags à travers les colonnes lancées à sa poursuite, restant insaisissable. Obligé enfin de s'enfuir au Maroc, il parut un moment hors de cause, surtout après la victoire de Bugeaud à l'Isly, sur les Marocains.

Grâce à l'insurrection algérienne de 1845, préparée et attisée par ses soins, il rentra en scène d'une façon sensationnelle, en anéantissant près de Sidi-Brahim la colonne du lieutenant-colonel de Montagnac ; mais, rejeté au Maroc par Bugeaud il s'y trouva aux prises avec le Sultan inquiet de sa présence. Encerclé par les Marocains d'une part et par les colonnes françaises de l'autre, il se décida à se rendre à La Moricière le 23, décembre 1847.

Alors commença la partie de l'existence d'Abd el Kader, trop ignorée, qui a fait de lui un Français. « L'ex-Emir » suivant l'expression officielle, fut amené en France, au lieu d'être transporté en Orient comme il en avait reçu la promesse; malgré l'amertume qu'il ne cessa d'éprouver, pendant toute sa captivité, de ce manquement à la parole donnée, Abd el Kader put comprendre peu à peu, dans ses conversations quotidiennes, avec le général Daumas, chargé de le garder, que les Chrétiens n'étaient pas des êtres méprisables et que leur religion n'était pas très éloignée de l'islamisme.

Lorsqu'en octobre 1852, Louis-Napoléon Bonaparte, devenu le Prince-Président, vint annoncer à Abd el Kader, au château d'Amboise, qu'il le rendait à la liberté, il lui fit traduire un document où il lui disait : « Vous serez conduit à Brouse, et vous y recevrez du Gouvernement français un traitement digne de votre ancien rang... Votre religion comme la nôtre, apprend à se soumettre aux décrets de la Providence. Or, si la France est maîtresse de

l'Algérie, c'est que Dieu l'a voulu, et la nation ne renoncera jamais à cette conquête. Vous avez été l'ennemi de la France, mais je n'en rends pas moins justice à votre courage, à votre caractère, à votre résignation dans le malheur ; c'est pourquoi je tiens à honneur à faire cesser votre captivité, ayant pleine foi dans votre parole. » Abd el Kader eut l'occasion de définir plus tard sa reconnaissance en termes symboliques : « D'autres ont pu me terrasser, disait-il ; d'autres ont pu m'enchaîner ; mais Louis-Napoléon est le seul qui m'ait vaincu. »

De ce jour en effet, Abd el Kader fut dévoué à la France, et il le fit avec une élévation et une délicatesse de sentiments révélées par bien des circonstances.

Lorsqu'il vint à Paris, en octobre 1852, avant de partir pour l'Orient, voir Louis-Napoléon à Saint-Cloud, il dit à l'officier qui l'accompagnait : « Les journaux ont prétendu que lorsque le Sultan (Louis-Napoléon) est venu me rendre ma liberté, je lui ai fait des serments, je ne l'ai pas voulu, à cause de lui, et à cause de moi. A cause de lui, parce que ç'eût été diminuer la grandeur de sa générosité, en laissant croire qu'il m'avait dicté des conditions ; à cause de moi, parce qu'il me répugnait de passer pour un juif qui rachèterait sa liberté moyennant un morceau de papier. Je veux, pour prouver que j'agis de ma pleine volonté, remettre entre les mains du Sultan un engagement écrit. »

Dans cet engagement, qu'il remit, il avait écrit : « Je viens vous jurer, par les promesses et le pacte de Dieu, par les promesses de tous les prophètes et de tous les envoyés, que je ne ferai jamais rien de contraire à la foi que vous avez eue en moi... J'ai été témoin de la grandeur de votre pays, de la puissance de vos troupes, de l'immensité de vos richesses et de votre population, de la justice de vos décisions, de la droiture de vos actes, de la régularité de vos affaires ; tout cela m'a convaincu que personne ne vous vaincra, que personne autre que le Dieu tout-puissant ne pourra s'opposer à votre volonté. J'espère de votre générosité et de votre noble caractère que vous me maintiendrez près de votre cœur, alors que je serai éloigné, et que vous mettez au nombre des personnes de votre intimité, car si je ne les égale pas par l'utilité des services, je les égale par l'affection que je vous porte. »

Lorsqu'Abd el Kader visita l'église de la Madeleine, il prit le bras du curé pour entrer dans le temple des Chrétiens ; bien plus, il s'arrêta devant l'autel pour prier Dieu, donnant ainsi l'exemple de la tolérance. Aux Inva-

lides, il dit au chirurgien : « Mon seul chagrin est que quelques-uns des braves qui se trouvent ici aient été blessés par les armes des miens. »

Lorsque fut organisé, en novembre 1852, le plébiscite sur l'Empire, Abd el Kader faisait à Amboise ses derniers préparatifs de départ. Il écrivit au maire d'Amboise pour lui demander la permission de voter : « Nous devons, lui disait-il, nous considérer aujourd'hui comme Français, en raison de l'amitié et de l'affection qu'on nous témoigne, et des bons procédés qu'on a pour nous. » A la suite de cette lettre, il fut autorisé à déposer, ainsi que ses compagnons, des bulletins dans une urne spéciale. Or, par une coïncidence étrange, il y avait vingt ans, jour pour jour, qu'il avait été proclamé Sultan par les tribus !

Ainsi, cet Indigène algérien qui, vingt ans auparavant, prêchait la Guerre Sainte et aimait, à se faire appeler « coupeur de têtes des Chrétiens pour l'amour de Dieu », déclarait qu'il devait « se considérer comme Français », et demandait à prendre part à un vote national. Bien plus, en quittant Amboise, il faisait don d'un magnifique lustre à l'église paroissiale... Quelle étape parcourue vers le patriotisme français et la tolérance religieuse, grâce à un contact prolongé avec la France.

De cette transformation d'Abd el Kader, conclure qu'un jour en France doit faciliter l'évolution de tous les Indigènes algériens serait une grande erreur. Abd el Kader, étant prisonnier, resta en France dans son milieu, entouré des siens, et n'eut connaissance des mœurs et des institutions du pays que progressivement, par l'intermédiaire du général Daumas, puis du commandant Boissonnet. Il discuta quotidiennement, pendant plusieurs années, avec ces officiers, qui parlaient sa langue et qui connaissaient la mentalité des Musulmans algériens.

Des hommes appartenant à l'élite indigène peuvent de la sorte, s'ils sont bien guidés, tirer d'un séjour en France grand profit pour eux et pour leur pays. Mais des hommes manquant d'une préparation suffisante et livrés à eux-mêmes, ne peuvent, par ce séjour, que perdre leurs qualités natives et subir de funestes déformations morales.

Abd el Kader lui-même a exprimé en une formule imagée les effets différents que l'instruction peut produire suivant qu'elle s'adresse à un cerveau prépare ou non : « La science peut être comparée à la pluie du ciel ; quand une goutte tombe dans une huître entr'ouverte, elle produit la perle quand elle tombe dans la bouche de la

vipère, elle produit le poison. » Cette vérité s'applique à tous les pays et à toutes les races.

La promesse de fidélité à la France qu'Abd el Kader avait faite, il la tint jusqu'à la fin de sa vie.

En 1860, alors qu'il était à Damas, il prévint le Consul de France de l'agitation antichrétienne qui se manifestait ; puis, l'émeute ayant éclaté, il appela à lui les Algériens, ses anciens fidèles de la Guerre Sainte, qui étaient venus nombreux le retrouver, et porta secours avec eux au Consul et à ceux que la populace poursuivait de sa haine. Il fit venir le Consul dans sa propre maison, y arbora le drapeau tricolore, et y recueillit les Chrétiens de toute nationalité qu'il put sauver.

Accompagné de 300 Algériens et de deux de ses fils, il parcourait le quartier où grondait l'émeute, en s'écriant : « Oh ! les Chrétiens ! oh ! les infortunés, écoutez, venez à moi ! je suis Abd el Kader, fils de Mahi ed Dine, le Moghrebin. Ayez confiance, en moi, et je vous protégerai... » A cet appel, beaucoup, de malheureux sortirent de leurs cachettes et vinrent à lui. Il sauva plus de 300 personnes au Consulat de Grèce, ainsi que tout le personnel de l'institution des Sœurs de Charité, 6 prêtres, 11 sœurs, et 400 enfants, et les ramena chez lui, où se trouvaient déjà les divers consuls.

Les émeutiers s'étant réunis le lendemain devant sa maison, il les harangua en leur prêchant la tolérance d'après des versets du Coran ; puis, les arguments religieux restant sans effet, il leur déclara que s'ils osaient s'attaquer à ses protégés, il leur montrerait comment Abd el Kader et ses soldats savaient combattre. Il fit enfin publier, lorsque le calme fut un peu revenu, qu'il paierait 50 piastres pour chaque chrétien qui lui serait amené. Il put ainsi sauver plus de 12.000 chrétiens.

Abd el Kader reçut le grand cordon de la Légion d'honneur, et vit la pension qu'il recevait de la France portée à 150.000 francs ; il fit un voyage en France en 1865.

Pendant la guerre de 1870-1871, apprenant que des Indigènes algériens se servaient de son nom pour tenter des soulèvements en Algérie, il leur écrivit, pour les engager à se soumettre ; il écrivit en même temps au Gouvernement de la Défense Nationale : « Quand un grand nombre de nos frères (que Dieu les protège) sont dans vos rangs pour repousser l'ennemi envahisseur, et quand vous travaillez à rendre les Arabes des tribus libres comme les Français eux-mêmes, nous venons vous dire que ces tentatives insensées,

quels qu'en soient les auteurs, sont faites contre la justice, contre la volonté de Dieu et la mienne ; nous prions le Tout-Puissant de punir les traîtres et de confondre les ennemis de la France »

La défaite de la France l'affecta profondément. Des voyageurs étrangers reçus chez lui s'étant permis de faire à ce sujet des réflexions déplacées, Abd el Kader sortit sans mot dire, puis revint peu après, revêtu de son grand cordon de la Légion d'honneur...

Ce qui avait permis ce rapprochement avec la France, c'est le fait qu'Abd el Kader avait réfléchi sur sa religion elle-même ; il l'avait mieux comprise et il était arrivé à la conviction qu'elle n'impose pas cette haine que son père et les autres marabouts avaient cru y découvrir. Resté profondément pieux, devenu même d'une piété ascétique, il se déclarait l'ami de la France, et il écrivait, dans l'ouvrage philosophique qu'il envoyait en 1855 à la Société Asiatique à Paris : « Si les Musulmans et les Chrétiens me prêtaient l'oreille, je ferais cesser leur divergence, et ils deviendraient frères à l'extérieur et à l'intérieur ».

Puissent les méditations et les conclusions de ce grand soldat, de ce pieux Musulman, de ce profond penseur, servir à montrer le vrai chemin à tous les Indigènes de l'Afrique du Nord.

---

## CHAPITRE V

---

### LE MARÉCHAL BUGEAUD

Le maréchal Bugeaud a laissé un nom aussi étroitement associé au souvenir de la conquête que largement populaire dans l'armée d'Afrique.

Ancien officier de l'Empire, il avait pris part de 1808 à 1814 à la guerre en Espagne et avait été mis en demi-solde en 1815 comme colonel. Tous ses efforts pour reprendre du service pendant la Restauration étant restés vains, il s'était consacré à la culture de ses terres en Dordogne, et y avait acquis une sérieuse expérience agricole. La Révolution de 1830 lui avait permis de rentrer dans l'Armée ; promu maréchal-de-camp, le 2 avril 1831, il avait été élu député de la Dordogne au mois de juillet suivant. Il était investi de la pleine confiance de Louis-Philippe.

Lorsque la malheureuse situation du général d'Arlanges, bloqué en mai 1836 au camp de la Tafna, décida le Gouvernement à envoyer des renforts en Algérie, Bugeaud fut chargé de conduire au camp de la Tafna trois régiments nouveaux.

Agé alors de cinquante-deux ans, il était dans toute sa force intellectuelle et physique. De haute taille, d'allure vigoureuse, le visage un peu massif et légèrement gravé de petite vérole, le teint fortement coloré, l'œil gris clair, le nez légèrement aquilin, le front peu garni de cheveux blanchissants, il avait un aspect franc, simple et bienveillant.

Dès son débarquement à la Tafna, le 6 juin 1836, Bugeaud fit connaître aux colonels et chefs de corps réunis qu'il entendait se débarrasser des lourds convois et même de l'artillerie, alléger les hommes, faire porter les vivres et les munitions par des chevaux et des mulets, les tentes servant de bâts et de sacs.

Il écrivit d'ailleurs, dès le 10 juin, au Ministre : « Il faut, pour commander en Afrique, des hommes vigoureux-

sement trempés au moral comme au physique. Les colonels et les chefs de bataillon un peu âgés, chez qui la vigueur d'esprit et de cœur ne soutient pas les forces physiques, devraient être rappelés en France... Ce qu'il faut aussi pour faire la guerre avec succès, ce sont des brigades de mulets militairement organisés, afin de ne pas dépendre des habitants du pays, de pouvoir se porter partout avec légèreté et de ne pas charger les soldats. » Il considérait comme « de la barbarie » de faire porter aux soldats sept à huit jours de vivres, soixante cartouches, des chemises, souliers, marmites, même s'ils étaient choisis robustes et entraînés. « il faut donc faire les choses largement, concluait-il, ce sera économiser les hommes et l'argent. Il faut être à forts, ou s'en aller. »

Bugeaud constatait, dans un second rapport du 24 juin que, pour ce genre de guerre, « les nouveaux régiments étaient détestables », que les, officiers venant à contre-cœur n'étaient bons qu'à démoraliser leurs hommes, et qu'il fallait « des troupes constituées tout exprès ». Ces principes qui lui apparaissaient si aisément parce qu'il avait fait la guerre de partisans en Espagne, ont été maintes fois oubliés en Afrique du Nord, et ont chaque fois été rappelés par des expériences coûteuses.

Pendant son court séjour de 1836 en Algérie, Bugeaud eut la gloire de battre complètement à la Sikkak, le 6 juillet, Abd el Kader qui avait voulu lui barrer la route de la mer à Tlemcen. Il résuma ses observations dans un *Mémoire sur la guerre dans la province d'Oran* qui répétait les principes exposés dans ses rapports, et disait en outre : « Il ne faut point trop, multiplier les postes fortifiés, qui diminuent les ressources disponibles en hommes, sont coûteux et difficiles à ravitailler, et exposent aux surprises ». Le succès devait être obtenu, suivant lui, par une activité incessante, par un « système de colonnes agissantes ».

Reparti pour la France dès le 30 juillet et nommé lieutenant-général, il fut, en 1837, chargé d'une nouvelle mission en Algérie. Le Gouvernement voulait la paix dans l'ouest avec Abd el Kader avant d'entreprendre la seconde expédition de Constantine. Bugeaud devait obtenir cette paix, sans avoir à en référer au nouveau Gouverneur, le général de Damrémont. Débarqué le 5 avril 1837 à Oran, il fit des préparatifs pour une nouvelle campagne, mais conclut, dès le 30 mai, le traité de la Tafna avec Abd el Kader ; il avait accordé pleine confiance à son adversaire, écrivant au ministre des Affaires Etrangères :

« Je me rends garant de l'Émir, et je prouve la foi que j'ai dans sa parole par la grande responsabilité que j'assume sur ma tête. »

Ce traité de la Tafna, qui lui fut souvent reproché par la suite, était peu avantageux pour la France. Il donnait à Abd el Kader un territoire comprenant les provinces d'Oran et d'Alger, sauf les ports et une faible zone réservée à la colonisation. Il étendait la puissance d'Abd el Kader dans le but d'obtenir une plus grande sécurité commerciale et agricole ; mais il n'envisageait pas assez le danger de cette puissance. D'ailleurs, le texte arabe, le seul sur lequel Abd el Kader avait apposé son cachet, n'était même pas conforme au texte français ; la partie de l'article I<sup>er</sup>, si important, rédigée : « L'Émir Abd el Kader reconnaît la souveraineté de la France en Afrique » était traduite : « Le Commandeur des croyants sait que le Sultan est grand », phrase vide de sens. La faute en était aux deux interprètes, l'un Syrien, ignorant la langue française, l'autre, Juif, de mauvaise foi !

Si Bugeaud faisait de larges concessions territoriales à l'Émir, c'est que, à ce moment, il ne croyait pas à l'avenir de l'Afrique, et estimait préférable de développer des régions de la Métropole encore mal exploitées et mal outillées. Il avait d'ailleurs été trompé par Abd el Kader, dont il comptait faire un instrument de la France, tandis que l'Émir ne voyait, dans ce traité, qu'une trêve lui permettant d'organiser ses forces pour reprendre au moment opportun une campagne décisive contre les Chrétiens.

Comme il doublait son grade de général des fonctions de député, il défendit en 1838, à la tribune de la Chambre, le traité qu'il avait conclu. Il estimait qu'un arrangement de cette sorte était préférable à des colonnes coûteuses en argent et en hommes, qui, après avoir consommé leurs vivres et brûlé les moissons des Indigènes, revenaient à leur point de départ, sans autres résultats : « Vous n'avez pas encore de système, déclarait-il ; je vous ai donné, par le traité, du temps pour juger ; et quand ce ne serait que cela, ce serait déjà un très grand service. » Il exposait son système à lui : au lieu de 30.000 ou 40.000 hommes en Algérie, il en fallait 100.000 répartis par colonnes de 10.000 hommes, 3.000 au dépôt. 7.000 pour parcourir le pays ; ces colonnes devaient avoir des bases de ravitaillement correspondantes sur le littoral. Si la France désirait la guerre, l'Émir lui fournirait, affirmait-il, l'occasion de rompre le traité.

## LE MARÉCHAL BUGEAUD

Cette affirmation se réalisa, puisqu'en novembre 1839 Abd el Kader reprit les hostilités, en lançant ses partisans à l'attaque des postes français. Alors Bugeaud monta à la tribune de la Chambre, le 15 janvier 1840, pour exprimer toute sa pensée « L'occupation restreinte, déclara-t-il, me paraît une chimère. Cependant, c'est sur cette idée qu'avait été fait le traité de la Tafna. Eh bien, c'est une chimère !... et une chimère dangereuse. Tant que vous resterez dans votre petite zone, vous n'attaquerez pas votre adversaire au cœur. » Il ne voyait que trois partis à prendre : l'abandon, que « la France officielle ne voudrait pas » ; l'occupation maritime de « quelques Gibaltars », qui absorberait des effectifs disproportionnés avec le but à atteindre ; la conquête absolue, qui s'obtiendrait par la destruction de la puissance d'Abd el Kader, grâce à des colonnes empêchant les tribus de semer, de récolter et de pâturer, jusqu'à ce qu'elles se soumettent.

Il combattait de toutes ses forces le système des postes fortifiés employés par le maréchal Valée : « Que diriez-vous, déclarait-il en mai 1840, d'un amiral qui, chargé de dominer la Méditerranée, amarrerait ses vaisseaux en grand nombre sur quelques points de la côte et ne bougerait pas de là ? Vous avez fait la même chose. Vous avez réparti la plus grande partie de vos forces sur la côte, et vous ne pouvez de là dominer l'intérieur. Entre l'occupation, restreinte par les postes retranchés et la mobilité, il y a toute la différence qui existe entre la portée du fusil et la portée des jambes. Les postes retranchés commandent seulement à portée de fusil, tandis que la mobilité commande, le pays à quinze ou vingt lieues. Il faut donc être avare de retranchements, et n'établir un poste que quand la nécessité en est dix fois démontrée. »

La guerre en Afrique semblait d'ailleurs à Bugeaud tout à fait inutile si elle n'avait pas pour but de coloniser le pays. Il critiquait amèrement « dix ans de sacrifices infructueux », et il ajoutait : « Cherchez des colons partout ; prenez-les dans les villes, dans les campagnes, chez nos voisins, car faudra 150.000 dans peu d'années. On me dira : C'est bien cher ! Comment, il faut leur fournir des terres, des armes et des vivres ? – Oui, Messieurs, vous le devez, si vous voulez rester en Afrique ; et c'est beaucoup moins cher que ce que vous faites. »

Lorsque le rappel de Valée fut décidé en décembre 1840, Bugeaud fut désigné pour le remplacer. Il avait pour lui Louis-Philippe ; mais il avait par contre beaucoup d'enne-



Tableau d'Horace Vernet : bataille de l'Isly  
(Musée de l'Armée, salle d'Aumale)

**Thomas-Robert BUGEAUD DE LA PICONNERIE**, duc d'Isly  
Né à Limoges (Haute-Vienne) le 15 octobre 1784  
Député de la Dordogne du 5 juillet 1831 au 23 avril 1848  
Gouverneur général de l'Algérie du 29 décembre 1840 au 29 juin 1847  
Grand croix de la Légion d'honneur le 9 avril 1843.  
Maréchal de France le 31 juillet 1843  
Député de la Charente-Inférieure du 26 novembre au 10 juin 1849  
Décédé à Paris le 10 juin 1849

mis, chez les légitimistes, chez les républicains et chez les orléanistes eux-mêmes; il avait tellement critiqué l'occupation de l'Algérie qu'il était suspect à ceux qui désiraient en finir. Cependant, il avait, expose, en mai 1840 à la Chambre, le programme d'action qu'il préconisait, en disant : « Il faut soumettre Abd el Kader ; il faut le détruire, car sans cela vous n'arriverez à rien. Sa capacité, sa finesse, sa duplicité, le rendent fort dangereux. Il faut lui faire une guerre acharnée : mais pour cela, il faut de grandes forces et beaucoup de persévérance. » Le signataire du traité de la Tafna avait donc considérablement évolué, et il allait remplir de bout en bout, comme gouverneur, le programme ainsi exposé.

Le jour même de son arrivée à Alger, le 22 février 1841, Bugeaud adressa une proclamation aux habitants de l'Algérie, et une à l'armée.

Aux habitants, il exposait qu'il avait été l'adversaire de la conquête absolue en raison des moyens humains et financiers qu'elle exigeait, mais qu'il s'y consacrerait désormais tout entier : « La conquête, ajoutait-il, serait stérile sans la colonisation. » Plus de fermes isolées difficiles à protéger, mais des villages organisés défensivement, ayant pour but de faire rendre à la terre tout ce qu'elle pouvait donner ; appel aux capitaux ; appel aux colons ; tel était son programme.

A l'armée, il disait que son but n'était pas de faire fuir les Arabes, mais de les soumettre, et que, tout en demandant un sérieux effort aux troupes, il serait « attentif à ménager leurs forces et leur santé ».

Ces proclamations pleines de franchise et de bon sens furent bien accueillies par ceux à qui elles s'adressaient.

La guerre qu'entreprit Bugeaud fut toute différente de celle menée jusque-là ; elle consista à occuper ou à créer de grands postes ou des villes, d'où les colonnes allégées et par suite mobiles rayonnèrent, allant frapper dans leurs intérêts matériels les tribus récalcitrantes. Par contre, les chapelets de camps inutiles installés par le maréchal Valée furent évacués. Les « razzia » consistant à aller piller les tribus dissidentes, en leur enlevant troupeaux, récoltes et otages, furent empruntées aux procédés de guerre locaux, à défaut d'autre moyen d'atteindre un ennemi qui se dérobaient ; elles furent d'ailleurs beaucoup plus humaines que celles des Turcs ou d'Abd el Kader.

Tandis que Bugeaud allait dans la province d'Oran en mai, détruire Tagdempt ; où Abd el Kader avait installé ses

fabriques et ses magasins, puis occuper Mascara par une garnison, le général Baraguey d'Hilliers faisait tomber, dans la province d'Alger, Boghar et Taza. En juin Bugeaud, organisant ses bataillons en faucheurs et batteurs, fit récolter le blé de la tribu d'Abd el Kader aux environs de Mascara et l'emmagasina pour l'alimentation de ses troupes. En automne, il détruisit la maison et l'établissement religieux du père d'Abd el Kader, puis la ville de Saïda. Ainsi, l'Émir voyait tomber successivement toutes ses villes, mais continuait à se dérober, dans l'espoir d'une revanche occasionnelle.

Bugeaud résolut de l'atteindre et de ne laisser aucun répit aux tribus qui lui étaient soumises. Il donna ainsi à la guerre en 1842, le caractère nouveau qui a été qualifié « jeu de barres ». La Moricière dans la province d'Oran, Changarnier dans la province d'Alger fournirent un effort considérable contre les lieutenants de l'Émir, qui se trouvèrent peu à peu chassés des gouvernements qui leur avaient été attribués. Calquant alors les procédés d'Abd el Kader, Bugeaud créa des divisions administratives et mit à leur tête, des chefs indigènes choisis par la France.

Il pensait d'ailleurs à utiliser les moyens politiques pour favoriser la pacification. Sachant que, d'après les interprètes du Coran, des Musulmans ne pouvaient accepter volontairement la domination des infidèles, il avait envoyé en Orient Léon Roches, qui avait été pendant plusieurs années secrétaire d'Abd el Kader, pour obtenir une *fettoua*, c'est-à-dire une décision des savants de l'Islam, expliquant que cette acceptation était possible.

La *fettoua* qu'avait obtenue Léon Roches était ainsi rédigée : « Quand un peuple musulman, dont le territoire a été envahi par les Infidèles, les a combattus aussi longtemps qu'il a conservé l'espoir de les en chasser, et quand il est certain que la continuation de la guerre ne peut amener que misère, ruine et mort pour les Musulmans, sans aucune chance de vaincre les Infidèles, ce peuple, tout en conservant l'espoir de l'aide de Dieu, peut accepter de vivre sous leur domination à la condition expresse qu'ils conserveront le libre exercice de leur religion et que leurs femmes et leurs filles seront respectées. » On comprend l'importance de cette décision, pour ceux que seul le devoir impérieux de la Guerre Sainte retenait sous la bannière d'Abd el Kader.

Pour frapper l'esprit des Indigènes Bugeaud se fit d'ailleurs à cette époque graver un cachet portant l'inscription.

suivante : « La terre appartient à Dieu, et il la donne en héritage à ceux qu'il a choisis », verset tiré du Coran, et bien fait pour impressionner les Musulmans qui recevaient ses lettres.

A un ancien lieutenant d'Abd el Kader auquel il donnait solennellement l'investiture à Alger, en octobre 1842, il disait dans son allocution : « La France veut vous gouverner pour que vous prospériez. Elle veut que chacun puisse jouir paisiblement du fruit de son travail et s'enrichir sans crainte d'être dépouillé. Elle respecte vos mœurs ; elle fait observer votre religion ; elle choisit parmi vous un chef capable de vous commander. Si vous êtes fidèles à vos promesses, la France est grande et puissante et vous deviendrez grands et puissants avec elle. Si vous oubliez votre engagement d'aujourd'hui, malheur ! »

La création de camps destinés à surveiller le pays marqua en 1843 une étape importante dans l'oeuvre de Bugeaud. Le camp d'El-Asnam, qui reçut bientôt le nom d'Orléansville, fut la base d'où il partit pour aller occuper le port de Ténès. La prise de la Smala au mois de mai, puis la défaite et la mort, au mois de novembre suivant, du plus brave et du plus fidèle lieutenant de l'Émir, Ben Allal, avec les restes des bataillons réguliers, portèrent des coups terribles au prestige d'Abd el Kader. L'Émir avait été obligé d'aller établir sa « deïra », restes très amoindris de la Smala, dans la zone saharienne des Chotts (lacs salés), voisine du Maroc.

Bugeaud, élevé successivement cette année là, aux dignités de grand-croix et de maréchal de France, estimait que son ennemi était vaincu. Dans un discours prononcé le 25 novembre 1843 à Alger, à l'occasion d'un banquet offert au duc d'Aumale, il s'exprimait ainsi : « Je vous dis hardiment que toute guerre sérieuse est finie. Abd el Kader pourra bien encore, avec la poignée de cavaliers qui lui restent, exécuter quelques coups de mains sur les Arabes soumis de la frontière, mais il ne peut rien tenter d'important. Et comment pourrait-il reconstituer une petite armée ? Il a perdu partout l'impôt et le recrutement ; le pays est organisé par nous et pour nous ; partout on nous paie les contributions, on obéit à nos ordres. »

Abd el Kader n'avait cependant pas renoncé à la lutte : comprenant qu'il ne pouvait plus rien contre Bugeaud sans l'appui du Maroc, il chercha à amener le Sultan à la guerre ; à cet effet, il exécuta dans l'ouest de la province d'Oran des razzia. La Moricière fut forcé d'installer un camp

à Lalla-Maghrnia, d'où grosse émotion parmi les Marocains, et attentats de la part des cavaliers d'Oudjda. Bugeaud fit la démonstration de sa force en allant le 19 juin occuper Oudjda et revint ensuite dans, ses bivouacs de Lalla-Maghrnia.

Les agressions des Marocains continuant, une expédition devint inévitable. Le Gouvernement français, craignant de provoquer de graves complications avec l'Angleterre, ne la souhaitait pas, et le laissait entendre au maréchal Bugeaud et au prince de Joinville, commandant d'une escadre croisant devant les ports marocains. Mais Bugeaud écrivit à Joinville que l'honneur de la France importait plus que les susceptibilités britanniques, si bien que le jeune prince alla bombarder Tanger le 6 août et se dirigea sur Mogador pour lui faire subir le même sort.

Bugeaud, qui avait en face de lui l'armée marocaine, forte de 6.000 cavaliers réguliers, 1.200 fantassins et environ 50.000 cavaliers des tribus, sous les ordres du fils du Sultan, eût préféré attendre l'attaque, en raison de la grosse chaleur ; mais l'attitude passive trop longtemps adoptée vis-à-vis d'adversaires agressifs risquait de décourager les tribus soumises, et il décida de marcher contre les Marocains.

Le 12 août, Bugeaud écrivit au prince de Joinville : « Mon Prince, vous avez tiré sur moi une lettre de change, je vous promets d'y faire honneur ; demain j'exécute une manœuvre, qui me rapprochera, à son insu, de l'armée du fils de l'Empereur, et après demain, je la mets en déroute. »

Dans la soirée, il s'était étendu sur son lit de camp, lorsqu'on vint lui demander de venir jusqu'à un punch offert aux officiers de deux régiments de cavalerie arrivant en renfort. Il n'eut qu'à changer son fameux « casque à mèche », son bonnet de coton rendu légendaire par la chanson, contre son képi, pour aller à un jardin, pourvu d'allées et de portiques qui avait été improvisé avec des lauriers-roses sur les bords de l'oued Isly, et qui était illuminé de lanternes de papier. Au milieu des officiers réunis, il s'écria de sa voix forte :

« Après-demain, mes amis, sera une grande journée, je vous en donne ma parole. Avec notre petite armée de 6.500 baïonnettes et 1.500 chevaux, je vais attaquer l'armée du prince marocain qui, d'après mes renseignements, s'élève à 60.000 cavaliers... Moi j'ai une armée, lui n'a qu'une cohue. Je vais vous prédire ce qui se passera. Je donne à la petite armée la forme d'une hure de sanglier. La défense de droite, c'est La Moricière ; la défense de gauche, c'est

Bedeau ; le museau, c'est Péliissier, et moi je suis entre les deux oreilles. Qui pourra arrêter notre force de pénétration ? Ah ! mes amis, nous entrerons dans l'armée marocaine comme un couteau dans du beurre. Je n'ai qu'une crainte, c'est que, prévoyant une défaite, ils ne se dérobent pas à nos coups. »

Tout se passa, le 14 août, comme le maréchal l'avait dit. L'armée française s'avança en bon ordre, harcelée par des charges incessantes de cavaliers marocains que les fantassins des « défenses » recevaient par des décharges à bonne portée ; elle était semblable, selon un cavalier indigène, à « un lion entouré par cent mille chacals ». Au moment opportun, Bugeaud lança en avant sa cavalerie, Yusuf en tête, la faisant suivre de près par l'infanterie. Le camp marocain, laissé dressé en raison de la certitude du succès fut enlevé : l'artillerie, les tentes du fils du Sultan et celles des chefs, les provisions de guerre et de bouche, restèrent entre les mains des Français.

Le colonel Morris poursuivit l'ennemi avec ses chasseurs si ardemment qu'il se trouva en difficulté, et dut être dégagé par l'intervention des bataillons de Bedeau. A midi, la poursuite cessa. Bugeaud put prendre possession de la tente du fils du Sultan, que Yusuf lui avait fait réserver, et auprès de laquelle il avait groupé 18 drapeaux, 11 pièces d'artillerie, le parasol de commandement du fils du Sultan et d'autres trophées. Le fils du Sultan s'était enfui jusqu'à Taza.

La victoire de l'Isly eut un immense retentissement, et est restée le grand titre de gloire de Bugeaud, quoiqu'il en ait bien d'autres. Elle amena le traité de Tanger, signé le 10 septembre 1844, mettant Abd el Kader hors la loi au Maroc comme en Algérie. Bugeaud reçut de Louis-Philippe, dès le 18 septembre, le titre de duc d'Isly ; de la population algérienne, une épée d'honneur ; d'amis connus et inconnus, d'innombrables lettres de félicitations. Il se rendit en France où il fut fêté partout.

Pendant ce séjour, le grand souci de Bugeaud fut de montrer comment cette Algérie, qu'il considérait comme pacifiée, devait être une richesse nouvelle pour la France : « Il est essentiel, déclarait-il à un banquet offert par le commerce de Marseille, que vous connaissiez bien toute l'importance du marché dont Marseille est le principal entrepôt... Le champ, qui s'ouvre devant vous rapporte déjà vingt millions au trésor ! Il y a là un avenir immense qu'à mon âge il ne me sera peut-être, pas donné de voir... »

A la Chambre des Députés, il prononça le 24 janvier 1845 un grand discours où il défendit ses principes d'administration et de colonisation, où il exposa l'œuvre de l'armée d'Afrique et justifia la nécessité du maintien des effectifs. Il montra que c'était au prix de marches épuisantes et de privations continuelles que cette armée avait pu obtenir les résultats acquis, remplaçant grâce à sa mobilité l'effectif double qu'aurait exigé l'occupation de postes plus nombreux.

Les razzia, lui étaient reprochées, n'étaient-elles pas, déclara-t-il, le seul moyen de terminer la guerre ? Il expliqua la différence entre la guerre européenne, où est possible d'atteindre les capitales, d'intercepter les grandes routes terrestres ou fluviales, et la guerre africaine, où on ne peut atteindre que l'intérêt agricole, les moutons, les bœufs, la population nomade sans, villes ni villages.

L'armée remplissait d'ailleurs, ajouta-t-il, bien d'autres rôles que celui d'instrument de guerre. Les soldats rentrant de colonne n'avaient que trois jours de repos pour réparer leurs effets, après quoi ils travaillaient aux routes, aux ponts, aux bâtiments, à tous les grands travaux d'utilité publique. C'est l'armée déclara-t-il, qui vous a fourni des bras nombreux et à bon marché, et sans elle vous n'exécuteriez pas ces travaux, car d'abord vous ne voteriez jamais les sommes nécessaires pour les faire faire par des bras civils. » Il calculait le prix d'un terrassier, d'un ouvrier d'art, d'un maçon, d'un menuisier, et montrait que les soldats travaillaient gratuitement pour les remplacer : « L'armée a ouvert depuis deux ans cinq cents lieues de routes, elle a fait seize ponts, une multitude d'édifices militaires sur tous les points, elle a fondé plusieurs villages, elle a créé en un mot tous les grands travaux d'utilité, car il n'y a qu'elle qui en fait. Ce n'est pas tout ! elle porte le secours de son budget au mouvement colonisateur et commercial. »

En ouvrant des routes, l'armée ne faisait pas seulement, d'après lui, œuvre utile au point de vue stratégique, elle ouvrait des voies commerciales. Si elle était allée à Biskra et chez les Ouled-Naïl, c'était dans ce double but : « Nous avons marché, expliquait le Maréchal, l'épée dans une main et le mètre dans l'autre. Depuis ces expéditions, il y a eu un progrès énorme dans le commerce de l'Algérie. Le mouvement du commerce d'Alger s'est élevé en 1844 à 80 millions ; je n'ai pas pu suivre nos tissus dans leur

marche, mais je ne serais pas étonné que plusieurs fussent allés jusqu'à Tombouctou. »

Bugeaud expliqua aussi à la Chambre que l'occupation restreinte, à laquelle il avait cru jadis, était irréalisable ; il démontra cette vérité, si souvent méconnue depuis, qu'il est impossible de faire la conquête partielle d'un pays, et que par « la force des choses », il faut soumettre les régions en bordure, parce que même si leurs populations ne sont pas agressives, elles donnent refuge à tous les ennemis des régions soumises. Enfin, il expliqua les avantages du régime militaire tant que le pays n'était pas complètement pacifié et donna un exposé de la « colonisation militaire » telle qu'il l'entendait, au moyen, de soldats allant se marier en France et revenant s'établir en Algérie avec l'aide de l'Etat et de l'armée.

L'ère de la colonisation et du commerce paraissait si bien ouverte que le maréchal fut reçu à Paris par les négociants peu avant son départ pour Alger, dans un grand banquet donné au Palais de la Bourse ; le duc de Nemours, le prince de Joinville, le duc d'Aumale et le duc de Montpensier y assistaient, ainsi que le ministre du Commerce et le gouverneur de la Banque.

À son retour à Alger, le 29 mars 1845, Bugeaud adressa aux « citoyens et soldats de l'Algérie » une proclamation où il leur parla de l'exportation des tissus français dans l'intérieur de l'Afrique, qu'il comptait accroître en ouvrant de nouvelles routes dans le Sud. Mais presque aussitôt commença une agitation insurrectionnelle fomentée par un marabout surnommé Bou Maza (l'homme à la chèvre), qui l'obligea à lancer des colonnes contre les tribus.

Cependant, c'est à la colonisation militaire que Bugeaud pensait avant tout. Comme le Gouvernement ne paraissait pas favoriser ses projets, il s'embarqua le 4 septembre pour la France, afin d'aller les défendre. Les délégués de la population civile d'Alger se réunirent ce jour-là, au Palais du Gouvernement pour lui présenter une adresse, et lui donnèrent ainsi l'occasion de leur exprimer toute sa pensée. Il avait voulu avant tout, expliqua-t-il, leur donner la sécurité, sans laquelle toute colonisation était impossible ; il avait ensuite fondé des postes autour desquels la population civile était venue se grouper et, il avait créé des routes pour les desservir ; il avait été obligé de s'absenter beaucoup d'Alger pour diriger les colonnes ou les travaux, mais il estimait « mieux servir ainsi les intérêts civils qu'en ne laissant absorber par les détails minutieux de l'admi-

nistration » Il disait encore aux colons : « je vous rends tout l'amour que vous m'accordez, et bien que je ne possède pas une obole en Algérie, je défendrai cette terre comme si j'y avais consacré toute ma fortune et toutes mes affections. » Il concluait avec sincérité qu'il conserverait leur adresse comme un titre de noblesse à côté de son brevet de duc d'Isly.

Au moment même où Bugeaud s'éloignait ainsi, laissant l'intérim à La Moricière, l'agitation entretenue par les émissaires, d'Abd el Kader s'accrut, et Abd el Kader lui-même, passant la frontière du Maroc, anéantit presque entièrement la petite colonne du lieutenant-colonel de Montagnac près de Sidi-Brahim, puis fit prisonnier le détachement du lieutenant Marin près d'Aïn-Témouchent. L'insurrection gagna rapidement du terrain, et la situation devint grave.

Bugeaud revint en hâte, déclarant que les échecs subis étaient dus à des infractions aux principes qu'il avait posés et même aux ordres qu'il avait donnés ; il décida d'empêcher Abd el Kader de rejoindre les divers insurgés de l'Est, afin qu'il ne pût pas prendre la direction d'une insurrection générale. Dix-huit colonnes sillonnèrent le pays en tous sens, dans des conditions si pénibles que deux de leurs chefs moururent dépuisement ; elles parvinrent du moins, en traquant Abd el Kader, à le rejeter définitivement vers le Sud-Ouest.

Dans cette lutte décisive, Bugeaud et Abd el Kader avaient l'un et l'autre déployé toute leur énergie. Le capitaine Trochu, aide-de-camp du Maréchal, écrivait plus tard, en l'évoquant, ces lignes émues sur son ancien chef : « Quand il rentra dans Alger (le 18 mars 1846) avec une capote militaire usée jusqu'à la corde, entouré d'un état-major dont les habits étaient en lambeaux, marchant à la tête d'une colonne de soldats bronzés, amaigris, à figures résolues et portant fièrement leurs guenilles, l'enthousiasme de la population fut au comble. Le vieux Maréchal en jouit pleinement. C'est qu'il venait d'apercevoir, de très près le cheveu auquel la Providence tient suspendues les grandes renommées et les grandes carrières, à un âge (soixante-deux ans) où, quand ce cheveu est rompu, il est difficile de le renouer. »

Le Maréchal savait que le Gouvernement était disposé à instituer en Algérie une administration civile et à réduire l'armée, et s'opposait vivement à ces mesures. Il voulait mettre en pratique son projet de colonisation militaire : au

cours d'un séjour en France, de juillet à décembre 1846, il en entretint Louis-Philippe et Guizot, et obtint d'eux la promesse qu'un crédit d'essai serait demandé aux Chambres. Apprenant à la fin de décembre que le crédit avait été ajourné, il écrivit à Louis-Philippe une lettre pressante et lui envoya, ainsi qu'à Guizot, un mémoire sur la colonisation.

Ses démarches eurent peu d'effet. Constatant, au début de mars, par le projet de loi sur la colonisation, que le système préconisé par La Moricière triomphait du sien, il écrivit à Guizot : « je suis déjà un peu vieux pour la rude besogne d'Afrique, et vous s'avez que si je tiens à conserver le gouvernement après avoir résolu les questions de guerre et de domination des Arabes, c'est uniquement pour faire entrer le pays, avant de me retirer, dans une voie de colonisation qui puisse perpétuer notre conquête et délivrer la France du grand fardeau qu'elle supporte. » Comme il ne pouvait faire adopter ses idées à ce sujet, il préférait résigner les fonctions de gouverneur qu'il exerçait depuis six ans.

Il eut encore la satisfaction au mois d'avril de voir l'agitateur Bou Maza se rendre au colonel de Saint-Arnaud ; puis, au mois de mai, Il alla soumettre la partie de la grande Kabylie qui restait une menace pour la paix, malgré l'ordre reçu du Ministre, au dernier moment, de renoncer à cette expédition. Après ce dernier fait d'armes, il décida de partir.

Bugeaud a été célébré surtout pour ses campagnes victorieuses contre Abd el Kader et les tribus ; et cependant c'est à son oeuvre colonisatrice que le vieil agriculteur attachait personnellement le plus grand prix.

Avant de s'embarquer pour la France, le 5 juin 1847, il résumait lui-même cette œuvre depuis 1841 dans une proclamation qu'il adressait aux colons : « Voyez les routes, les ponts, les édifices de toute nature, les barrages, les conduites d'eau, les villages qui ont surgi, et dites si nous n'avons pas fait en colonisation, au milieu d'une guerre ardue, plus qu'on n'avait le droit d'attendre en raison des moyens exigus mis à notre disposition. Mais, ce qui est colonisateur et administratif au-dessus de tout, c'est la sécurité. »

Il leur montrait comment les Indigènes assuraient eux-mêmes cette sécurité, en exerçant la police et en accueillant les voyageurs. Quant au commerce, s'il était encore peu important, c'est parce qu'il avait été contrarié par la guerre

et par le peu de besoins des Indigènes ; mais il était appelé, pensait-il, à « grandir tous les jours par les bienfaits de la pacification ».

Il prêchait paternellement la patience à ceux qui désiraient voir importer immédiatement les institutions civiles et politiques de la France dans un pays où l'élément européen occupait encore une si petite place dans le chiffre de la population et dans la superficie territoriale. Il leur indiquait que des réformes plus pratiques étaient un large système de colonisation civile et militaire, une augmentation de crédits pour les travaux publics et une décentralisation, enlevant à Paris un grand nombre des questions qui s'y traitaient : « Plus tard, concluait-il, quand vous aurez grandi, quand votre société sera assise sur de larges bases, quand vous aurez assez d'aisance pour payer des impôts, le moment sera venu de demander des institutions en harmonie avec votre état social. »

En lisant avec le recul du temps ces conseils si sages et si judicieux, on constate que les conceptions du Maréchal, méconnues et combattues à son époque, étaient les vraies, et qu'elles ont été depuis lors réalisées progressivement, à leur heure.

Dans la proclamation adressée à l'armée, Bugeaud résumait les glorieuses campagnes par lesquelles elle avait rejeté Abd el Kader hors de l'Algérie, vaincu l'armée marocaine et soumis les tribus ; il célébrait l'établissement de « sa puissance morale qui gardait les routes et protégeait la colonisation sans exiger sa présence constante ». Mais ce qu'il louait surtout chez ses troupes, c'était d'avoir compris que leur tâche était multiple, « qu'il ne suffisait pas de combattre et de conquérir, qu'il fallait encore travailler pour utiliser la conquête ». Son exposé à cet égard constituait un plaidoyer pour sa colonisation militaire :

*« Vous avez trouvé glorieux, écrivait-il, de savoir manier, tour à tour, les armes et les instruments de travail ; vous avez fondé presque toutes les routes qui existent ; vous avez construit des ponts et une multitude d'édifices militaires ; vous avez créé des villages et des fermes pour les colons civils ; vous avez défriché les terres des cultivateurs trop faibles encore pour les défricher eux-mêmes ; vous avez créé des prairies, vous avez semé des champs, et vous les avez récoltés. Vous avez montré, par là, que vous étiez dignes d'avoir une bonne part dans le sol conquis, et que vous sauriez aussi bien le cultiver que le faire respecter de vos ennemis. »*

L'œuvre accomplie par l'armée et qu'il exposait ainsi était la colonisation militaire qu'il eût voulu développer et réglementer. Quand il tenta des expériences pratiques de colonies militaires, il eut parfois des déceptions ; il crut par exemple que les difficultés inhérentes au travail en commun seraient plus facilement évitées chez des hommes assouplis par la discipline militaire et habitués à ce genre d'effort ; mais, dans un village fondé en 1842, il constata en 1843 que ses colons militaires ne travaillaient pas, et leur demanda pourquoi : « Parce que, lui répondirent-ils, nous comptons les uns sur les autres, que nous ne voulons pas, en faire plus l'un que l'autre, et qu'ainsi nous nous mettons au niveau des paresseux. » Ses colons lui demandèrent instamment, même les paresseux, de les « désassocier » ! Aussi dans la brochure où il contait lui-même cette déconvenue, Bugeaud tirait cette conclusion générale : « Les socialistes, affligés de voir souvent la misère à côté de l'aisance et même de la richesse, poursuivent la chimère de l'égalité parfaite. Ils croient l'avoir saisie dans l'association ; ils se trompent ; ils n'obtiendront que l'égalité de la misère. »

La tâche que Bugeaud avait accomplie répondait bien à la devise qu'il avait choisie : « *Ense et aratro* », « par l'épée et par la charrue ». Son œuvre eût pu se développer sur une plus large échelle sans empêcher la réalisation simultanée de l'œuvre résultant, des initiatives capitalistes et des efforts privés que recommandait La Moricière. Mais, comme il arrive trop souvent en France, une lutte s'était établie entre les deux « systèmes », les opposant l'un à l'autre ; ce fut celui de La Moricière qui l'emporta.

La rivalité entre Bugeaud et La Moricière, attisée plutôt que calmée par leurs partisans respectifs, a fait du tort à l'un et à l'autre. On a cru par exemple, parce que La Moricière connaissait et aimait les Indigènes, que Bugeaud ne s'occupait pas d'eux. Il a au contraire préconisé par de nombreuses circulaires, les moyens de gagner leur confiance et leur affection : « Nous avons, écrivait-il le 17 septembre 1844, fait sentir notre force et notre puissance aux tribus de l'Algérie, il faut leur faire connaître notre bonté et notre justice, et leur faire préférer notre gouvernement à celui du Turc et à celui d'Abd el Kader. »

Il voulait que Français et Indigènes se rapprochassent peu à peu, « de manière à ne former qu'un seul et même peuple sous le gouvernement paternel du roi des Français ». Il recommandait de choisir avec soin les fonctionnaires indigènes, puis de les surveiller, de les diriger, de les éduquer,

de les modifier graduellement. Il conseillait de traiter la masse des autres avec bonté, équité, humanité ; « il faut, écrivait-il, écouter leurs plaintes, leurs réclamations, les examiner avec soin, afin de leur faire rendre justice s'ils ont raison et les punir s'ils se sont plaints à tort. »

Les bureaux arabes, tels qu'il les organisa en 1844, administraient les Indigènes avec une justice et dans les formes qui convenaient à leurs habitudes ; les officiers remarquables qui y furent employés eurent souvent à protéger les Indigènes contre les abus de colons trop pressés de se constituer des propriétés ou de recueillir des bénéfices, et se firent par cela même des ennemis ; mais ils accomplirent une œuvre utile et féconde.

Bugeaud entendait associer les Indigènes à l'effort agricole et commercial de l'Algérie, et prenait des dispositions pratiques à cet effet. Il imposait par exemple aux tribus de participer aux dépenses nécessitées par les grands travaux mettant leur pays en valeur ; il cherchait à les fixer au sol au lieu de leur laisser pratiquer le nomadisme et le campement sous la tente : « Etablissez des villages, leur disait-il dans une proclamation du 5 juillet 1845, bâtissez de bonnes maisons en pierre et couvertes de tuiles pour n'avoir pas tant à souffrir des pluies et du froid en hiver, de la chaleur en été, taillez de beaux jardins et plantez des arbres fruitiers de toute espèce, surtout l'olivier greffé et le murier pour faite de la soie. » Il leur recommandait des charrues moins primitives et s'élevait vigoureusement contre leur tendance à détruire leurs forêts.

Il savait quelle rancune les Indigènes conservent contre qui les a humiliés ou rançonnés injustement, et rédigea à plusieurs reprises des circulaires à ce sujet. Il ne voulait pas que ceux venant en ville fussent molestés par les habitants européens, ni que ceux de la campagne fussent exploités par les colons, Il veillait à ce qu'aucun abus ne fût commis au point de vue de la responsabilité collective qu'il imposait aux tribus.

Pour bien comprendre Bugeaud, il serait bon de consulter les circulaires par lesquelles il imposait à ses subordonnés ses idées en les expliquant ; les mémoires par lesquels il essayait de convaincre les hommes du Gouvernement ; les lettres parfois longues qu'il écrivait à ses amis ; enfin les nombreuses brochures qu'il a publiées.

Lorsqu'il partit pour la France le 5 juin 1847, il dut éprouver un douloureux serrement de cœur en pensant

qu'il n'avait pu mener à sa fin l'œuvre colonisatrice qu'il voulait réaliser après son œuvre militaire. Il n'eut pas la joie de voir l'essor rapide de l'Algérie qu'il avait tant aimée, puisqu'il fut emporté le 10 juin 1849 par le choléra. Il a du moins laissé une trace profonde dans l'histoire du pays dont il reste le plus grand gouverneur, celui qui y a assuré la paix et qui en a entrepris le développement économique.

Le nom de Bugeaud est, à juste raison, connu même dans les petits villages de France et d'Algérie. Le Maréchal a gagné cette popularité auprès des troupiers, parce qu'il s'occupait de leur hygiène et de leur bien-être. Il s'arrêtait à l'occasion auprès d'eux pour leur donner un conseil pratique, comme il eût fait dans sa propriété avec ses ouvriers agricoles. Il les obligeait à porter une ceinture de laine par-dessus leurs vêtements pour se préserver de la dysenterie, il réglementait judicieusement les haltes aux jours de grande chaleur ; il obligeait les officiers à payer de leur personne dans les moments pénibles et donnait lui-même l'exemple malgré son âge.

La popularité de Bugeaud s'est matérialisée dans le couplet de « La Casquette », que les soldats continuent encore à chanter sur une sonnerie de clairon. Ce couplet vient de ce que, lors d'une attaque de nuit, il était accouru aux avant-postes sans enlever son bonnet de nuit, et que, s'en étant aperçu après l'alerte, il avait demandé sa casquette. La demande s'était répétée avec zèle de bouche en bouche : « La casquette, la casquette dut Maréchal ! » ; et depuis lors cette casquette, déjà fort connue des troupiers pour sa forme spéciale, était devenue légendaire. C'est un symbole tout à l'honneur du Maréchal qu'entendre chanter dans les rangs de l'armée, 80 ans après l'épisode nocturne :

*As-tu-vu*

*La casquette du Père Bugeaud ?*

Ce grand soldat, ce judicieux administrateur, cet ardent colonisateur est resté et restera pour les foules « le Père Bugeaud ».

## CHAPITRE VI

---

### LES LIEUTENANTS DE BUGEAUD

---

#### **La Moricière, Changarnier, Cavaignac, Bedeau**

Si le maréchal Bugeaud a pu triompher d'Abd el Kader et réaliser la pacification de l'Algérie, c'est parce qu'il avait sous ses ordres un grand nombre de généraux et d'officiers supérieurs connaissant le pays et ses populations et entraînés à la guerre d'Afrique.

Il connaissait la valeur de ses lieutenants et discutait parfois leurs qualités en portant sur eux des jugements que le duc d'Aumale a retenus. Trois d'entre eux étaient à ses yeux au-dessus des autres ; La Moricière Changarnier et Bedeau. Son préféré était Changarnier, « méchant caractère, disait-il, mauvais coucheur, mais rude soldat, le plus fort, le meilleur de tous mes généraux » ; il l'appelait « le montagnard », en raison de sa manière d'aborder la montagne de front comme lui, sans faire de détours. Il considérait Bedeau comme un « homme de devoir et de conscience, solide et ne bronchant pas au feu ». Il ne plaçait qu'en troisième lieu La Moricière, « vaillant, infatigable, débrouillard sans doute, mais doctrinaire, discutant sans cesse, ergotant, hésitant et n'aimant pas les responsabilités » ; ce dernier jugement a été certainement influencé par l'amertume qu'éprouvait Bugeaud de se voir attaqué à Paris par les partisans de La Moricière et de son système de colonisation.

Parmi les officiers plus jeunes placés sous ses ordres, bien d'autres étaient remarquables à ses yeux ; le général Cavaignac, « homme énergique, connaissant mal les Arabes, un peu susceptible, mais soldat de devoir, de dis-

cipline, chef d'état-major incomparable, énergie indomptable, caractère de fer » ; le colonel Morris, « superbe au feu, d'une bravoure sans égale, tempérament militaire par excellence » ; les colonels de Saint-Arnaud, Cousin-Montauban et Canrobert, auxquels il accordait un grand avenir.

De cette pléiade, à laquelle il faudrait ajouter beaucoup d'autres noms encore pour quelle fût complète, quatre chefs ont émergé, pendant le commandement même de Bugeaud et sont restés chers à l'armée d'Afrique : La Moricière, Changarnier et Bedeau.

\*  
\* \*

### La Moricière

Le général de La Moricière a été, avec Bugeaud, le chef le plus populaire de l'armée d'Afrique. Il a même été, dans l'esprit de certains officiers, son rival, parce que ses conceptions sur la direction et l'administration de la colonie étaient différentes.

Breton d'origine, élève de l'école Polytechnique, jeune officier du génie en 1830, il obtint de participer à l'expédition, rendit maints services avec ses sapeurs, leva le plan d'Alger. Se passionnant pour le pays et sa population, curieux de mieux les connaître, il apprit l'arabe. Lors de la création des zouaves en 1831, il y entra à 24 ans comme capitaine, y connut les périodes difficiles du début, leur donna leur costume, et porta lui-même la chechia rouge qui le fit surnommer par les Indigènes « Bou Chéchia », « l'homme à la chéchia ». Malgré son activité physique à la tête de ses hommes, il étudiait le Coran, l'organisation et les mœurs des Indigènes, le régime de la propriété. Le général Trézel, chef d'état-major du duc de Rovigo, gouverneur en 1833, le chargea des relations avec les Indigènes, en le mettant à la tête d'un « bureau arabe » créé à son cabinet, avec des interprètes pour l'assister.

L'idée dominante de La Moricière était, dès cette époque, de s'associer avec les Indigènes au lieu de leur faire la guerre, de chercher à les connaître au lieu de les châtier à l'aveugle. Il mit sa théorie en pratique en obtenant des Hadjoutes, tribu avoisinant Alger, de faire garder les postes malsains de la Mitidja par des guerriers de leur tribu qui furent les premiers « spahis ». Payant beaucoup de sa personne, La Moricière allait audacieusement dans les

tribus parler aux chefs. En même temps, il étudiait ce que pouvait donner la culture de l'olivier, du mûrier, du coton.

Ce fut après une reconnaissance exécutée par ses soins et d'après les renseignements fournis par lui que le général Trézel put en novembre 1833 procéder à l'attaque de Bougie, opération à laquelle La Moricière prit part brillamment : « Il dirige l'exécution de tout ce qui offre quelque difficulté, écrivait Trézel. Coups de mains, tracé des ouvrages sous le feu, conduite des colonnes, tout roule sur lui, on le voit partout, et il est si bien connu, qu'officiers et soldats lui obéissent tout naturellement. » Mais comme, en son absence, les Indigènes des environs d'Alger avaient recommencé leurs brigandages, il ne fut plus chargé à son retour du bureau arabe, jugé inutile ; du moins fut-il nommé chef de bataillon.

La Moricière prit le commandement de son bataillon de zouaves, fort diminué par la désertion, et s'appliqua aussi bien à élever le moral de ses hommes qu'à entretenir de bonnes relations avec les indigènes des tribus. Il pénétrait de mieux en mieux le caractère musulman et comprenait ainsi les erreurs commises.

Lorsque Trézel éprouva l'échec de La Macta, La Moricière allait précisément par mer d'Alger à Oran, chargé par le général d'Erlon de négocier avec Abd el Kader : informé de l'événement, il débarqua à Arzew, et, voyant le triste état des troupes qui venaient d'y arriver, il poussa par mer jusqu'à Oran. De là, avec les capitaines Cavaignac et Montauban, accompagné de 300 cavaliers Douairs et Smela, il revint par terre à Arzew, et put, grâce à ce coup d'audace, décider les troupes non encore embarquées à revenir par terre à Oran, sauvegardant ainsi leur honneur.

La bravoure spontanée de La Moricière se révéla encore en octobre 1835 lorsque, dans un engagement aux environs d'Alger, le jeune commandant sauva la vie du sous-lieutenant Bro, qui, blessé, démonté, abandonné, se défendait seul contre trois Indigènes.

L'expédition de Mascara, en novembre-décembre suivants, donna à La Moricière et à ses zouaves, placés à l'avant-garde, l'occasion de se faire apprécier de l'armée. Le duc d'Orléans, qui avait beaucoup entendu parler d'eux, aimait à questionner La Moricière, déjà célèbre.

Le grand fait d'armes de La Moricière, en tant que chef de troupe, fut à la prise de Constantine en 1837. Commandant de l'une des trois colonnes d'assaut, il avait sous ses

ordres 300 zouaves, 40 sapeurs et deux compagnies du 2e léger. Sa colonne partit la première, gravit la brèche, y planta le drapeau tricolore, et entra dans la ville ; de toutes les maisons la fusillade crépitait ; La Moricière indiquait aux porteurs d'échelles les bâtiments à enlever ; on trouva une porte donnant dans une rue ; mais tout à coup deux explosions formidables se produisirent, les sacs à poudre des hommes et leurs cartouchières s'enflammèrent, des murailles s'effondrèrent, des blessés saignants et noircis se mirent à pousser des cris déchirants. C'était une mine qui venait de sauter. La Moricière fut retrouvé par ses zouaves sous les décombres, blessé d'un coup de feu, brûlé aux mains et au visage, n'y voyant plus, et fut transporté dans sa tente. Pendant ce temps, les deux autres colonnes avancèrent, et, traversant le lieu du sinistre, assurèrent la prise de la ville. La Moricière fut le héros de la journée ; le grand drapeau rouge pris non loin de la brèche fut apporté le soir dans sa tente. Quelques jours plus tard, il fut nommé colonel, et revint le 4 novembre à Bône.

La Moricière fut alors envoyé, par Valée, avec 2.000 hommes, commander le camp établi à Coléa, pour rassurer les habitants de cette ville et établir la sécurité dans la grande banlieue d'Alger. Après un long congé en France, de novembre 1838 à juillet 1839, il constata avec joie que les relations avec les Indigènes étaient meilleures : « On arrive enfin à comprendre l'importance qu'il y a à ménager des gens qui, suivant notre conduite, seront des auxiliaires ou des ennemis, mais qui ne peuvent rester neutres dès qu'ils deviennent nos voisins. » Il eut quelques difficultés à maintenir l'existence des zouaves, menacée par le gouverneur lui-même qui ne les voyait pas d'un bon œil ; il y parvint, et put même se couvrir à leur tête d'une nouvelle gloire à la Mouzaïa.

Il fallait, pour aller d'Alger à Médéa, traverser le col de Mouzaïa. Le 12 mai 1840, Abd el Kader le défendait avec ses meilleures troupes. Comme il n'était pas possible, d'aborder ces crêtes de front, une colonne dirigée par Duvivier ayant avec lui Changarnier tourna par la gauche et enleva les premiers retranchements ; une deuxième dirigée par La Moricière exécuta son mouvement par la droite, et fit sa jonction avec la première au col. C'était encore, pour lui et pour ses zouaves, une belle journée de gloire.

Sur ces entrefaites, il fut mandé à Paris, où Thiers voulait le consulter sur un plan de conquête et d'occupation de l'Afrique. Il montra la nécessité d'abattre la puissance

## LE GÉNÉRAL DE LA MORICIÈRE



Lithographie d'Auguste Bry : d'après B. Roubaud  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

**Christophe-Louis-Léon JUCHAULT DE LA MORICIÈRE**

Né à Nantes (Loire-Inférieure) le 5 février 1806

Général de division le 9 avril 1843

Député de la Sarthe du 10 octobre 1846 au  
2 décembre 1851

Grand-officier de la Légion d'honneur le 14 janvier 1848

Ministre de la Guerre du 28 juin au 19 décembre 1848

Décédé le 11 septembre 1865 à Prouzel (Somme)

d'Abd el Kader, et proposa d'établir une division à Mascara et de rayonner de là, au lieu de rester à la côte. Il fut fait maréchal-de-camp, à 34 ans, et nommé au commandement de la province d'Oran.

Le premier soin de La Moricière dans ses nouvelles fonctions fut de s'occuper de la santé de ses hommes ; il étendit et améliora leurs casernements il les dota d'une ceinture de flanelle, d'un petit bidon ou d'une peau de bouc pour transporter de l'eau ; il remplaça le col d'ordonnance par une cravate ; il fit découdre les sacs de campement pour permettre, en les réunissant, de dresser des tentes au bivouac. Il organisa, sous les ordres du capitaine Daumas, un service de renseignements en relations constantes avec les Indigènes.

Il entraîna et aguerrit pendant quelques mois ses troupes dans de petites expéditions aux environs d'Oran ; puis il pensa à réaliser son projet d'occupation de Mascara. Lorsqu'il eut préparé l'expédition avec le plus grand soin, en prenant Mostaganem comme base, Bugeaud vint, en mai 1841, en prendre le commandement, et, après avoir détruit Tagdempt, occupa Mascara, où il laissa une garnison. La Moricière s'occupa activement de l'aménagement de Mascara ; il en fit non seulement une garnison saine, mais le centre d'où partaient des colonnes destinées à soumettre les tribus ralliées à Abd el Kader.

Afin de pouvoir rayonner au loin sans avoir à se ravitailler, La Moricière pourvut ses soldats de petits moulins à bras leur permettant de moudre eux-mêmes leur blé, qu'ils cuisaient ensuite en galettes à la mode arabe ; ce blé, ils le trouvaient dans les « silos », sortes de cavernes souterraines dans lesquelles il était enfoui, et dont les indicateurs indigènes faisaient connaître les emplacements ; la viande était fournie par les bœufs et les moutons provenant des razzias. Les chaussures étaient remplacées quand elles étaient usées, par les peaux des bœufs de razzia. Disposant de peu de cavaliers, La Moricière les remplaçait par des bataillons d'élite dont les sacs étaient portés sur des mulets. Ses troupes, toujours en route, étaient mieux portantes que si elles avaient végété dans l'oisiveté des camps.

Dans une campagne d'hiver en 1841, il soumit les tribus des environs immédiats de Mascara, puis, dans une campagne de printemps 1842, il rayonna largement, maintenant dans une alerte perpétuelle les tribus d'Abd el Kader, obte-

nant la soumission de nombre d'entre elles et les dotant aussitôt d'une organisation administrative. En septembre, il poussa dans le Sahara, jusqu'à Taguin ; Puis, revenant vers le Nord, il faillit à deux reprises successives s'emparer d'Abd el Kader.

Dès qu'il avait pacifié, La Moricière cherchait à organiser. Il s'occupa beaucoup des terres domaniales, de la zone civile, qu'il entendait développer autour d'Oran, des commissions militaires destinées à administrer les centres de colonisation. Pour tenir le pays, il fonda Tiaret en avril 1843, comblant le vide qui séparait les provinces d'Alger et Oran ; puis, pendant l'été, il fonda Sidi bel Abbès et releva Saïda, postes destinés à servir de points d'appui et de ravitaillement aux colonnes, opérant contre Abd el Kader.

Nommé général de division et revenu à Oran, La Moricière s'appliqua aux questions de défrichement, de conduite et de distribution des eaux, de routes ; il sut associer, pour tous les grands travaux tels que les barrages, la main-d'œuvre des tribus à celle de l'armée.

Inquiété par les incursions que les partisans de l'Émir, réfugié aux confins du Maroc, faisaient sur le territoire algérien, il fut obligé de fonder deux postes à l'ouest et au sud, de Tlemcen Lalla-Maghrnia et Sebdou. Les hostilités avec le Maroc s'étant ouvertes, la bataille de l'Isly lui valut de nouveaux lauriers. Il eut ensuite à deux reprises l'intérim du gouvernement de l'Algérie, en 1844 et en 1845, pendant les séjours de Bugeaud en France.

Lorsqu'en l'absence du Maréchal éclata l'insurrection de septembre 1845, marquée à son début par la catastrophe de Sidi-Brahim, La Moricière se trouva en face d'une situation grave, à laquelle il sut parer par des mesures immédiates. Il partit d'Alger avec des renforts pour l'ouest, rejoignit Cavaignac, accula une partie des populations révoltées à la mer, et se montra généreux en leur accordant l'aman.

Amèrement critiqué par Bugeaud, qui lui reprochait d'avoir fondé trop de postes, il continua néanmoins à faire de son mieux pour coopérer, avec son chef, aux opérations de poursuite menées contre Abd el Kader ; il eut toutefois des discussions fréquentes avec lui, aussi bien pour ne pas évacuer des postes qui lui paraissaient indispensables, comme Sidi bel Abbès et Aïn Témouchent, que pour ne pas imposer aux troupes des efforts disproportionnés aux résultats possibles.

Le motif le plus sérieux de désaccord entre La Moricière et Bugeaud était la discordance entre leurs systèmes de colonisation. Tandis que Bugeaud voulait établir des colons militaires en leur fournissant tous, les moyens nécessaires, La Moricière préférait que des hommes disposant de capitaux suffisants missent en valeur des concessions qui leur seraient attribuées ; afin de pouvoir attribuer ces concessions, il définissait les terrains laissés aux Indigènes pour leurs cultures et leur parcours, c'est-à-dire leur « cantonnement ». Il estimait que de nouveaux venus, sans expérience et sans capitaux, ne pourraient créer des établissements durables ; il voulait non des ouvriers incapables de faire valoir, mais des hommes jouant un rôle, analogue à celui joué en France par des métayers et des fermiers, et autour desquels se grouperaient des ouvriers. Il basait son système sur l'établissement rapide du régime civil, sur la décentralisation des institutions et sur l'initiative privée, tandis que Bugeaud ne faisait reposer le sien que sur le régime militaire et sur l'autorité absolue du gouverneur.

La Moricière avait longuement étudié l'histoire de l'Afrique romaine, celle des colonies françaises, les mœurs et la religion des populations musulmanes. Dans ses projets, qui étaient le fruit de ces laborieuses études, il envisageait la marche progressive des villages français de la côte vers le Sud, les moyens d'entente avec les populations indigènes, en un mot la constitution d'une colonie riche et productive. Mais il était désolé de constater combien toutes ces questions étaient peu comprises par les Chambres : « Quel déplorable spectacle, écrivait-il, que celui d'hommes aussi ignorants, aussi faibles, aussi peu gens d'affaires, discutant de semblables questions, de pareils intérêts ! » Pour pouvoir faire triompher plus aisément ses idées, il alla en 1846 se faire élire député dans la Sarthe.

En même temps, il mettait son système en pratique dans le « triangle de colonisation » s'étendant entre Oran ; Mostaganem et Saint-Denis-du-Sig ; après avoir dressé une carte complète et détaillée de la situation si compliquée de la propriété indigène, de manière à ne léser personne, il accordait des concessions provisoires aux émigrants attirés en Afrique par sa réputation.

Le général de division, transformé en capitaine d'industrie et en député, écrivait à un ami en mai 1846 : « Tant que nous n'avons eu ici que la guerre à faire, je me suis renfermé dans les devoirs simples de ma profession, j'ai

fait mon chemin le sabre au poing et les éperons au ventre de mon cheval » ; mais il s'était désormais tracé un autre devoir, celui de faire progresser la colonisation.

Venu à Paris pour se marier, au printemps de 1847, La Moricière put détruire à la Chambre nombre de fausses conceptions, montrer que la tribu ne pouvait se transformer soudainement, que l'assimilation des Indigènes était pour longtemps impossible, et répandre ses idées sur la colonisation.

De retour à Oran, il continua à s'occuper avec activité de ces questions ; il essaya, de stabiliser les Indigènes, en les poussant à construire des maisons, en leur enseignant des procédés de culture, en cherchant à leur donner d'autres éléments d'instruction que les seuls versets du Coran. Dans ses rapports, il exposait les questions en homme connaissant d'une manière approfondie l'état d'âme des Indigènes : « Nous avons beau gouverner avec équité et mansuétude, écrivait-il, le droit régulier n'est pas pour nous, et il n'est pas décidé qu'il soit permis d'obéir aux Chrétiens sans abandonner sa religion. »

Il s'ingéniait en même temps à aider les colons européens désireux de s'établir, leur fournissant des bœufs, des truies, de la semence, favorisant le défrichement et l'irrigation. Il avait à vaincre les résistances de la bureaucratie, car l'ordonnance du 4 décembre 1846 relative aux grandes concessions avait hérissé ces opérations de difficultés, comme pour décourager les capitaux désireux de s'employer.

Quoique s'occupant avec ardeur du développement de la colonisation, La Moricière ne perdait pas de vue la surveillance d'Abd el Kader, réfugié au Maroc. Au mois de décembre 1847, il avait fermé tous les passages, alors que l'Emir pourchassé par les Marocains avec sa, « deïra » .encombrée de femmes, d'enfants et de blessés, était aux abois. Dans la nuit du 21 au 22 décembre, Abd el Kader découragé, résigné à « la volonté de Dieu », remit à un lieutenant de spahis une feuille de papier sur laquelle il apposa son cachet ; La Moricière, qui reçut cet envoi à cheval dans la nuit, lui envoya en retour son sabre et le cachet du commandant Bazaine. Ce premier échange fut confirmé, dans le courant de la journée, par une lettre d'Abd el Kader, à laquelle La Moricière répondit par une promesse écrite d'aman. L'Emir vint se rendre avec ses fidèles dans la journée du 23, au lieu même de sa plus retentissante victoire, à Sidi Brahim, où il trouva le colonel

de Montauban ; il renouvela sa soumission à La Moricière, qui arriva bientôt accompagné de Cavaignac, et poursuivit avec eux sa route sur Nemours.

La gloire d'avoir participé à cet événement, d'une immense portée était bien due au chef qui avait dirigé tant d'expéditions destinées à obtenir la pacification du pays, à l'administrateur qui avait prodigué tant d'efforts pour réaliser sa colonisation, et qui, quelques semaines plus tard, partait pour la France, sa carrière africaine définitivement close.

\*  
\* \*

### **Le général Changarnier**

Le brave Africain, que fut Changarnier était étudiant en droit lorsqu'il était entré aux gardes du corps du Roi en 1815, avec rang de lieutenant, rien n'indiquait chez ce jeune homme de petite taille, blond, rose, de tenue très soignée, qu'il dût devenir un rude soldat. Capitaine au 2<sup>e</sup> léger en 1830, il prit part à l'expédition d'Alger à la tête d'une compagnie ; il revint avec elle à Perpignan et se fit distinguer entre tous par son général de division, Castellane, qui s'y connaissait en hommes, et qui le notait : « Fait pour commander aux autres. »

Parti avec son bataillon pour la province d'Oran en novembre 1835, il le commanda par intérim à l'expédition de Mascara ; il se conduisit brillamment à l'avant-garde de la brigade Oudinot, à l'engagement de Sidi Embarek, puis se fit remarquer au retour par son endurance sous les pluies abondantes et pendant les nuits passées debout dans la boue.

Nommé chef de bataillon à la suite de cette campagne, il confirma sa réputation naissante par sa conduite à la première expédition de Constantine en 1836, dans la division Trézel. Ce fut surtout pendant la retraite qu'il eut l'occasion de montrer sa vaillance, son énergie et son sang-froid. Alors qu'un certain désordre se produisait dans la plupart des corps, Changarnier forma avec son bataillon l'arrière-garde de la colonne. La cavalerie ennemie se précipitant sur lui, il arrêta son bataillon, et s'écria d'une voix forte : « Soldats du 2<sup>e</sup> léger, regardez ces gens-là en face : ils sont six mille et vous êtes trois cents. Vous voyez que la partie est égale. » Puis il fit former le carré,

commencer le feu sur trois faces, et joncha le terrain des cadavres de ses adversaires. Il eut un capitaine et 16 hommes tués, et plus de 40 blessés, dont lui même ; mais il sauva l'armée. Changarnier et son bataillon furent acclamés, par toutes les troupes lorsque, l'ennemi s'étant retiré, ils rejoignirent le bivouac. On parla partout, en Algérie, en France et même à l'étranger, du héros de la retraite de Constantine.

Au début de 1837, Changarnier fut convoqué à Paris par le ministre de la Guerre ; en arrivant à Marseille, il apprit qu'il était nommé lieutenant-colonel au 2<sup>e</sup> léger. Lorsqu'il revint en Algérie après son congé, il séjourna dans les camps des environs d'Alger, jusqu'au moment où il participa en 1839, au lendemain de sa nomination de colonel du régiment, à l'expédition des Portes de Fer.

La reprise de la guerre par Abd el Kader, à la fin de 1839, donna au maréchal Valée l'occasion d'utiliser Changarnier : il l'installa à Boufarik afin d'y assurer la marche des convois destinés à ravitailler la garnison de Blida. Chaque convoi donnait lieu à des engagements : celui du 31 décembre, que Valée vint diriger lui-même, fut marqué par une magnifique charge du 2<sup>e</sup> léger dirigée par Changarnier. Valée décida alors de le laisser au camp de Blida, d'où il infligea aux ennemis qui le bloquaient une si sévère leçon le 29 janvier 1840, qu'il eut ensuite la paix durant plusieurs semaines.

Le 2<sup>e</sup> léger était la preuve vivante des résultats que peut obtenir l'action personnelle d'un chef de corps ; il se distinguait entre tous les régiments par son instruction, sa discipline, son entrain, son moral, sa gaieté. Le colonel Changarnier, par l'exemple constant qu'il donnait, par la bienveillance avec laquelle il traitait ses subordonnés, par la sévérité dont il usait avec les mauvais sujets, par l'habileté avec laquelle il développait les sentiments d'honneur, de patriotisme, de camaraderie, de dévouement, avait acquis la confiance et l'affection de son régiment, et pouvait lui demander n'importe quel effort.

Lorsque, au printemps de 1840, une colonne destinée à occuper Médéla et Miliana fut constituée par Valée, Changarnier fut avec son régiment le héros de la journée en plusieurs circonstances. Au Tenia de Mouzaïa, le 12 mai, il escalada les retranchements établis par les troupes d'Abd el Kader, enleva la redoute qui défendait la position et y fit flotter son drapeau, tandis que le clairon sonnait la marche

célèbre du 2<sup>e</sup> léger. Son régiment eut les quatre cinquièmes des pertes de la journée, et presque toute la gloire.

Médéa ayant été occupée le 17 mai, puis Miliana le 8 juin, il fallut ravitailler leurs garnisons. Changarnier joua, dans ces opérations difficiles, le premier rôle. Dès le 21 juin, il était nommé maréchal de camp, après dix mois de grade de colonel seulement, sans que nul de ses camarades ne critiquât ce superbe avancement. Il reçut le commandement de la subdivision de Blida. Ce fut lui qui ravitailla Médéa le 2 août ; lui encore qui surprit le lieutenant d'Abd el Kader, Ben Salem, venu assiéger un petit poste laissé dans une tour au camp, supprimé de Kara-Mustapha ; lui enfin qui ravitailla le 4 octobre Miliana, où 800 hommes sur 1.200 étaient morts de maladies et de privations.

Changarnier avait conquis l'admiration de toute l'armée d'Afrique, depuis le maréchal Valée jusqu'au moindre troupier.

Son aide-de-camp, le capitaine de Mac-Mahon, écrivait, en parlant de lui : « Il réussit dans tout ce qu'il entreprend beaucoup mieux qu'on ne s'y attendait... Plus brave que qui que ce soit au monde, il garde toujours son sang-froid. Il inspire aux troupes une confiance immense. »

Le capitaine de Montagnac, le futur héros de Sidi-Brahim, écrivait aussi, en octobre 1840 : « Les généraux sont à Alger n'ayant pas d'emploi et n'en demandant pas. Il y a ici un général qui est tous les généraux de l'Afrique. C'est Changarnier. Y a-t-il une expédition à organiser ? vite ; on ramasse des fractions de tous les corps, et l'on prend mon Changarnier. — Y a-t-il une razzia à faire ? — Changarnier. — S'agit-il d'établir un télégraphe dans les nuages ? — Encore Changarnier, toujours Changarnier ! — Changarnier est donc le factotum, l'homme universel, indispensable de toutes les affaires africaines. »

Changarnier avait d'ailleurs la modestie de reporter sur les troupes qu'il formait à son image le mérite de sa réussite, et s'exprimait à leur sujet, dans son rapport de fin d'année, dans les termes suivants : « Intelligentes et disciplinées, avides de périls et d'honneur, commandées par des hommes désintéressés de tout, sauf de la Patrie et de la gloire, nos troupes ont atteint le plus haut degré de perfection qu'une noble nation puisse souhaiter à son armée. »

Le remplacement du maréchal Valée par le général Bugeaud, au début de 1841, causa quelque peine à Changarnier, que Valée traitait en ami, qu'il était arrivé à con-

## LE GÉNÉRAL CHANGARNIER



Lithographie non signée  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

Nicolas-Anne-Théodule CHANGARNIER  
Né à Autun (Saône-et-Loire) le 26 avril 1793  
Général de division le 9 avril 1843  
Député de la Seine à la Constituante, le 4 juin 1848  
Grand officier de la Légion d'honneur le 5 avril 1849  
Député de la Somme à la Législative le 13 mai 1849  
Député de Saône-et-Loire à l'Assemblée nationale le 8 février 1871  
Sénateur inamovible le 10 décembre 1875  
Décédé à Paris le 14 février 1877

sulter sur tout, et avec qui il venait même d'établir un vaste plan de campagne pour le printemps. Mais le jeune général allait être bientôt aussi apprécié du nouveau gouverneur que de l'ancien.

Bugeaud commença immédiatement à agir avec ses colonnes, destinées non plus seulement à ravitailler les postes, mais aussi à inquiéter l'ennemi par des mouvements offensifs. Le 2 avril, au Ténia de Mouzaïa, Changarnier reçut à l'omoplate une balle qui lui fit une blessure assez grave. Tandis que le chirurgien le pansait : « Pressez-vous, lui disait-il, j'ai des ordres à donner » ; et, le bras en écharpe, il se remit en selle ! A peine rétabli, à la fin du mois, il reçut le commandement d'une brigade dans l'expédition de Miliana. Il prit part en mai aux expéditions du général Baraguey-d'Hilliers, qui eurent pour objet de détruire les villes de l'Émir, Boghar et Taza.

La guerre avait pris une, forme nouvelle, contre des adversaires qui adoptaient comme moyen de défense de se dérober : elle s'exécutait sous la forme de razzia, suivant les instructions de Bugeaud. Changarnier y excella, ménageant ses troupes sauf le cas de nécessité absolue, protégeant efficacement les tribus qui se soumettaient, poursuivant impitoyablement les autres. Bugeaud, lui écrivait le 24 juin 1842 : « On n'a réellement pas le temps d'apprendre le nom, de toutes les tribus qui viennent à vous. Poursuivez cette belle volage qu'on nomme la Fortune... Modifiez, comrne vous l'entendez les instructions que je vous ai données. Il me tarde de connaître la suite des résultats brillants que vous avez obtenus. » Quelques jours plus tard, Changarnier tombait par surprise, dans la vallée du Chelif, sur des tribus en fuite, et leur enlevait 3.000 prisonniers, 1.800 chevaux et d'immenses troupeaux, méritant par cette affaire ces lignes de Bugeaud : « je suis transporté de joie, c'est admirable. »

La mission qui fut confiée à Changarnier pour l'automne 1842 était plus difficile. Il devait descendre le Chélif jusqu'à l'oued Fodda, et aborder les montagnes tourmentées de l'Ouarensenis, tandis qu'une colonne partie de Cherchell tendrait à se joindre à lui. Il remplit assez aisément une partie de sa mission ; mais environné, dans la vallée même de l'oued Fodda, par des milliers d'assailants, il livra le 19 septembre un combat rempli d'épisodes tragiques, où sa colonne eût pu être anéantie. Il ne perdit pas un moment son sang-froid ni son assurance, et donna ses ordres avec le coup d'œil qui était une de ses plus

grandes qualités. Sorti de cette dangereuse situation au prix de pertes cruelles en officiers et en hommes, il termina néanmoins l'opération par une razzia sur les tribus même qui avaient tenté de l'accabler. L'effet produit par cette campagne aida puissamment au succès des trois colonnes convergentes, dont l'une commandée par Changarnier, qui opérèrent dans Ouarensenis à la fin de l'année.

Les rapports entre Bugeaud et Changarnier se tendirent dans les premiers mois de 1843. Bugeaud était-il dépité de voir la presse le critiquer âprement et distribuer des louanges à ses lieutenants ? Changarnier estimait-il que le gouverneur ne reconnaissait plus suffisamment le succès de ses efforts pour amener la pacification des tribus ? Il n'y avait là sans doute qu'un malentendu entre deux caractères fort différents, Bugeaud, ayant eu des vivacités de langage ou de plume que la fierté et la susceptibilité de son subordonné n'avaient pas supportées. En tous cas, Changarnier n'eut pas à se plaindre de son avancement, car arrivé en Afrique six ans et demi auparavant comme capitaine, il fut nommé lieutenant-général le 9 avril.

Commandant la division de Titteri et Miliana, il eut sous, ses ordres le duc d'Aumale, qui alla surprendre la Smala, pendant que lui-même pacifiait les montagnes de l'Ouarensenis par des colonnes successives. Mais ses rapports avec Bugeaud ne s'améliorant pas, il dut rentrer en France.

Changarnier remplit pendant quatre ans, d'août 1843 à septembre 1847, des fonctions d'inspecteur d'infanterie, menant une vie bien différente de celle qu'il avait menée en Afrique, et briguant même un siège de député que les électeurs ne lui donnèrent pas. Lorsque, après le retour en France de Bugeaud, le duc d'Aumale lui offrit de servir en Algérie sous ses ordres, il accepta avec empressement ; il prit le commandement de la division d'Alger, tandis que La Moricière commandait la division d'Oran, Bedeau celle de Constantine, et que le général Cavaignac conservait la subdivision de Tlemcen.

Abd el Kader s'était à peine rendu depuis quelques semaines, que la Révolution de 1848 vint bouleverser cet état de choses. Tandis que le duc d'Aumale s'embarquait pour l'exil, Changarnier prenait l'intérim du gouvernement général, pour lequel le général Cavaignac était désigné. Appelé à Paris, « les circonstances firent malheureusement de lui, comme il l'écrivit plus tard, un personnage poli-

tique ». Mêlé aux événements de cette époque troublée, il fut banni de France par Louis Napoléon-Bonaparte en janvier 1852, en même temps que La Moricière et Bedeau. Il avait sacrifié sa magnifique carrière à des querelles civiles pour lesquelles il n'était guère préparé.

Dans sa vie mouvementée, qui se termina en 1877 par des funérailles nationales aux Invalides, c'est la partie africaine qui étincelle de l'éclat le plus pur, celle qui a mis en lumière ses magnifiques qualités de soldat, celle par laquelle il est toujours resté populaire auprès du peuple français.

\*  
\* \*

### **Le général Cavaignac**

Fils d'un conventionnel exilé par la Restauration, Eugène Cavaignac était entré à Polytechnique en 1820 et en était sorti dans l'arme du génie. Il était profondément imbu d'idées républicaines, qu'il ne cachait pas, et fit même à Metz, comme capitaine en 1831, de la propagande pour elles, ce qui lui valut d'être l'objet de rapports défavorables au ministre de la Guerre. Envoyé en Algérie en 1832, il dirigea des travaux de son arme, en particulier des constructions de routes, au milieu des difficultés et des dangers de cette période.

Le capitaine Cavaignac accompagna Clauzel dans son expédition sur Tlemcen en 1836. Lorsque le maréchal décida d'y laisser une garnison pour aider les Koulouglis à défendre le Méchouar (la citadelle), et qu'il forma à cet effet, un bataillon de 500 volontaires, ce fut le capitaine Cavaignac qui en reçut le commandement avec le titre de chef de bataillon provisoire. Il eut comme premier soin de perfectionner l'organisation militaire des 600 à 700 Koulouglis qui se trouvaient avec lui et de compléter les fortifications de leur quartier. Privé de communications avec Oran depuis le départ de Clauzel le 7 février, attaqué par les tribus des environs, il s'appliqua à maintenir et à élever le moral de ses hommes et leur montra l'exemple et l'endurance jusqu'au moment où il fut délivré par Bugeaud le 24 juin.

Bugeaud laissa à Cavaignac 300 éclopés, lui prit 200 de ses volontaires et 300 Koulouglis, réalisa la jonction avec la mer, remporta la victoire de Sikkak, et lui ramena un convoi de ravitaillement. Mais, dès qu'il se fût éloigné, le blocus recommença. Cavaignac dut partager ses appro-

visionnements avec ses protégés indigènes, si bien qu'il fut obligé de fabriquer du pain avec de l'orge et du son, de distribuer seulement la demi-ration, et de se procurer de la viande par des razzias aux environs. Le 28 novembre, un convoi venu d'Oran avec le général Létang soulagea la détresse de la petite garnison, et put emmener une partie des Indigènes qui lui étaient à charge. Mais le blocus reprit ensuite, et fit subir aux assiégés des privations et des souffrances l'us fortes que jamais : Cavaignac, stoïque et amaigri, donnait l'exemple à ses hommes, qui n'osaient se plaindre, en voyant ce que supportait leur chef.

Un convoi amené par des Indigènes par suite d'un accord entre le général de Brossard et Abd el Kader, parvint à Tlemcen au début d'avril 1837 : Cavaignac en distribua un tiers aux Indigènes, et vécut sur les deux autres tiers jusqu'à ce que, le 20 mai, Bugeaud reparût, à la tête de forces importantes.

Tant d'énergie et d'endurance furent malheureusement sans profit. Par le traité de la Tafna, que Bugeaud conclut avec Abd el Kader le 30 mai 1837, Tlemcen fut cédée à l'Émir. Cavaignac et ses volontaires évacuèrent le Mechouar ; leurs alliés les Koulouglis, abandonnés par le traité, les suivirent en partie, avec ce qu'ils purent emporter de leurs biens...

Cavaignac, dont la santé était ébranlée par les privations subies à Tlemcen, alla se reposer quelque temps en France, et y réunit, dans ses *Notes sur la Régence d'Alger*, le fruit de ses études et de ses réflexions depuis six ans. Il soulevait dans ces pages les grands problèmes algériens qui ont attiré depuis lors et qui attirent encore l'attention de tous les penseurs. Il plaçait au premier rang de ses préoccupations le sort de la population indigène « Ce qu'il faut à cette population écrivait-il, c'est le repos, la protection, la liberté, telle qu'elle peut la comprendre, la Justice surtout, telle que tous les hommes la comprennent. C'est à la France de faire prévaloir tous ces principes d'une application nouvelle chez les Arabes... » Il estimait que la protection accordée aux Indigènes amènerait la sécurité, grâce à laquelle ils pourraient cultiver leurs terres : « La guerre, écrivait-il, ne doit pas être notre but ; elle ne peut être que l'appui d'une politique pacifique et protectrice du travail. » Cette guerre, il la voulait « immédiate, plus prompte que meurtrière », afin de soumettre les Indigènes et de leur permettre ensuite de participer aux bienfaits de la civilisation.

Le plan d'occupation qu'exposait le jeune officier dans son ouvrage, consistait à éviter les campagnes répressives sans résultat pratique. A quoi pouvait servir d'aller dans une tribu pour l'abandonner ensuite ? Si la tribu se soumettait aux Français, elle était certaine d'être châtiée rudement par Abd el Kader, puisqu'elle était laissée sans défense ; si elle ne se soumettait pas, elle était dévastée et ruinée par les Français, par suite rendue hostile pour longtemps... Cavaignac était d'avis de constituer un large front, en arrière duquel les tribus seraient protégées et organisées ; ces tribus, si elles étaient certaines d'avoir la sécurité, n'émigraient pas, et fourniraient même aux troupes leurs moyens de subsistance.

Comme les colonnes, ne s'éloigneraient pas beaucoup du front choisi, elles n'auraient plus besoin de s'encombrer d'approvisionnements, de surcharger les hommes ; elles deviendraient ainsi plus mobiles, condition essentielle de leur succès. Pour réaliser mieux encore cette mobilité, Cavaignac proposait de les doter largement en cavalerie, ce qui leur permettrait au moment opportun d'atteindre l'ennemi.

De retour en Algérie en mai 1838, le chef de bataillon Cavaignac fut chargé par le maréchal Valée de commander la garnison de Coléa, forte de deux bataillons de zouaves, une compagnie du génie et une batterie d'artillerie, et d'organiser cette place. Puis, le colonel de La Moricière étant revenu prendre le commandement des zouaves et des camps, il reçut en janvier 1840 le commandement du 2<sup>e</sup> bataillon d'infanterie légère d'Afrique, alors à Coléa.

La reprise des hostilités avec Abd el Kader ayant amené l'occupation de Cherchell, Cavaignac fut chargé d'occuper avec son bataillon cette ville, que les habitants avaient évacuée à l'approche des Français. C'était à nouveau une pénible tâche, analogue à celle de Tlemcen, mais que Cavaignac, grâce à son admirable esprit de devoir, remplit avec la même abnégation et le même courage.

Assailli sans répit par une nuée d'Indigènes, du 21 avril au 3 mai, il fut blessé d'une balle à la cuisse le 29 avril, mais ne quitta pas un moment son commandement, animant ses hommes par sa magnifique attitude, montrant tour à tour, suivant les circonstances, son audace et sa prudence, et conservant dans les circonstances les plus critiques un incomparable sang-froid ; il fut à deux reprises, le 30 avril et le 2 mai, obligé de repousser à la baïonnette les assaillants, qui le 3 mai se retirèrent découragés.

## LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC



Lithographie de Cattier, d'après M. Alophe  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

Louis-Eugène CAVAIGNAC

Né le 15 octobre 1802 à Paris

Commandeur de la Légion d'honneur le 6 août 1843

Gouverneur général de l'Algérie du 25 février au 29 avril 1848

Général de division le 28 février 1848

Député du Lot du 23 avril 1848 au 2 décembre 1851

Ministre de la Guerre le 17 mai 1848

Chef du pouvoir exécutif du 28 juin au 20 décembre 1848

Décédé le 28 octobre 1857 au château d'Ourne (Sarthe)

Nommé lieutenant-colonel à la suite de ce beau fait d'armes, Cavaignac reçut le commandement du 3<sup>e</sup> bataillon de zouaves, dont l'organisation avait été décidée, et dont les premiers éléments furent fournis par ses volontaires de Tlemcen. C'était un commandement qui convenait parfaitement à cet officier d'élite, aussi ferme que brave, aussi digne que familial.

Chargé d'occuper et d'organiser Médéa, il se distingua en novembre et décembre 1840, exécutant des sorties contre les tribus soumises à Abd el Kader, et allant même, en janvier 1841, avec 500 hommes, razzier une tribu que protégeaient les soldats réguliers de l'Émir.

En transmettant au Ministre le rapport, toujours modeste, de Cavaignac sur cette affaire, le général Schramm, gouverneur général par intérim, ajoutait : « Cet officier supérieur, éminemment distingué et capable, est digne à tous égards de votre intérêt et appelé à rendre de nouveaux et éclatants services dans les nouveaux grades que vous voudrez bien lui faire conférer ». Mais les grades étaient plus difficiles à conquérir pour lui que pour d'autres, en raison de ses opinions politiques. Cavaignac, qui s'en rendait compte, continuait néanmoins à accomplir stoïquement son devoir, faisant exécuter, malgré les rigueurs de l'hiver, les travaux d'installation de Médéa de manière à en faire un poste sain, agréable, et bien pourvu de produits agricoles.

L'arrivée de Bugeaud en février 1841 fut bientôt suivie d'opérations auxquelles Cavaignac prit une part brillante, en avril dans la province d'Alger, en mai dans celle d'Oran. Promu colonel en août, il remplaça à la tête des zouaves La Moricière, nommé lui-même maréchal-de-camp, et les commanda aux dures expéditions de 1842 et au début de 1843, recevant souvent la mission difficile de former l'arrière-garde.

Pour tenir le pays, au moyen du réseau de grands postes qu'il avait imaginé, Bugeaud décida au mois d'avril 1843 d'aller occuper Ténès sur la mer et de fonder un camp permanent entre Miliana et Mostaganem, dans la vallée du Chélif, en un point appelé El Asnam. Il espérait de cette façon tenir une région qui avait jusque là échappé à son autorité. Cavaignac reçut la mission, tout en surveillant le pays, de faire sortir de terre, à El Asnam, le poste qui reçut ensuite le nom d'Orléansville. Il réalisa cette œuvre d'une manière aussi rapide que complète, construi-

sant un pont sur le Chélif, une route allant à Ténès, une autre route se dirigeant d'une part sur Miliana, d'autre part sur Mostaganem, des casernes, des magasins, des fortifications, des maisons. Les colons vinrent s'établir dans le nouveau centre, les Indigènes approvisionnèrent son marché.

Sa subdivision d'Orléansville comprit deux cercles ; celui d'Orléansville où s'établirent 500 Européens, et celui de Ténès, où 1.000 s'établirent. Cavaignac qui, avec les 2.500 hommes sous ses ordres, avait à réaliser nombre de travaux, parvint en outre à aider considérablement ces colons pour leur établissement ; il fit, dans les deux postes, défricher des terrains, créer des pépinières, bâtir des maisons et des fermes, canaliser les ruisseaux, si bien qu'il transforma rapidement les camps en petite ville. Il organisa l'administration des Indigènes avec des fonctionnaires musulmans investis par ses soins ; il détermina avec soin les impôts à exiger ; il fit distribuer des vivres et des semences aux tribus qu'il avait été obligé de razzier pour les soumettre, il montra une fermeté constante, mais une justice impartiale. Il obtint par cette sage administration, une sécurité presque complète de la région et réalisa une collaboration fructueuse entre les éléments européens et indigènes ; les impôts rentrèrent au delà des espoirs permis et la production agricole saccrut dans des proportions importantes.

Le grade de maréchal de camp, qui vint récompenser en septembre 1844 les mérites de Cavaignac l'amena en octobre au commandement de la subdivision de Tlemcen. Le général Bedeau avait rétabli la paix et la prospérité dans cette ville rendue jadis à Abd el Kader par le traité de la Tafna. Mais l'Émir, réfugié au Maroc, intriguait toujours, quoique mis hors la loi par le traité avec le Maroc.

Cavaignac entreprit, pendant l'été de 1845, de pacifier le pourtour de sa subdivision, en frappant les tribus insoumises du Sud, dans la région des Chotts, et en surveillant la frontière du Maroc par où on pouvait craindre des incursions d'Abd el Kader.

Comme en septembre une certaine agitation se manifestait dans les montagnes des Trara, il s'y porta avec une colonne et attaqua les révoltés ; il constata chez eux un acharnement extrême, les battit, et n'obtint cependant aucune soumission. Étonné de cette anomalie, il en connut bientôt la raison : Abd el Kader avait franchi la frontière.

marocaine et venait d'anéantir à peu près complètement le 23 septembre, près de Sidi Brahim, le détachement avec lequel, le lieutenant-colonel de Montagnac avait tenté de l'arrêter (1). On comprend quelle immense impression un tel événement avait produit dans les tribus. L'insurrection se généralisait.

Cavaignac se hâta d'aller couvrir Tlemcen, et de rallier à lui les petites colonnes de sa subdivision. Cependant, un détachement de 200 hommes envoyé pour défendre le poste d'Aïn Témouchent fut surpris le 27 septembre en cours de route et se rendit sans combat ! Ce nouveau succès de l'Émir contribua à attiser l'incendie. Les tribus du sud de Tlemcen se révoltèrent et assassinèrent, le 1<sup>er</sup> octobre, deux officiers attirés dans un guet-apens...

Abd el Kader faisait le vide dans le pays, forçant les tribus à émigrer au Maroc auprès de sa « deïra ». Cavaignac décida de barrer la route à ce mouvement : il alla occuper le col de Bab Taza, qui domine la région, et y fut rejoint par La Moricière, accouru en hâte d'Alger avec des renforts. Leurs forces réunies, attaquèrent alors le 13 septembre en trois colonnes les Trara révoltés, qui tenaient le col d'Aïn Kebira, défendant l'accès de leurs Montagnes. Cavaignac commanda la colonne qui avait la mission la plus difficile ; il gravit avec elle des pentes escarpées, sous la fusillade des Kabyles, et enleva brillamment la position, décidant du succès de la journée, tandis qu'Abd el Kader abandonnait les populations qu'il avait compromises. Ces populations, entassées dans un pâtre montagneux, furent acculées à la mer par un nouveau combat où Cavaignac joua encore le principal rôle ; elles étaient à la merci de La Moricière, qui, voulant être généreux leur fit grâce.

La Moricière étant reparti vers l'est, à la suite d'Abd el Kader, Cavaignac s'appliqua à empêcher l'émigration des tribus de sa subdivision. Il constitua, avec l'élite de ses troupes, une colonne qui parcourut la région en tous sens, et parvint à ramener une importante partie des émigrés sur leurs territoires.

Ces résultats obtenus, il projeta en février 1846 de surprendre la deïra d'Abd el Kader qui était campée au Maroc vers la Moulouïaa, tandis que l'Émir opérait dans l'Est. Mais sa tentative fut éventée, et lorsqu'il atteignit

---

(1) Voir : Sidi-Brahim, par le général Paul Azan, Paris, librairie Lavauzelle, 1930.

la Moulouïa avec sa cavalerie, la deïra était loin... Il revint par l'itinéraire qu'avait suivi Abd el Kader pour entrer en Algérie, et passa par Sidi Brahim ; il retrouva sur le terrain les ossements des chasseurs d'Orléans et des hussards, marquant les phases de leur lutte héroïque, il les fit inhumer et leur rendit les derniers honneurs.

Au mois de mars 1846, c'est dans le sud qu'il opéra, malgré la pluie et la neige, ramenant des Hauts-Plateaux à Tlemcen plusieurs milliers de têtes de bétail enlevées aux tribus insoumises. Cependant l'un des agitateurs, Sidi el Fadel, qui se prétendait le Christ ressuscité, avait groupé autour de lui différentes fractions de tribus, et les avait fanatisées ; il vint audacieusement se mesurer à lui à quelques kilomètres de Tlemcen, et fut taillé en pièces. Cavaignac alla ensuite, au mois de juin, punir les tribus de la frontière qui étaient venues renforcer les contingents d'Abd el Kader lors du combat de Sidi Brahim, et qui avaient emporté dans leurs douars les dépouilles des soldats français ; il accula à la mer quelques centaines de leurs combattants, et vengea ses frères d'armes tombés neuf mois auparavant.

Peu à peu, les traces de l'insurrection disparurent dans sa subdivision ; les tribus regagnèrent leurs territoires abandonnés et reconnurent son autorité. Il ne cessait d'ailleurs de diriger des colonnes, tantôt vers le nord de Tlemcen pour assurer la rentrée des impôts, tantôt vers le sud pour amener à la soumission les tribus récalcitrantes.

Sa santé étant ébranlée par les fatigues qu'il s'était imposées, le général Cavaignac alla se reposer en France. Il revint au moment même où Abd el Kader, traqué par les Marocains, se rejetait vers l'Algérie, et eut la joie de recevoir avec La Moricière, le 23 décembre 1847, la soumission de celui qu'il avait combattu.

Nommé en janvier 1848 commandant par intérim de la division d'Oran, pendant, que La Moricière allait prendre part aux travaux parlementaires, il s'y trouvait lorsque la Révolution de 1848 fit proclamer la République. Il fut aussitôt nommé, le 25 février, gouverneur général de l'Algérie, et promu général de division le 28 février. C'était une revanche soudaine et complète contre l'ostracisme qu'il avait parfois éprouvé en raison de ses opinions républicaines. Il devait peu de semaines après, accepter le ministère de la Guerre, exercer en juin la dictature, devenir président du Conseil avec pouvoir exécutif, et se retirer après l'élection de Louis Napoléon contre lui à la Prési-

dence de la République, le 10 décembre. Il était devenu un homme politique.

Cavaignac, ainsi jeté dans les luttes des partis au cours de cette seconde partie de sa vie, sut conserver l'estime de tous. Ses ennemis eux-mêmes ont été impressionnés par sa probité, sa fierté, son mysticisme patriotique, son abnégation, son esprit de sacrifice, toutes vertus que rendait d'ailleurs assez bien l'expression profonde de son visage amaigri et mélancolique. Aucun chef n'a plus honoré l'armée d'Afrique par la droiture de sa vie et l'élévation de ses sentiments.

\*  
\*\*

### **Le général Bedeau**

Bedeau n'est resté en Afrique que dix ans, de 1837 à 1847, et il a cependant joué un rôle important.

Sorti de Saint-Cyr en 1820, il fut chargé, en 1836, de former un bataillon de légion étrangère à Pau, pour remplacer ceux que Louis-Philippe avait fait passer au service de la reine Isabelle d'Espagne contre les Carlistes, et partit avec lui pour l'Afrique en 1837 ; il vit le nombre des engagés s'accroître dans de telles proportions que la formation d'un 2<sup>e</sup> bataillon fut décidée en août. Sa courageuse conduite au siège de Constantine, où il fut cité à l'ordre, lui valut le grade de lieutenant-colonel de la légion. Ses qualités, militaires et une nouvelle citation en juillet 1839, dans les affaires de Djidjelli et de Bougie, le firent nommer colonel en décembre.

Placé à la tête du 17<sup>e</sup> léger, il servit brillamment en 1840 et 1841 sous les ordres du général Duvivier ; il fit particulièrement preuve de sang-froid en 1841, lorsque l'arrière-garde de la colonne fut attaquée au débouché des montagnes, lors du ravitaillement de Médéa, et il repoussa l'ennemi en lui infligeant des pertes sérieuses. Déjà colonel et officier de la Légion d'honneur, à 36 ans, il fut proposé pour maréchal-de-camp ; il ne put pas être nommé de suite n'ayant pas les 18 mois de grade exigés par la loi ; mais, s'étant fait encore remarquer dans une expédition pour le ravitaillement de Médéa et Miliana, il fut promu général en mai 1841, avant d'avoir 38 ans.

Les commandements successifs que reçut alors Bedeau contribuèrent à affermir rapidement sa réputation. Il eut non seulement le commandement d'une colonne mobile

## **LE GÉNÉRAL BEDEAU**



Lithographie de Cattier, d'après B. Roubaud  
(Bibliothèque du ministère de la Guerre)

**Marie-Alphonse BEDEAU**

Né à Vertou (Seine-Inférieure) le 9 août 1804

Général de division le 16 juillet 1844

Gouverneur général par intérim de l'Algérie du 29 juin au 6 octobre 1847

Grand officier de la Légion d'honneur le 8 août 1847

Député de la Loire-Inférieure le 23 avril 1848

Ministre des Affaires Étrangères du 29 juin au 17 juillet 1848

Député de la Seine le 13 mai 1849

Décédé à Nantes (Loire-Inférieure) le 30 octobre 1863

de la division d'Oran, constituée à Mostaganem, mais aussi le commandement supérieur de la zone maritime de la province. De Mostaganem, il étendit son rayon d'action de manière à recouper celui de La Moricière qui était à Mascara, et réussit en janvier 1842 à porter 10.000 rations à son camarade.

Lorsque Bugeaud eut occupé Tlemcen en février 1842, il y fit venir Bedeau, en raison de l'importance de cette place. Abd el Kader s'était en effet établi dans le voisinage, soulevant les tribus de la région. A la tête d'une colonne dans laquelle figuraient le général Mustapha ben Ismaël et ses Douairs, Bedeau se porta successivement dans diverses directions, châtiant les tribus qui avaient accueilli Abd el Kader, poursuivant l'Emir lui-même, et infligeant des pertes à ses contingents. Comme la zone de Nedroma restait particulièrement troublée, il parvint à en organiser la défense avec l'aide de fractions indigènes ralliées, Abd el Kader lassé se retira alors dans le Sud.

Budeau profita de la tranquillité qui suivit ce départ pour organiser la région, et pour régler, par une entrevue avec le caïd marocain d'Oudjda, les petits incidents de la frontière. Il conquit rapidement auprès des Indigènes une véritable popularité. L'un des grands chefs de la région écrivait à Bugeaud : « Dans tout le pays de France et dans tout notre pays, personne ne peut être comparé au général Bedeau. Cet homme excelle par sa raison, sa sagesse et sa sagacité dans toutes les circonstances ; il sait se rendre agréable à tout le monde. Tout le monde est attiré vers lui et tous sont revenus à lui à cause de son amitié sincère et de sa générosité sans égale. Voilà un homme qui travaille dans vos intérêts et dans les nôtres. »

Bugeaud, qui constatait les excellents résultats obtenus, demanda pour lui la cravate de commandeur, en écrivant au Ministre : « Vous savez les services qu'il a rendus dans la province d'Oran, les beaux combats qu'il a livrés, la sagesse et la résolution qu'il a montrées en toute occasion. Je le regarde comme l'une des grandes espérances de l'armée. On trouve peu de têtes aussi bien organisées. »

Pour mener à bonne fin son œuvre de pacification, Bedeau parcourait avec une colonne toutes les parties de sa circonscription, déjouant les manœuvres hostiles, châtiant énergiquement les coupables, accueillant avec bienveillance les incertains. Il montra le même esprit de conciliation avec les Marocains. Sa colonne ayant été attaquée en mars 1843, par les gens du caïd d'Oudjda accompagnés de

partisans d'Abd el Kader, il riposta, mais sans poursuivre ses agresseurs ; il se borna à écrire au caïd d'Oudjda, à qui il fit reconnaître, au cours d'une entrevue, les torts de ses administrés. Il fut cependant obligé d'user de rigueur contre quelques tribus qui refusaient de reconnaître son autorité.

En 1844, Abd el Kader s'étant établi près de la frontière marocaine, Bedeau dut créer au sud de Tlemcen le poste de Sebdu. La Moricière, qui commandait à Oran, obtint de Bugeaud la création de Lalla Maghrnia à l'ouest, et, s'y porta : les travaux d'installation du poste commencèrent dès les premiers jours de mai. Aussitôt les Marocains s'émurent ; la Guerre Sainte fut prêchée ; le chef marocain El Guenaoui ayant mis les Français en demeure d'évacuer Lalla Maghrnia, La Moricière répondit par un refus. Les Marocains attaquèrent le 30 mai le camp français à Sidi Aziz, et furent vigoureusement repoussés. Bugeaud, accouru le 12 juin avec des renforts, proposa à El Guenaoui une entrevue avec Bedeau.

Pendant que Bedeau et El Guenaoui, respectivement suivis à quelque distance en arrière des troupes d'appui, discutaient entre eux, les Marocains ne purent s'empêcher de « faire parler la poudre », et tirèrent sur les troupes françaises, celles-ci faisant preuve d'une extrême modération, ne ripostèrent pas, évitant une issue tragique à l'entrevue. Bedeau conserva une ferme contenance, en face d'El Guenaoui qui prétendait imposer la Tafna comme frontière d'Algérie ; Guenaoui se sépara de lui en lui disant : « C'est la guerre ». En effet, dès que Bedeau eut rejoint La Moricière et qu'ils eurent repris la direction de leur camp, ils furent attaqués par des cavaliers indigènes.

Bugeaud, arrivé bientôt avec des renforts, infligea aux assaillants une sanglante punition. Mais, n'ayant pas pu obtenir de réponse satisfaisante de Guenaoui, il entra à Oudjda le 19 juin. Cette leçon n'ayant pas porté ses fruits, il dut livrer la bataille de l'Isly, pendant laquelle Bedeau commanda les six bataillons de la colonne de droite, prenant une belle part à la victoire.

Le commandement de la province de Constantine, que Bedeau reçut en octobre 1844, quelques semaines après son grade de lieutenant-général, lui permit de donner la mesure, dans une région plus calme, de ses grandes qualités de colonisateur et d'administrateur. Dès son arrivée à Constantine, il s'occupa des travaux de routes, de l'état sanitaire des postes, de la propreté de la ville, de la sécurité

des tribus et des convois. Il chercha à améliorer les relations avec les Indigènes, rédigeant un rapport spécial relatif à la constitution et à la protection de la propriété indigène.

Il se trouvait en congé à Paris en octobre 1845, lorsque la nouvelle du désastre de Sidi Brahim le fit rappeler ; il prit le commandement de la colonne de Médéa destinée à assurer le calme dans la province d'Alger.

Revenu en 1846 dans la province de Constantine, il rédigea un *Projet de colonisation pour la province de Constantine*, qui fut édité avec celui qu'avait rédigé La Moricière pour la province d'Oran. Ce projet contenait le détail précis des travaux à exécuter : irrigation ; canalisation ; construction de routes ; assainissement ; création de villages ; avec devis des dépenses.

Bedeau voulait « une population européenne nombreuse, active, industrielle », et, pour l'attirer, désirait avant tout établir la sécurité. Il n'était nullement, pour cela, hostile aux Indigènes et ne voulait pas leur imposer « une domination violente » ; il désirait, au contraire, en respectant leurs usages, leurs mœurs, leur religion, leur amour-propre, « modérer le froissement primitif que la puissance étrangère apporte avec elle partout où elle s'établit » ; il entendait leur procurer progressivement du bien-être, et faire d'eux non des ennemis, mais des associés. « je crois, concluait-il, à la possibilité de l'association des intérêts européens et indigènes : le premier prospérant par la supériorité de son industrie ; le second bénéficiant par le prix de revient économique de ses productions perfectionnées ».

Bugeaud ayant résigné ses fonctions de gouverneur général en 1847, Bedeau exerça pendant quelque temps l'intérim jusqu'à l'arrivée du duc d'Aumale ; puis, après avoir repris en octobre le commandement de la province de Constantine, il obtint un congé pour la France à la fin de novembre. Il se trouvait à Paris lorsque la Révolution de février 1848 éclata. Il devint dès lors, comme plusieurs de ses camarades, un homme politique. Exilé en 1852 par Louis-Napoléon, il ne revint en France qu'en 1859 et mourut en 1863.

Tous ceux qui ont approché et connu Bedeau ont éprouvé pour lui une profonde estime et une réelle sympathie. Brave énergique, bienveillant, méthodique, modeste, il a accompli son devoir sans chercher à faire valoir sa personne, et surtout, ce qui a été rare chez ses contemporains, sans chercher à nuire aux autres ni à diminuer leurs mérites.

## CHAPITRE VII

### LE MARÉCHAL RANDON

Le maréchal Randon a certaines analogies avec Bugeaud, non au point de vue du caractère, mais au point de vue des idées et des actes ; il est cependant beaucoup moins connu, parce qu'il n'a pas eu à triompher en Algérie d'adversaires aussi brillants que l'Émir Abd el Kader, et qu'il n'a pas été attaqué en France de manière aussi violente que son prédécesseur.

Ce jeune engagé de 1812, nommé sous-lieutenant à Moscou et promu capitaine en novembre 1813 avant d'avoir 19 ans, avait su travailler et acquérir de nouvelles connaissances, de 1815 à 1830, tandis qu'il restait capitaine. Devenu en 1838 colonel du 2<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique à Oran, il s'était appliqué non seulement à développer la glorieuse réputation de son régiment au cours des diverses expéditions, mais aussi à réaliser avec ses chasseurs la colonisation militaire préconisée par Bugeaud.

Randon fut un de ces nombreux officiers qui travaillèrent silencieusement à faire de l'Algérie un pays prospère. Son « compte-rendu des travaux de culture entrepris par le 2<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique de l'année 1839 à 1840 », et le mémoire relatif aux moyens de fonder des colonies régimentaires, qui y était joint, lui méritèrent les félicitations du ministre de la Guerre, le maréchal Soult.

Les travaux agricoles qu'il entreprit dans les environs d'Oran prêtèrent appui et encouragement aux colons encore rares, tout en procurant aux chasseurs distraction et bien-être. Randon savait à la fois surveiller et encourager ses hommes et il les associait aux résultats. Combien d'Oranais se doutent, parmi ceux dont les domaines s'étendent dans la banlieue de la grande ville, que Randon et ses chasseurs d'Afrique ont été leurs précurseurs ?

A Bône, où il fut nommé maréchal-de-camp en sep-

tembre 1841 Randon continua l'application des mêmes principes pacification par des colonnes, colonisation par clés travaux. Partout où il imposait la paix, il se faisait suivre de routes qui, construites à peu de frais par les soldats, assuraient à la fois le ravitaillement des troupes et l'exploitation forestière ou minière.

Les colons qui commençaient à s'établir dans la région faisaient de lui son éloge, tel celui qui écrivait dans la *Phalange* du 30 octobre 1842 : « L'entrain était général, le chef avait communiqué son ardeur à tous ses hommes. Plusieurs ateliers furent formés, et, la rivalité aidant, les travaux les plus gigantesques ne parurent plus qu'un jeu à nos soldats excités par les liens affectueux qui les unissaient à leurs officiers et à leur digne général. Vous ne sauriez vous faire une idée des heureux effets de cet accord du soldat avec tous ses chefs ; c'était vraiment merveilleux. L'élan était donné ; le ton était au travail, à l'ardeur et aux rapports affectueux. L'impulsion venait du sommet de la hiérarchie ; chacun était à son poste, rivalisant de zèle et d'ardeur ; la pioche et la barre à mine résonnaient de tous côtés. » Cette description de l'état d'esprit des corps d'Afrique est d'autant plus intéressante qu'elle est donnée par un colon, et qu'elle représente les traditions qui se sont perpétuées depuis.

Lorsque Randon quitta Bône, à la suite de sa promotion au grade de lieutenant-général en avril 1847, il fut unanimement regretté ; mais l'expérience de l'Afrique du Nord qu'il avait acquise par son long séjour allait lui être très utile dans de plus hautes fonctions. Il fut d'abord, après la Révolution de 1841, directeur des affaires de l'Algérie au ministère de la Guerre ; puis, après avoir commandé la division de Metz, il accepta le ministère de la Guerre en janvier 1851 ; tout en organisant l'armée de Paris, il fit exécuter en mai, une expédition en Petite Kabylie, sous la direction du général de Saint-Arnaud, pour montrer aux Indigènes que la chute de Louis-Philippe n'avait rien changé aux intentions de la France, et pour maintenir « des troupes rompues aux fatigues et familiarisées avec le danger », en cas de guerre européenne.

Remplacé comme ministre le 26 octobre par le général de Saint-Arnaud, en prévision du coup d'Etat du 2 décembre, Randon fut nommé le 14 décembre 1851 gouverneur général de l'Algérie. Sa première préoccupation fut de constituer une armée d'Afrique capable de lutter à la fois contre les ennemis européens de la France et

## LE COLONEL RANDON



Lithographie d'Auguste Bry, d'après B. Roubaud  
(Bibliothèque du Musée de l'Armée)

Le colonel RANDON  
Commandant le 2<sup>e</sup> chasseurs d'Afrique

contre les Indigènes algériens encore incomplètement soumis.

Le projet d'organisation qu'il adressa dès le 20 janvier 1852 au ministre de la Guerre, le général de Saint-Arnaud, vieil Africain lui aussi, est celui qui a le plus contribué au développement des corps spéciaux de l'armée d'Afrique. Randon demandait pour chaque province : un régiment de zouaves ; deux bataillons de tirailleurs algériens ; un régiment de légion étrangère ; un bataillon de chasseurs à pied ; deux régiments d'infanterie de ligne ; un escadron du train des équipages. Ce qu'il voulait, c'était disposer de « régiments acclimatés », car il avait constaté par expérience que l'effectif constamment disponible y était très supérieur à celui existant dans les régiments venant de France.

Les raisons qu'il invoquait pour former de nouveaux bataillons de tirailleurs indigènes étaient des raisons politiques tout autant que des raisons militaires ; elles montrent que Randon savait concevoir la grandeur de son rôle : « La création d'un nouveau, bataillon de tirailleurs indigènes par province, a-t-il écrit dans ses Mémoires, devait avoir aussi les meilleurs résultats au point de vue politique. En passant sous nos drapeaux, les indigènes s'initient à nos mœurs, à nos usages, à notre langue, se façonnent à notre discipline et s'habituent à la soumission. Utiles à notre cause sur le champ de bataille, ils la servent encore au milieu de leurs tribus, au sein de leur familles, en racontant sous la tente tous les soins que nous prenons d'eux et les bons traitements qu'ils reçoivent de nos officiers. »

Cet exposé a conservé toute sa valeur ; car le régiment indigène, à condition de n'être pas stationné en France comme il l'a malheureusement été depuis, est la meilleure école où l'Indigène puisse apprendre le respect et l'amour de la France, pratiquer la langue, acquérir des notions de discipline et de justice et s'initier peu à peu à des principes et à des mœurs dont le contact prématuré lui est toujours funeste.

Randon, guidé par son expérience, proposa, en ce qui concerne la cavalerie, de grouper davantage chacun des trois régiments de chasseurs d'Afrique, de manière à y faciliter le maintien de la discipline et la marche de l'instruction.

Pour les spahis, il voulut réaliser un groupement adapté

à la vie indigène, la smala. En accordant aux spahis la faculté d'habiter sous des tentes du pays, avec leurs femmes et leurs enfants, il espérait avec raison pouvoir les recruter parmi les meilleures familles de la région, et avoir ainsi d'habiles cavaliers, « hommes de poudre » par atavisme. Les smalas, réparties sur la lisière du Tell et aux frontières, pourraient fournir à tout moment des effectifs aux commandants de cercles ; cultivant pour leurs besoins des terres qui leur seraient attribuées, elles constitueraient de véritables colonies agricoles.

« L'établissement des smalas, écrivait Randon dans ses Mémoires, considéré à d'autres points de vue, promettait encore certains avantages. Répandus par fractions dans le pays arabe, les spahis verraient leur influencé acquérir, à notre profit, son plus grand développement. Cultivant sous nos yeux, et pour ainsi dire sous notre direction, ils introduiraient nécessairement dans l'agriculture les diverses améliorations que nous pourrions leur suggérer, et ces améliorations se répandraient d'autant plus facilement parmi les populations indigènes que les points de contact entre elles et les smalas seraient plus multipliés. Ils contribueraient enfin à l'amélioration de la race chevaline et à la propagation de l'espèce, question intéressante pour le pays, urgente pour la cavalerie d'Afrique. »

Randon voulait aussi que l'Algérie pût se suffire à elle-même dans le cas où les communications avec la mère-patrie seraient coupées. C'est dans ce but qu'il fit remplacer les pièces de l'armement des côtes, et chercha à développer les mines de manière à favoriser la création de centres industriels.

Les frontières avec les états voisins de l'Algérie, Tunisie, et Maroc, dépendaient des migrations des tribus et de leur bon vouloir, et restaient pratiquement incertaines, malgré les travaux de délimitation effectués : « Seuls nous respectons les frontières, a écrit Randon, parce que seuls nous tenions à faire régner l'ordre et la paix chez les tribus qui nous étaient soumises ; les brigandages exercés par les tribus ennemies restaient ainsi impunis ; la chancellerie était impuissante, quand elle essayait d'intervenir auprès des gouvernements limitrophes, et cette intervention n'avait servi jusqu'alors qu'à prouver le mauvais vouloir ou l'inaptitude de ces gouvernements à faire droit à nos demandes, alors même qu'ils en reconnaissaient la justice ». Aussi avait-il prescrit aux commandants de province, comme ministre de la Guerre, de se montrer

sobre de réclamations et de repousser les pillards sans se laisser arrêter par la ligne fictive de la frontière. Il renouvela ces instructions comme Gouverneur général et n'hésita pas, en mai et juin 1852, à faire châtier, par le général de Montauban, la tribu marocaine des Beni Snassen, et à la forcer à accepter ses conditions.

La Kabylie n'ayant jamais été soumise, Randon décida de réduire les tribus successivement ; à cet effet, il fit construire des routes par les colonnes expéditionnaires, qui pouvaient ensuite s'installer au cœur du pays en y étant bien ravitaillées. C'est par ces moyens que les généraux Camou, de Mac-Mahon, d'Autemarre, Bosquet obtinrent des succès. A l'Est comme à l'Ouest, les tribus coupables furent poursuivies et châtiées au delà des frontières, sans que le gouvernement de Tunis protestât davantage que celui du Maroc, « preuve évidente, écrit Randon, que ces gouvernements eux-mêmes reconnaissent implicitement que les moyens employés étaient les seuls efficaces. »

Le Sud algérien restait le refuge des dissidents. Un agitateur ayant soulevé les tribus sahariennes, les généraux Pélissier et Yusuf enlevèrent Laghouat d'assaut le 4 décembre 1852. Cet événement amena Randon à organiser la pacification du Sahara. Pour dominer le pays kabyle, il avait employé la route. Pour dominer le Sud, il décida d'y établir une troupe mobile, capable d'assurer la protection des tribus nomades grâce à un large rayonnement ; une garnison fut installée à Laghouat, sous le commandement de l'énergique capitaine du Barail, et les Larbaa furent chargés d'entretenir une smala de 500 méharis harnachés, destinés à transporter soit des fantassins soit des vivres et des bagages. C'était la première ébauche des troupes sahariennes.

La soumission de la Kabylie ayant été décidée pour 1853, ce fut le ministre de la Guerre, le général de Saint-Arnaud, qui fut chargé de diriger les opérations. Randon, ne pouvant souffrir une atteinte si directe à ses prérogatives, envoya immédiatement sa démission de gouverneur ; « Je n'ai pas à discuter les ordres de l'Empereur, écrivit-il, je n'ai qu'à m'y soumettre ; mais, en même temps, il importe que la dignité du commandement et la considération militaire qui s'y rattachent soient sauvegardées, »

L'Empereur n'accepta pas sa démission ; l'expédition fut ajournée et remplacée par la soumission des Babor, par les divisions Mac-Mahon et Bosquet, opérant sous les ordres de Randon.

Cette opération terminée, une expédition fut organisée dans le Sud contre l'agitateur Mohammed ben Abdallah ; l'âme en le chef religieux des Oulad Sidi Cheikh, Si Hamza. Tandis que, au début de novembre 1853, Si Hamza, accompagné d'un commandant de Colomb, commandant supérieur de Géryville, prenait la tête d'une colonne de goums chargés spécialement de poursuivre l'agitateur, trois autres colonnes de goums, partant respectivement des trois provinces, l'appuyaient en s'avancant vers le Sud, déployées ainsi sur un immense front. Si Hamza entra à Metlili, puis à Ouargla, obtenant plein succès. Ce spectacle d'un grand marabout qui combattait pour la France un adversaire dressé contre elle au nom de la religion, et qui déclarait n'avoir qu'un drapeau, le tricolore, impressionna fortement les Indigènes. Si Hamza reçut, comme récompensé, l'administration des territoires soumis. La route desservit Laghouat l'année suivante.

Le souci de la pacification des régions insoumises n'empêchait pas Randon de développer par tous les moyens la colonisation. Les tentatives de créations de villages et les ventes de terrains n'obtinrent pas de grands résultats, parce que les colons ne venaient pas en assez grand nombre. Néanmoins, comme le remarquait Randon, si les résultats acquis avaient été « de provenance anglaise ou américaine, peut-être la critique eût-elle fait place à la louange. » Il développa la culture du tabac et du coton ; il organisa le service des remontes et développa le goût de l'élevage des chevaux en instituant des courses dans les trois provinces.

Il ne négligea d'ailleurs nullement les questions financières, scientifiques, littéraires, artistiques, historiques et archéologiques, et fut le fondateur de la Société historique algérienne, dont l'organisateur fut la *Revue Africaine*, recueil précieux qui se continue toujours.

La guerre de Crimée fournit l'occasion de tenter une épreuve décisive. Tandis que la France se trouvait aux prises avec une puissance musulmane, ses sujets algériens allaient-ils lui rester fidèles ? Un mouvement en Kabylie fut rapidement maîtrisé par l'expédition du Sébaou, qui valut à Randon la croix de grand officier de la légion d'honneur. Une tentative d'agitation de Mohammed ben Abdallah dans le Sud amena la prise de Touggourt et la soumission de l'oued Rhir. Pendant ce temps, les tirailleurs et les zouaves se battaient pour la France en Crimée, y couvrant de gloire les drapeaux de leurs régiments.

L'œuvre de développement économique et agricole qui avait été poursuivie dans le Tell fut commencée dans le Sud par des officiers comme le commandant Margueritte. Le futur héros de 1870 Margueritte fit construire des caravansérails et creuser des puits ; mais il fit surtout construire, à 4 kilomètres du Rocher de Sel, par la main-d'œuvre indigène, un large barrage de 200 mètres de long, qui permit d'irriguer 1.800 hectares.

Randon fut élevé, le 16 mars 1856, à la dignité de maréchal de France. Sa meilleure récompense était néanmoins la reconnaissance que lui manifestaient militaires, colons et indigènes, pour l'œuvre qu'il avait accomplie. Au cours d'une tournée de pacification, le général Desvaux put entendre le khalifa de la puissante confrérie religieuse des Tidjanyia s'exprimer en ces termes :

« Bénissez les Français qui, en vous donnant la paix et la sécurité, vous ont préparé une prospérité qui dépasse les espérances. Vous aviez vu arriver avec effroi, il y a deux ans, ces soldats que vous aimez aujourd'hui pour le bien qu'ils vous ont fait. Je viens de traverser beaucoup d'Etats musulmans, (au retour du pèlerinage à la Mecque) ; j'ai trouvé partout l'injustice et la violence, les routes livrées au brigandage ; je n'ai respiré librement que depuis le moment où j'ai mis le pied sur le territoire soumis à la domination de la France. »

Cet éloge indigène du gouverneur général était justifié par les mesures qu'il ne cessait de prendre en faveur des populations. L'hiver 1855-1856 ayant été très rigoureux et ayant occasionné des pertes importantes dans les troupeaux, Randon prescrivit d'aider les Indigènes en leur fournissant des instruments et des bois pour construire des abris destinés aux animaux pendant la mauvaise saison. Il fit aussi reconstituer des réserves de grains, épuisées par l'imprévoyance des Indigènes, en faisant creuser des réservoirs souterrains (silos) auprès des tombeaux des Saints (koubbas). Il était prouvé que l'Algérie, au lieu d'être une charge ; pouvait être un appui précieux pour la Métropole, puisqu'elle avait fourni aux troupes de Crimée des Millions de kilogrammes de blé, de farine et de biscuit, comme elle avait fourni des milliers d'hommes et de chevaux.

Le maréchal ne cessait d'ailleurs de mener de front la pacification du pays et son développement économique. Au cours d'un voyage à Paris au printemps de 1857, il obtint de l'Empereur à la fois l'autorisation de faire la cam-

## LE MARÉCHAL RANDON



Jacques-Louis-César-Alexandre, comte RANDON  
Né à Grenoble (Isère) le 25 mars 1795  
Lieutenant général le 22 avril 1847  
Ministre de la Guerre du 24 janvier au 26 octobre 1851  
Gouverneur général de l'Algérie du 11 décembre 1851 au 31 août 1858  
Sénateur le 31 décembre 1852  
Grand croix de la Légion d'honneur le 24 décembre 1853  
Maréchal de France le 18 mars 1856  
Ministre de l'Algérie et des Colonies du 14 juin 1858 au 5 mai 1859  
Ministre de la Guerre du 5 mai 1859 au 9 janvier 1867  
Décédé à Genève (Suisse), le 15 janvier 1871

pagne de Kabylie, qui lui tenait tant à cœur, et le décret du 8 avril 1857, qui approuvait la concession de voies ferrées dans les trois provinces. Il fut, à son retour, reçu au débarcadère par les autorités civiles et militaires et félicité par le Maire entouré de son conseil municipal. Les quais, la rue de la Marine, la place du Gouvernement étaient pavés et fleuris. Un arc de triomphe, élevé au milieu de la rue de la Marine, portait l'inscription :

*Au maréchal Randon  
La population algérienne reconnaissante  
Décret impérial du 8 avril 1857.*

Plus loin, sur un massif d'arbustes et d'instruments aratoires, était cette autre inscription :

*Au maréchal Randon  
Agriculture, Industrie, Commerce*

Entre les deux édifices, une double haie de colons portaient des bannières sur lesquelles figuraient les noms des localités qu'ils représentaient.

Ces détails, rapprochés du discours du khalifa des Tidjanyia, montrent comment les colons et les Indigènes savaient apprécier ce que l'armée d'Afrique et son chef faisaient pour eux.

Grâce à l'expérience acquise par les précédentes campagnes, l'expédition de Kabylie devait être courte et peu sanglante. Le maréchal Vaillant avait déjà écrit, en décembre 1856 : « Ce qu'on aura pris ou enlevé devra être définitivement acquis ; tout pas fait en avant sera une menace de plus pour l'ennemi, une possibilité de l'atteindre plus sûrement, plus efficacement. Il n'y aura point de pas en arrière. Le temps, la patience, les routes, les points fortifiés, voilà nos moyens de dompter ces fiers Kabyles. »

Sous la conduite de Randon, les trois divisions commandées par Renault, Yusuf et Mac-Mahon, enlevèrent les 24 et 25 mai les montagnes des Beni-Raten, qui firent leur soumission ; puis la division Mac-Mahon enleva le 14 juin la position très forte d'Icheriden, dans un combat furieux dont l'issue produisit une grande impression sur les Kabyles qui se croyaient en lieu sûr : « L'ennemi, chantait un de leurs poètes, n'en est pas moins tombé sur

nos têtes, guidé par le maréchal, le père de la sagesse, dont la tête mûrit les projets. » Les divisions Yusuf et Renault soumirent, les jours suivants, les Beni-Yenni. Les dernières tribus ne luttèrent plus que pour être fidèles à leur serment de résistance ; il fallait, pour que leur honneur fût sauf, que leurs villages fussent brûlés : « seulement, ne nous brûlez pas trop » déclaraient les représentants de l'une d'elles. Le 12 juillet 1857, toute la Kabylie était soumise.

Dès les derniers jours de mai, le tracé du Fort Napoléon avait été exécuté sur un point culminant, Souk el Arba ; en 18 jours, du 3 au 21 juin, cet emplacement avait été réuni par une route de 6 mètres à Tizi-Ouzou, à la stupéfaction des Indigènes.

Cette campagne avait été un modèle au point de vue de l'exécution tactique comme au point de vue des mesures d'administration adoptées vis à vis des Kabyles ; suivant la pittoresque expression du maréchal Bosquet, elle « terminait la guerre d'Afrique comme on finit une fête, par un bouquet superbe et brillant. »

L'habile ténacité avec Laquelle Randon avait conduit la pacification à bonne fin ne l'avait pas empêché de chercher en même temps à faire de l'Algérie un pays riche et prospère. Il créa ou améliora un grand nombre de routes ; il fit exécuter des travaux considérables dans les ports ; il établit des lignes télégraphiques et obtint la construction des chemins de fer ; il étudia le problème de l'eau et fit forer de nombreux puits artésiens ; il se préoccupa des bâtiments civils et assura la conservation des monuments anciens ; il organisa la protection, l'entretien et l'exploitation des forêts de chênes-lièges ; il constitua des caravanes transsahariennes destinées à établir des relations périodiques avec le Soudan ; il favorisa les congrégations enseignantes d'hommes et de femmes afin d'accroître le nombre des écoles pour les enfants des colons ; il poussa, quoique protestant, à la construction d'églises catholiques pour donner une aide morale aux colons de cette religion ; il créa des écoles supérieures musulmanes ou médersas et des collèges arabes-français. Il obtint enfin un accroissement constant du mouvement commercial qui est plus éloquent que tout éloge.

Les grands militaires de l'armée d'Afrique ont parfois été représentés comme des faiseurs d'expéditions, peu capables de bonne administration. Ceux qui ont gouverné le pays ont fourni la preuve du contraire. Parmi eux, le

maréchal Randon est peut-être celui dont l'œuvre apporte le démenti le plus éclatant à cette erreur; il a écrit lui-même :

« Les généraux chargés d'administrer l'Algérie n'y ont pas fait la guerre. Ils n'étaient ni préfets, ni commandants en chef, mais gouverneurs généraux, c'est-à-dire appelés à diriger tous les grands intérêts de la colonie, de quelque nature qu'ils fussent. Si l'usage s'était établi de donner ces fonctions à un homme d'épée, c'est que la réalité des choses, plus forte que le raisonnement, rendait cet usage obligatoire. »

La lenteur relative avec laquelle la colonisation se développa en Algérie sous le régime militaire, n'est pas imputable à ce régime, car les généraux et leurs subordonnés essayèrent et encouragèrent tous les systèmes, la colonie militaire de Bugeaud aussi bien que le phalanstère. Elle est due au fait que les Français émigraient peu et que les premiers arrivés se trouvèrent en face d'une population nombreuse et hostile, et d'une terre souvent difficile à défricher. Ce fut grâce à la sécurité établie peu à peu par l'armée d'Afrique et aux travaux de toute sorte exécutés par elle que l'établissement des colons devint possible.

La conquête militaire de l'Algérie était terminée en 1857. Sans doute il fallut encore user de la force par la suite ; mais ce fut contre des « insurrections », parfois importantes, comme celle de 1864 et celle de 1871, ou contre les tribus nomades du Sahara.

Les troupes d'Algérie firent surtout, à partir de ce moment, employées dans les expéditions en Europe ou hors d'Europe, puis dans la pacification relativement aisée de la Tunisie et celle beaucoup plus difficile du Maroc. L'ère « héroïque » de l'Algérie était close, pour faire place à celle de la colonisation pacifique.

## CHAPITRE VIII

---

### GRANDS ET PETITS SOLDATS

Les grands soldats de l'armée d'Afrique ont réalisé en Algérie non pas la conquête brutale du soi par les armes, mais la conquête progressive des populations indigènes, grâce à leur justice à leur bienveillance et à leur générosité. Ils ont dû souvent employer la force, mais après avoir usé de tous les moyens de conciliation. Leur œuvre a été constructive ; elle a établi la paix, la prospérité et le bonheur, dans un pays désolé par les luttes intestines, l'insécurité et la misère, tandis que l'œuvre des armées, dans les pays les plus civilisés, est malheureusement destructive, et laisse derrière elle la souffrance pour de longues années.

Il serait d'ailleurs injuste de limiter à quelques figures éminentes la liste des noms dignes d'être conservés par l'histoire. Les soldats, remarquables de l'armée d'Afrique formeraient une longue galerie, si on voulait les dépeindre tous, car de nombreux personnages ont joué un rôle resté peu apparent, et d'autres étaient, à l'époque de la conquête, encore trop jeunes pour exercer un commandement important.

Dans cette glorieuse phalange peuvent être placés les commandants en chef comme Berthezène, qui avait remarquablement commandé sa division à l'expédition d'Alger, le duc de Rovigo, Voirol, Drouët d'Erlon, Damrémont tué la veille de l'assaut de Constantine, le maréchal Valée ; des conducteurs d'hommes comme Oudinot, Baraguey d'Hilliers, de Bourjolly, Létang, Thiéry, Duvi vier, d'Armandy, Marey, de Barral, Négrier, Combe, Morris, d'Hautpoul, Charon, Renaud, Korte, Comman, Géry, Gentil, Tempoure, Tartas, Charras, Martimprey, Montauban, d'Allonville, Margueritte, du Barail, Trochu ; des officiers connaissant bien les Indigènes comme Daumas,

Walsin-Esterhazy, Pellissier de Reynaud, Bazaine, Beau-prêtre, Vergé du Taillis ; de futurs grands chefs comme Saint-Arnaud, Pélissier, Forey, Bosquet, Mac-Mahon, Canrobert, Chanzy. Chacun d'eux mériterait un portrait qui ferait ressortir aussi bien ses hauts faits militaires que ses efforts organisateurs. Combien d'autres sont tombés, comme le lieutenant-colonel de Montagnac à Sidi-Brahim, sans avoir pu donner la mesure de leur valeur...

Les maréchaux Clauzel, Bugeaud et Randon symbolisent bien les trois grandes étapes de la conquête de l'Algérie : tâtonnements et essais ; luttes ardentes et décisives ; pacification complète et organisation définitive.

On a voulu souvent attribuer tout le mérite de la conquête à Bugeaud ; il faut rendre hommage à ses prédécesseurs et à ses successeurs.

Clauzel a eu de grandes idées ; dans son premier gouvernement, il a envisagé une sorte de protectorat français par l'intermédiaire de la maison de Tunis, qui eût modifié complètement l'histoire de l'Afrique du Nord ; dans le second, il a projeté l'occupation méthodique de l'Algérie et il aurait pu là réaliser s'il avait obtenu du Gouvernement des moyens suffisants ; il a conçu d'une manière très large le développement agricole et commercial du pays. Il a été combattu à Paris par des ennemis, acharnés, pendant qu'il se dévouait à sa tâche.

Si Bugeaud, qui n'a pas eu moins d'ennemis, a réussi, c'est parce qu'il a eu la confiance et l'appui de Louis-Philippe, et parce qu'il a disposé de moyens proportionnés à ses entreprises.

Randon a achevé l'œuvre de Bugeaud ; il a entrepris celle qui a été réalisée après lui par les gouverneurs successifs et qui se continue au XX<sup>e</sup> siècle.

Les fils de Louis-Philippe ont été en quelque sorte les animateurs de l'armée d'Afrique. Envoyés à tour de rôle en Algérie par leur père afin d'y prendre part aux ex expéditions, ils y étaient le vivant témoignage de l'intérêt personnel que le Roi prenait aux opérations : Les gouverneurs et les généraux ne manquaient pas de souligner leur présence, dans les ordres adressés aux troupes. Les visites que fit le duc d'Orléans aux hôpitaux et les améliorations qu'il exigea, montrèrent aux soldats que l'héritier de la couronne ne négligeait pas de s'occuper de leur sort. Louis-Philippe disait dès le mois de décembre 1841 dans son

discours du Trône, en des termes qui laissaient transparaître quelque fierté personnelle : « Nos braves soldats poursuivent, sur cette terre désormais et pour toujours française, le cours de ces nobles travaux auxquels je suis heureux que mes fils aient eu l'honneur de s'associer ». L'incroyable succès que le duc d'Aumale remporta à la prise de la Smala, en 1843, ne contribua pas, peu à accroître la popularité de ces jeunes princes, doués d'un ensemble rare de belles qualités.

Les Indigènes ont été des conseillers utiles, trop peu et des exécutants splendides. En voyant ce qu'ont fait Mustapha ben Ismaël et Yusuf, on se rend compte des services qu'auraient pu rendre tant de chefs musulmans qui se sont offerts aux représentants de la France et ne se sont tournés contre eux que par suite de leurs hésitations, de leur faiblesse, et parfois même de leurs abandons.

Les principaux lieutenants de Bugeaud, La Moricière, Changarnier, Cavaignac et Bedeau, ont créé, sous la haute direction de l'illustre gouverneur, un système de guerre spécial, approprié à la nature du pays et à l'ennemi qu'ils combattaient.

Les principes de ce système échappaient aux chefs qui n'avaient pas l'esprit assez souple pour concevoir autre chose que la tactique employée contre les armées européennes, et qui prétendaient combattre en Afrique comme à Wagram : « Ces fameuses reliques de l'Empire, écrivait Montagnac en 1842, arrivent ici avec des idées préconçues, des systèmes qu'ils se sont forgés dans leurs cabinets, avec quelques farceurs d'officiers d'état-major... Il est facile de concevoir que ces anciens héros, tourmentés par leur jalousie, ne consentiront jamais à suivre la voie tracée par les La Moricière, les Changarnier, les Bedeau, etc. (1) ». Ces principes sont cependant restés vrais, et leur oubli périodique a amené à plusieurs reprises, dans l'histoire de l'Afrique du Nord, des insuccès qui auraient pu être évités.

Pour punir de leurs agressions des tribus qui disparaissaient devant eux, Bugeaud et ses lieutenants ont dû parfois recourir à des procédés employés par les Turcs et repris par Abd el Kader ; ils ont été amenés à détruire des récoltes, à incendier des villages, à prendre comme otages des vieillards, des femmes et des enfants. Ces moyens n'ont

---

(1) Montagnac, Lettres d'un soldat, Paris, Plon, 1885, p. 275.

été utilisés qu'à regret contre des populations insensibles à tout ce qui ne les atteignait pas matériellement. Dès que ces populations manifestaient le désir de vivre en paix, les plus grands efforts étaient faits pour assurer leur sécurité et leur bien-être.

C'est en effet à la colonisation du pays que les grands chefs de l'armée d'Afrique n'ont cessé de penser, au milieu de leurs efforts pour amener la paix. Clauzel déclarait dès le mois de mars 1832 à la tribune de la Chambre, que la Régence d'Alger devait, au bout de 10 ans, livrer au commerce une somme de plus de 200 millions de denrées coloniales, et au bout de 20 ans, compter près de 10 millions d'habitants ; il publia en 1833 un volume sur la question. Bugeaud écrivit nombre de rapports et de brochures relatives à la colonisation, dès 1838, et pendant son gouvernement de 1841 à 1847. Cavaignac, La Moricière et Bedeau réunirent eux aussi dans des volumes le résultat de leurs méditations à ce sujet. Randon accomplit une œuvre dont il continua à suivre le développement même après sa rentrée en France.

La passion avec laquelle certains d'entre eux soutinrent leurs idées fut telle qu'elle contribua dans une large mesure à les séparer et même à développer entre eux de funestes jalousies. Bugeaud et La Moricière se trouvèrent aux prises ; et, lorsque Bugeaud constata que le Parlement accordait ses préférences au système de La Moricière, il abandonna le gouvernement général, plutôt que de renoncer à sa « colonisation militaire » et que d'assister à l'éclosion en Algérie d'une administration civile. La lutte entre Bugeaud et La Moricière fut d'autant plus vive qu'ils s'appuyaient sur des hommes politiques, des journaux et des partis, étant l'un et l'autre députés.

Presque tous les grands soldats de la conquête algérienne ont été députés et ont versé dans la politique. Lors des événements de la Révolution de 1848, se retrouvèrent à Paris, dans des rôles divers, Bugeaud, Bedeau, La Moricière, Cavaignac et Changarnier, sans parler d'autres Africains tels que Trézel, Charras, Duvivier et Le Flô. Lors de la préparation du coup d'État du 2 décembre 1851, la « nouvelle Afrique », où l'on comptait Saint-Arnaud, Magnan, Fleury, Canrobert, d'Allonville, Espinasse, travailla pour l'établissement de l'Empire ; par contre, parmi les seize représentants du peuple arrêtés le 2 décembre, se

trouvèrent Changarnier et Bedeau, qui prirent, ainsi que Charras et Le Flô, le chemin de l'exile.

Les grands soldats de l'armée d'Afrique ont été des idéalistes ; ils ne tinrent compte de leurs intérêts personnels ni dans leurs campagnes algériennes ni dans leurs luttes politiques, et finirent rarement leur existence dans les honneurs. Depuis Bourmont qui emportait en exil, comme seul trésor, le cœur de son fils mort de sa blessure, et Clauzel qui revenait à la maison paternelle avec « sa vieille épée de combat, sans or ni diamants à la monture », jusqu'à Randon qui rentra en France sans avoir tiré profit de son long gouvernement, ils n'ont pensé qu'à la grandeur de la France et à la prospérité de l'Algérie.

Qu'ils symbolisent dans l'histoire l'effort accompli par la France en Afrique du Nord et que leurs noms soient honorés par la postérité, c'est justice. Mais ils ne doivent pas faire oublier la masse anonyme des officiers, sous-officiers et soldats de l'armée d'Afrique.

Cette armée a accompli une tâche multiple en maniant non seulement le fusil, mais aussi la pioche, la pelle et la truelle. Elle ne s'est pas bornée à pacifier le pays ; elle a assaini les régions malsaines, défriché les terrains broussailleux, créé des routes, construit des hôpitaux et des écoles, fondé des cités devenues prospères. C'est elle aussi qui a posé les principes de l'administration des Indigènes, établi avec eux des relations commerciales, associé leur travail au sien.

Dans cette riche contrée qu'est devenue l'Algérie, les colons n'ont pas le temps, au cours de leurs journées remplies, d'apprendre l'histoire des champs qui leur donnent la fortune sous forme de blé, de raisin, d'olives et de fruits divers, et ignorent au prix de combien de vies humaines ces terres ont été arrachées à la stérilité ; les voyageurs qui traversent ces pays fertiles en automobile, sur de bonnes routes, ne se doutent pas qu'elles ont à l'origine été construites par des soldats qui ont reçu, pour récompense de leur travail un supplément de pain et un quart de vin par jour, soit 0 fr. 15 au prix de l'époque.

Des milliers d'officiers et de soldats de l'armée d'Afrique sont morts sur les champs de bataille, dans les hôpitaux ou dans leurs foyers. Ceux qui ont vécu sont restés pauvres, après avoir déposé entre les mains de la France les richesses d'un pays magnifique, où Européens et Indigènes connaissent la prospérité et le bonheur.

Puissent le dévouement et le désintéressement de ces glorieuses phalanges, depuis les grands soldats placés à leur tête jusqu'aux petits soldats perdus dans le rang, servir d'exemple aux hommes trop enclins à ne chercher dans l'existence que des satisfactions matérielles. Les « Africains » ont travaillé et sont morts pour la France ; ils n'ont guère désiré qu'une chose, c'est que la France leur reste reconnaissante de leur sacrifice ; leur désir n'est pas déçu : sur les fêtes du Centenaire de l'expédition d'Alger plane le grand souvenir de l'armée d'Afrique.



## TABLE DES GRAVURES

---

Le comte de Bourmont .....	9
Le maréchal Clauzel .....	15
Le duc d'Orléans .....	25
Le duc de Nemours .....	29
Le duc d'Aumale .....	33
Le général Mustapha ben Ismaël .....	39
Le général Yusuf .....	45
L'Émir Abd el Kader .....	53
Le maréchal Bugeaud .....	65
Le général de La Moricière .....	83
Le général Changarnier .....	91
Le général Cavagnac .....	97
Le général Bedeau .....	103
Le colonel Randon .....	109
Le maréchal Randon .....	115

---

## TABLE DES MATIÈRES

---

	Pages
<i>Avant-propos</i> .....	5
<b>I. LES CONQUÉRANTS D'ALGER : <i>Le général de Bourmont et le vice-amiral Duperré ; le commandant Boutin.</i></b>	
<b>Le général de Bourmont et le vice-amiral Duperré</b> .....	7
<b>Le commandant Boutin</b> .....	11
<b>II. LE MARÉCHAL CLAUZEL</b> .....	13
<b>III. LES FILS DE LOUIS-PHILIPPE : <i>Le duc d'Orléans; le duc de Nemours et le prince de Joinville; le duc d'Aumale.</i></b>	
<b>Le duc d'Orléans</b> .....	23
<b>Le duc de Nemours et le prince de Joinville</b> ...	27
<b>Le duc d'Aumale</b> .....	30
<b>IV. LES INDIGÈNES : <i>Mustapha ben Ismaël; Yusuf, Abd el Kader.</i></b>	
<b>Le général Mustapha ben Ismaël</b> .....	37
<b>Le général Yusuf</b> .....	43
<b>L'Émir Abd el Kader</b> .....	52

	Pages
V. LE MARÉCHAL BUGEAUD.....	61
VI. LES LIEUTENANTS DE BUGEAUD : <i>La</i> <i>Moricière, Changarnier, Cavaignac, Bedeau</i>	79
La Moricière .....	80
Le général Changarnier .....	88
Cavaignac .....	94
Le général Bedau .....	102
VII. LE MARÉCHAL RANDON .....	107
VIII. GRANDS ET PETITS SOLDATS .....	119

---

